



**N A N C Y**  
COUR BONSECOURS  
258, Av. DE STRASBOURG  
5 4 0 0 0 N A N C Y  
TEL 03 83 85 60 60  
FAX 03 83 85 60 69

*Vu pour être annexé à la délibération N°...01/10.....  
du Conseil Municipal de MIRECOURT  
en date du 14 Janvier 2013  
approuvant le Plan Local d'Urbanisme  
Le Maire,  
Madame Maria ROUYER*



## ② Rapport de présentation

**Plan Local d'Urbanisme  
Commune de MIRECOURT**





# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	1
INTRODUCTION .....	3
PARTIE I : ANALYSE DES DONNEES.....	5
1 LES DONNÉES QUALITATIVES .....	6
1.1 ÉTAT DES DOCUMENTS D'URBANISME .....	6
1.2 LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE .....	7
1.3 LA SITUATION ADMINISTRATIVE .....	8
1.4 LE MILIEU PHYSIQUE .....	9
1.4.1 Morphologie et géologie du grand territoire .....	9
1.4.2 Le relief.....	10
1.4.3 La géologie .....	11
1.4.4 Le climat .....	14
1.4.5 L'hydrographie .....	14
1.5 LES MILIEUX NATURELS .....	17
1.5.1 Le fond de vallée du Madon dans la ZPPAUP.....	17
1.5.2 Les milieux forestiers.....	18
1.5.3 Les zones agricoles.....	19
1.5.4 Les cours d'eau.....	22
1.5.5 La ville et sa périphérie.....	26
1.6 L'OCCUPATION DU SOL ET PAYSAGES.....	27
1.6.1 Occupation du sol .....	27
1.6.2 Les entités paysagères .....	28
1.6.3 Les éléments remarquables et cônes de vue .....	35
1.7 LE PATRIMOINE HISTORIQUE .....	37
1.7.1 L'histoire .....	37
1.7.2 Le patrimoine archéologique.....	37
1.7.3 Le patrimoine historique.....	38
1.8 LES CARACTERISTIQUES DU SITE URBAIN .....	40
1.8.1 L'historique du développement urbain .....	40
1.8.2 La forme urbaine actuelle .....	41
1.9 LE TOURISME ET LES LOISIRS .....	43

<b>2 LES DONNEES QUANTITATIVES .....</b>	<b>45</b>
2.1 LA DEMOGRAPHIE.....	45
2.1.1 L'évolution de la population .....	45
2.1.2 Les facteurs de l'évolution démographique.....	46
2.1.3 La structure de la population par âge et par sexe .....	47
2.2 LA POPULATION ET LES ACTIVITES ECONOMIQUES .....	47
2.2.1 La population active .....	47
2.2.2 Les migrations alternantes et l'emploi .....	48
2.2.3 L'évolution de l'emploi par activités .....	49
2.2.4 Les catégories socioprofessionnelles.....	50
2.2.5 Les activités.....	50
2.3 LE LOGEMENT .....	54
2.3.1 Ancienneté du parc immobilier .....	54
2.3.2 Type de logements.....	54
2.3.3 Confort des logements .....	56
2.3.4 Évolution du parc immobilier .....	57
2.4 LES EQUIPEMENTS ET RESEAUX.....	58
2.4.1 Les structures intercommunales.....	58
2.4.2 Les équipements scolaires et services communaux.....	60
2.4.3 Les réseaux.....	62
<b>3 DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL AUX ENJEUX D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME.....</b>	<b>66</b>
3.1 DONNÉES QUALITATIVES .....	66
3.1.1 Le milieu physique .....	66
3.1.2 Le paysage .....	66
3.1.3 Caractéristiques du site urbain .....	67
3.2 CONTEXTE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE.....	67
3.2.1 La population .....	68
3.2.2 Les activités économiques et l'emploi.....	68
3.2.3 Le logement.....	69
3.2.4 Les équipements, services et infrastructures.....	69

# INTRODUCTION

Par délibération du Conseil Municipal, la commune de MIRECOURT a prescrit la révision de son Plan d'Occupation des Sols approuvé le 14 avril 1976 et révisé en novembre 1989, valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

# **PARTIE I : ANALYSE DES DONNEES**

# 1 LES DONNEES QUALITATIVES

## 1.1 ETAT DES DOCUMENTS D'URBANISME

Le P.O.S. a été approuvé le 14 avril 1976.

Il a depuis fait l'objet d'une révision, approuvée en novembre 1989.

Une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager a été mise en place par arrêté municipal du 24 décembre 1987. Elle englobe l'ensemble de la ville ancienne et l'urbanisation mitoyenne plus récente, la majorité des abords de la rivière Le Madon et le coteau du Haut de Chaumont. Une première révision a été arrêtée le 26 mai 1997, et l'étude d'une seconde révision s'effectue simultanément à la présente révision du PLU.

Un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) a été approuvé le 29 août 2008 et concerne le bassin du Madon.

En complément de ces documents, un zonage archéologique a été adopté.

Le droit de préemption urbain a été institué par délibération du Conseil Municipal du 19 octobre 1976 sur toute l'étendue de zones urbaines délimitées au POS.

Le SDAGE Rhin-Meuse s'applique sur le territoire communal, approuvé par arrêté du 27/11/2009 par M. le Préfet de Région Lorraine, Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse détermine les orientations en matière de gestion de l'eau, les objectifs de quantité et de qualité des eaux, ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre. Le SDAGE Rhin-Meuse s'applique sur le territoire communal.

Ces orientations sont les suivantes :

- Poursuivre la collaboration avec tous les pays du bassin du Rhin jusqu'à la mer du Nord,
- Protéger les eaux souterraines,
- Réduire la contamination par les substances toxiques,
- Restaurer les cours d'eau,
- Distribuer une eau potable à tout moment,
- Améliorer la dépollution,
- Réduire les dommages des inondations,
- Contrôler les extractions de granulats,
- Sauvegarder les zones humides,
- Intégrer la gestion de l'eau dans les projets d'aménagement.



## 1.2 LA SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de MIRECOURT, chef-lieu de canton du département des Vosges (région Lorraine), se situe au nord-ouest du département.

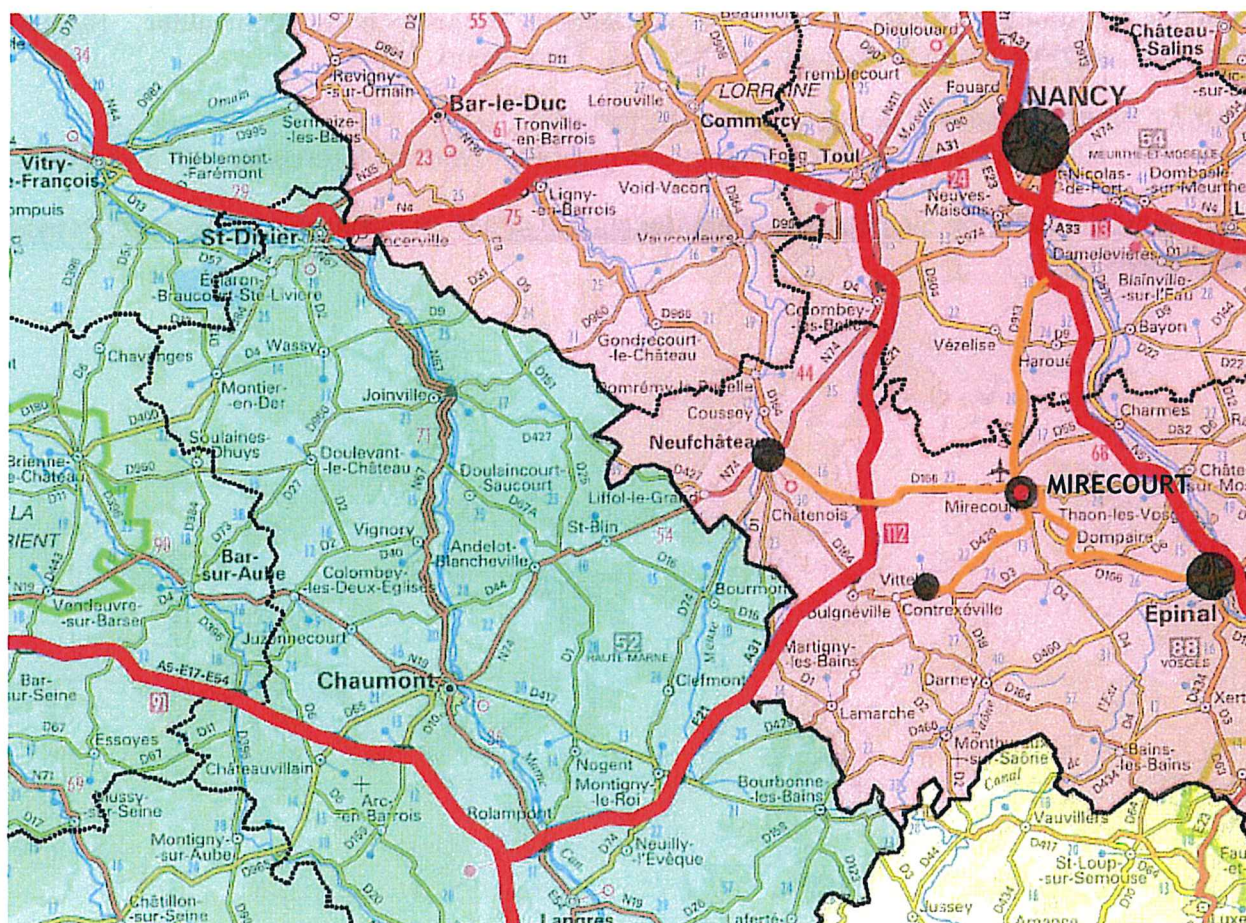
Implantée au cœur de la région de la Plaine des Vosges, dans le Xaintois, elle constitue également un nœud de communications routières et ferroviaires. La commune est implantée sur l'axe Neufchâteau - Épinal (RD 166), permettant aux Mirecurtiens de rejoindre l'autoroute A31 à 15 Km à l'Ouest ou la RN 57 à 17 Km à l'Est. Le réseau secondaire relie également MIRECOURT à NANCY au nord (RD 413), VITTEL au Sud (RD 266).

Le tableau ci-dessous fournit une idée de l'importance de ces différentes villes (nombre d'habitants du recensement 2007) et de leur éloignement (en kilomètres).

NANCY	105 349 habitants	48 Km
ÉPINAL	33 528 habitants	35 Km
NEUFCHÂTEAU	7 056 habitants	40 Km
VITTEL	5 586 habitants	23 Km

Il est à noter la présence de l'aéroport Épinal/Mirecourt situé sur la commune de Juvaincourt à moins de 10 Km. Il s'y développe essentiellement une aviation commerciale (charter et fret), d'affaire, de loisir et d'entraînement.

Mirecourt est également desservie par la SNCF, reliant la ville à Nancy (ligne Nancy - Pont St-Vincent - Contrexéville - Merrey).



Plan de situation

### **1.3 LA SITUATION ADMINISTRATIVE**

Le territoire communal s'étend sur une superficie de 1 212 hectares, occupé par 5 956 habitants (source INSEE, recensement de 2007, Population municipale sans double compte). La densité de la population, avec 491,42 habitants au km<sup>2</sup>, est élevée en comparaison avec les communes environnantes (densité de seulement 37,26 habitants au km<sup>2</sup> dans l'arrondissement de Neufchâteau, dont fait partie Mirecourt). MIRECOURT joue un rôle de relais à l'échelle locale entre les grandes agglomérations de NANCY ou ÉPINAL et les petites communes rurales.

La présence de plusieurs établissements d'enseignement supérieur (Lycée d'Enseignement Général Technologique Agricole (LEGTA) et le Lycée Jean-Baptiste Vuillaume) et de santé (Hôpital psychiatrique de Ravenel) participe à l'importance de la ville à l'échelle départementale.

L'économie de l'agglomération de Mirecourt s'appuie également sur la transformation du bois de manière industrielle (ameublement) ou artisanale, dont l'activité de lutherie et d'archèterie est reconnue mondialement.

#### **ARRONDISSEMENT ET CANTON**

La commune de Mirecourt est incluse dans l'arrondissement de Neufchâteau et est chef-lieu d'un canton de 32 communes.

#### **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MIRECOURT**

La commune fait partie de la Communauté de Communes du Pays de Mirecourt avec 11 autres communes regroupant 9100 habitants : Ambacourt, Chauffecourt, Domvallier, Hymont, Juvaincourt, Mazirot, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Thiraucourt, Villers.

#### **SYNDICAT INTERCOMMUNAL À VOCATIONS MULTIPLES**

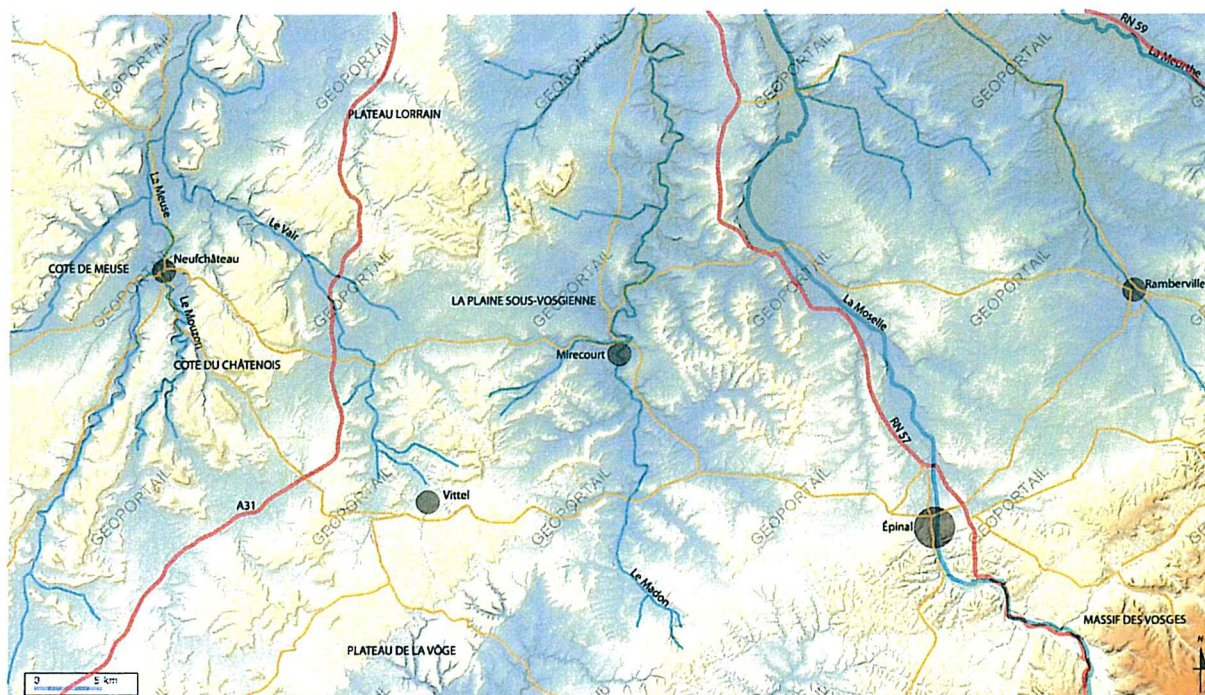
Depuis 1966, Mirecourt et 6 autres communes ont monté un syndicat intercommunal à vocations multiples.

Le SIVOM est composé de : Ambacourt, Chauffecourt, Hymont, Mattaincourt, Mirecourt, Poussay et Ramecourt .



## 1.4 LE MILIEU PHYSIQUE

### 1.4.1 Morphologie et géologie du grand territoire



*Mirecourt dans son territoire (source IGN)*

Le territoire du département des Vosges est constitué de 3 grandes zones géographiques :

- À l'est : la Montagne
- Au centre : la Vôge
- À l'ouest : la Plaine, où est implanté Mirecourt

La Plaine des Vosges est caractérisée par des vallées ouvertes, dominées par des collines boisées. Ces nombreuses collines semblent étirées dans une direction sud-ouest/nord-est. Ces crêtes parallèles très dissymétriques sont appelées « côtes » ou « cuesta ». Elles sont en réalité constituées par les rebords de plateaux calcaires légèrement basculés. Les versants nord-ouest sont très doux tandis que les versants sud-est sont nettement plus accentués, créant des sortes de corniche (cuesta).

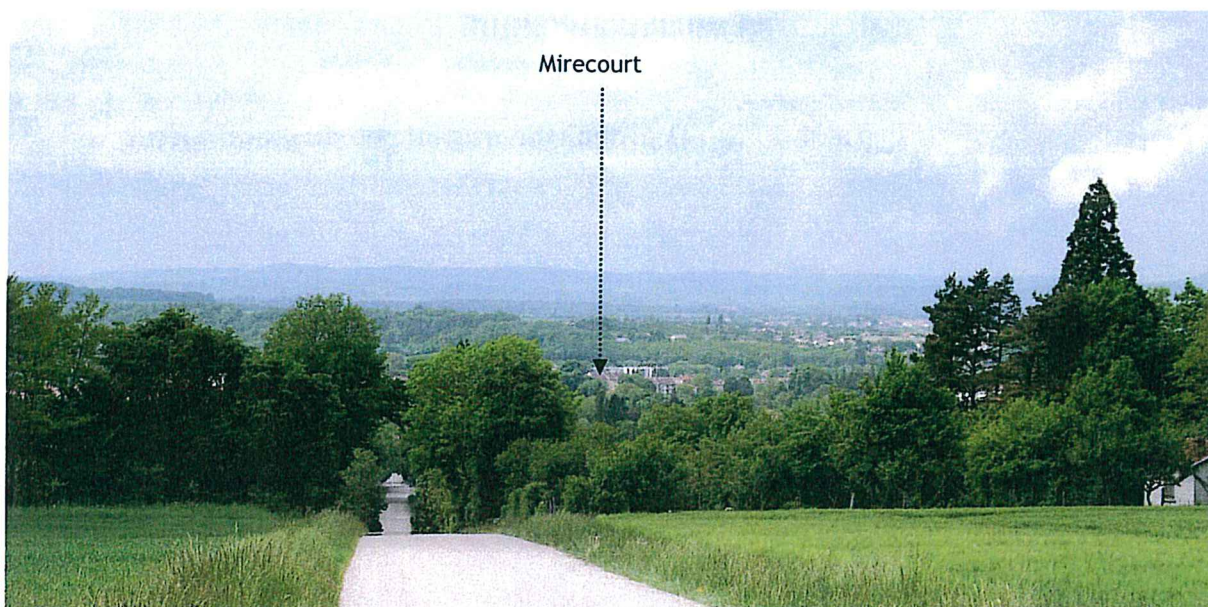
La commune est située dans la région naturelle du Plateau Lorrain limité :

- À l'ouest : Côte de Moselle au niveau de Châtenois
- Au sud : la Vôge (la dépression de Darney)
- À l'est : les collines sous-vosgiennes à partir d'Épinal-Rambervillers.

MIRECOURT marque la transition entre le pays du Xaintois et le plateau calcaire ondulé des vallons du Madon.

Le Xaintois est défini par une vaste plaine bordée de vallonements boisés et parcourue par des cours d'eau modestes et méandreux. Il offre un paysage relativement plat composé d'un patchwork de terres céréalières et de pâturage, cédant la place aux vergers autour des villages.





*Vue depuis la rue Charles Nicolas Bazin. La ville de Mirecourt est lovée dans la vallée du Madon. Les points hauts permettent de larges panorama sur le paysage lointain, découvrant le système de cuesta caractéristique de la région.*

#### 1.4.2 Le relief

MIRECOURT s'est implantée dans les méandres de la rivière du Madon à l'intersection avec le ruisseau du Val d'Arol. La première urbanisation s'est effectuée sur la rive droite pour rapidement se développer en rive gauche où le terrain était plus propice et plus sain sur un vaste espace relativement plat, légèrement plus au-dessus du Madon, sur une terrasse. La rive droite présente deux coteaux abrupts (Haut de Chaumont et Sous Vau), sur la rive gauche, le relief est moins marqué, montant doucement jusqu'au front de la cuesta.

Les altitudes extrêmes du territoire communal sont de 263 mètres (sur les berges du Madon, au niveau du pont de l'avenue Léon Gambetta), à 375 mètres sur la cuesta à l'extrême sud-ouest de la commune, entre le Bois de la Cotelte et le Bois de la Truite.



*Vue depuis la rue de Haut de Chaumont : Le Madon s'appuie contre les contreforts rocheux induisant la construction de ses méandres.*





RAPPORT DE PRÉSENTATION :  
CARTE DU RELIEF

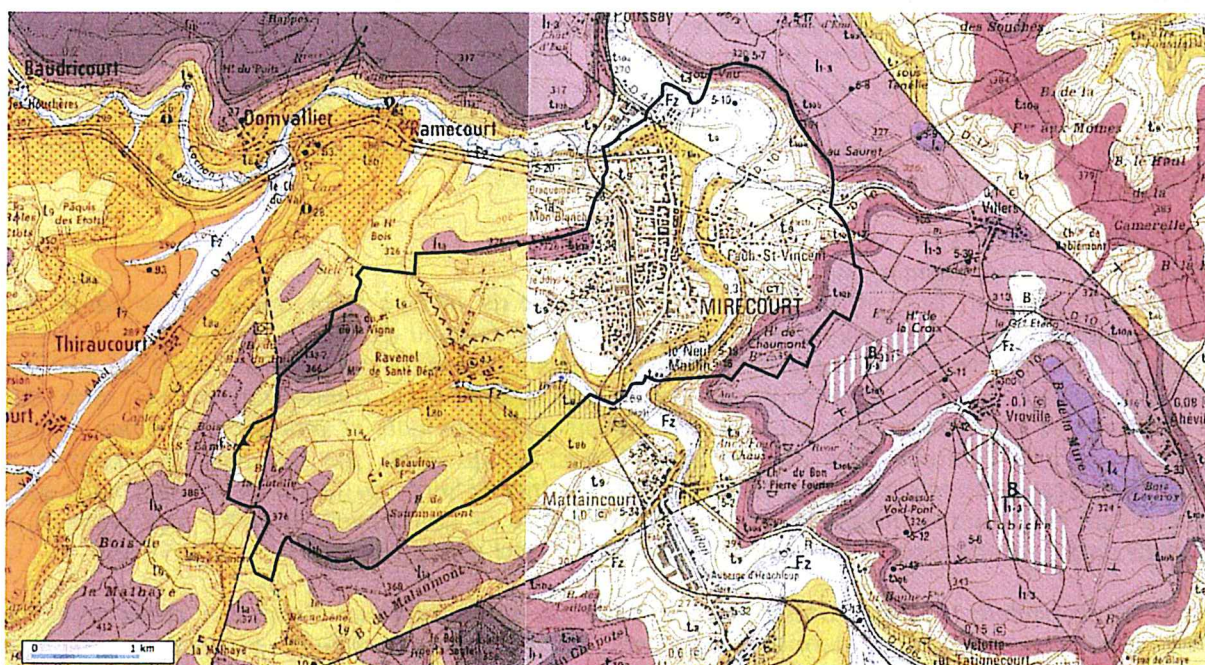




*Vue depuis la rue de Porterat : Sur la partie haute à l'est du territoire, le paysage est cerné par un relief aux formes douces chapeauté par un couvert boisé, qui marque la limite sud-est du finage. Les ruisseaux accompagnés de leur ripisylve, dessinent une légère dépression dans cet espace ouvert.*

Tous les reliefs importants semblent étirés suivant un axe sud/nord. Cette morphologie est due à la structure géologique typique de cette région des Vosges : les « côtes ». Elle est renforcée par le trajet des cours d'eau qui empruntent spontanément les sillons parallèles formés par les côtes.

### 1.4.3 La géologie



*Carte géologique de Mirecourt (source IGN-BRGM)*

Extraits de la notice de la carte géologique de Mirecourt :

« Les plateaux calcaires et marno-calcaires (...) représentent l'extrême limite orientale des pays du Saintois et du Xaintois (feuille Châtenois) ; ils sont profondément entaillés par le Madon affluent principal de rive gauche de la Moselle, jusqu'aux assises inférieures de l'Infralias et du Keuper moyen. Cette petite rivière, dont les sinuosités se développent presque parallèlement à la bordure ouest de la coupure, draine les eaux de toute la plaine triasique, fortement vallonnée, de Dompierre et de Mirecourt. Sa vallée, dont le substratum est à dominante marneuse comme celle de la plupart de ses affluents, est facilement inondable. (...) »



Dans l'ensemble, le relief général de la feuille Mirecourt apparaît assez fortement mamelonné de part et d'autre des deux axes fluviaux de la Moselle et du Madon dont les cotes de base s'échelonnent respectivement, entre la limite sud et la limite nord du territoire traversé, entre + 300 et + 257 pour la première et entre + 276 et + 245 pour le second. (...)

#### FORMATIONS AFFLEURANTES OU SUBAFFLEURANTES

T8 . Keuper moyen. Grès à roseaux, Marnes bariolées, Dolomies moellon.

##### [BORD DU RUISSEAU DE RAVENEL]

T8a. Divisions inférieures : Grès à roseaux et Marnes bariolées. Surmontant le Keuper inférieur se présentent des alternances de grès plus ou moins marneux, gris verdâtre ou rougeâtres, à grain généralement fin, délit micacés et empreintes de débris végétaux {Equisetum, Calamités}, et de schistes ou petites marneuses ou rubanées, en bancs alternativement durs et tendres avec stratification parfois entrecroisée, contenant des nodules calcaréo-dolomitiques aplatis à certains niveaux. Imprégnations de gypse dans les fissures et diaclases. (...)

##### [1<sup>ère</sup> TERRASSE DU MADON ET 2<sup>ND</sup> DU RUISSEAU DE RAVENEL]

t8b. Division supérieure : Dolomie moellon = Dolomie en dalles = Dolomie d'Elie de Beaumont. Gros bancs massifs, durs, plus ou moins profondément fissurés, localement altérables en dalles ou feuillets minces, surtout aux affleurements, de dolomie calcaire gris blanchâtre ou jaunâtre, parfois marbrée de rouge violacé (Marbre de Poussay), parfois caverneuse et celluleuse.

##### [SUR LA MAJORITÉ DU TERRITOIRE : COTEAUX EST ET OUEST - PLATEAU OUEST]

t9. Keuper supérieur. Marnes de Chanville, Marnes irisées supérieures. Ce massif est constitué, sur une épaisseur de 30 à 40 m, par une succession relativement uniforme de marnolites plus ou moins argileuses ou dolomitiques, friables et bariolées (teintes alternativement gris verdâtre, grises, vert jaunâtre, violacées, mauves ou rougeâtres) dont la continuité est fréquemment interrompue par des bancs minces ou plaquettes de dolomie marneuse gris verdâtre ou jaunâtre, souvent caverneuses ou cloisonnées.

Ces marnes ou châtins, tendres et imperméables, ne renferment aucun fossile. A la base de l'étage règne, sur 5 à 8 m d'épaisseur, un horizon de marnes rouges, argileuses, de teinte rouge prédominante, avec inclusions de gypse saccharoïde ou fibreux et masses d'anhydrite à la base. Cette séquence, (...)est également imperméable et forme le toit de l'horizon aquifère de la Dolomie moellon. Il confère, dans cette région, une couleur rougeâtre très caractéristique aux affleurements et aux labours. Il constitue, par excellence, le sol où croissent les mirabelliers.

##### [SOMMET DES COTEAUX EST]

t10. Rhétien. Grès infra liasique, Marnes de Leva Mois.

T10 a. Rhétien inférieur. Grès infraliasique. D'une puissance de 10,12 à 15 m, exceptionnellement 19 m (...), ce sous-étage existe sous deux faciès bien distincts qui se relaient d'un point à un autre, souvent très rapidement. Sous sa forme la plus courante, c'est un massif de grès blanc jaunâtre taché de rouille en surface, gris bleuâtre et pyriteux en profondeur, en bancs ou plaquettes d'épaisseur variable, avec lits et joints schisteux et ferrugineux, plus ou moins friable aux affleurements et réductible en sable, pouvant contenir des débris ligniteux, des passées dolomitiques et quelques fins graviers de quartz et de quartzite. Le second faciès est représenté par des bancs intercalaires ou joints de schistes noirs qui se délitent à l'air en paillettes luisantes de teinte gris sombre et qui peuvent prendre latéralement une importance parfois prédominante par rapport au faciès gréseux (forage de Mazirot : 304—5—17).

(...).

En raison de sa friabilité, le grès rhétien libère d'abondants éboulis aux flancs des côtes et buttes-témoins qu'il couronne. Ceci permet localement l'établissement d'aires boisées à végétation silicicole, notamment à l'Est de Mirecourt sur les hauteurs du Xouillon et du Colon. Les propriétés aquifères de l'étage, en général très limitées, sont évidemment liées à la répartition plus ou moins importante des grès par rapport aux schistes intercalaires.

T10 b. Rhétien supérieur. Marnes de Levallois. Ce sous-étage est représenté par une assise de 7 à 8 mètres d'épaisseur de marnes à délit schistoïde, brun-rouge chocolat mat, rubanées et tachées de gris-vert, très sèches et cassantes en profondeur, devenant très argileuses et de teinte rouge brique à rouge vif après exposition à l'air. Connue sous la dénomination de Marnes de Levallois, d'après le nom de l'ingénieur des mines qui en a le premier précisé l'importance et la position stratigraphique, cet important horizon-repère au mur de l'Infralias est très constant dans la région : il a pu être suivi en

quasi-continuité sur toute l'étendue du territoire de la feuille bien qu'il soit souvent masqué par les éboulis de l'étage supérieur. (...) **Essentiellement imperméables**, les Marnes de Levallois peuvent **déterminer un niveau de sources** qui est alimenté par la faible nappe aquifère du Calcaire à Gryphées (la Bonne-Fontaine à Velotte, source Voitrey à Pont-sur-Madon).

#### [SOMMET DES RELIEFS DU PLATEAU OUEST ET ENSEMBLE DU PLATEAU EST]

##### *Terrains liasiques*

*I 1-3. Hettangien et Sinémurien inférieur. Calcaire à Gryphées. Ces deux étages, qui ne se distinguent que par la variété des Ammonites-indices, correspondent à une série compréhensive typique dans tout l'Est du Bassin parisien, dite formation du Calcaire à Gryphées, bien caractérisée par l'abondance, à tous les niveaux, de l'Huître fossile Gryphaea arcuata ; celle-ci se distingue de celle du Calcaire ocreux (Gryphaea obliqua) par la présence d'un sillon latéral sur la valve ventrale. (...)*

*Recouvert de limons plus ou moins abondants, ce terrain se prête bien à la culture en raison des vastes plates-formes structurales, assez continues, qu'il détermine.*

*Peu perméable, sinon totalement imperméable en profondeur, le Calcaire à Gryphées doit à sa fissuration subsuperficielle la possibilité d'alimenter de multiples petits points d'eau exploités pour l'élevage dans des puits particuliers.*

*Quelques petites carrières ont fourni jadis de la pierre à bâtir et des matériaux d'empierrement. Enfin, le Calcaire à Gryphées a été utilisé jusqu'en 1930 à Mattaincourt pour la fabrication de la chaux hydraulique.*

#### [LIT DU MADON]

*Fz. Alluvions récentes ou de fonds de vallées. Le fond de tous les thalwegs est plus ou moins largement comblé par un matériel d'apport provenant de tous les terrains recoupés et démantelés par les divers cours d'eau depuis leur partie en amont. La surface de ces dépôts est généralement plane, subhorizontale ou faiblement inclinée vers l'aval.*

*Une nette distinction s'impose entre les alluvions récentes du Madon et de ses affluents (qui sont à dominante argilo-calcaire ou dolomitique et d'extension généralement limitée) et celles de la Moselle qui couvrent, (...), de très larges surfaces et sont essentiellement siliceuses.*

#### TECTONIQUE

*Au Sud-Ouest du massif anticlinal du Colon—Xouillon et de la faille Ambacourt—Villers—Ahéville (...) s'étend le vaste synclinal asymétrique de Mirecourt de direction NW—SE, fortement creusé par le Madon et dont l'axe est occupé par les vastes surfaces structurales du Calcaire à Gryphées et quelques buttes-témoins du Lotharingien. Cette avancée de l'auréole infraliasique fortement saillante vers le Sud-Est doit être considérée comme le prolongement et la fin du pays du Xaintois.*

#### SUBSTANCES ET MATÉRIAUX UTILES

##### **Pierres et construction, de remblai et d'empierrement**

*Les assises calcaires du Calcaire à Gryphées, de la Dolomie moellon, et du Muschelkalk supérieur ont jadis été activement exploitées dans de nombreuses petites carrières, aujourd'hui pour la plupart abandonnées, pour moellons et empierrements sur toute l'étendue de la feuille. La plupart des vieilles maisons des villages sont construites avec ces matériaux. Il ne subsiste actuellement que quelques petites carrières qui ne donnent lieu qu'à des emprunts occasionnels.*

*Les calcaires du Muschelkalk supérieur ont été utilisés autrefois comme pierre à chaux dans les fours de Pallegney. La même utilisation a été faite du Calcaire à Gryphées jusqu'en 1930 dans les fours à chaux à Mattaincourt qui ont été jusqu'à cette époque très activement exploités. »*

#### 1.4.4 Le climat

Le climat est considéré comme continental. Ceci se traduit par des écarts de température relativement importants entre l'été et l'hiver.

La température moyenne maximale est de 14,2° avec une pointe à 25° en juillet. La température moyenne minimale est de 4,6° avec un minimum de 2°.

La pluviométrie est en moyenne de 841,9 mm/an, représentant la quantité la plus faible du département. Elle est répartie :

- décroissante en période froide
- sous forme d'orage en mai-juin
- presque nulle en juillet et août
- sèche en septembre et octobre

Le nombre de jours de gel reste important, il est en moyenne de 36 jours.

En hiver, le vent orienté nord-est apporte un temps sec mais accompagné d'une grande sensation de froid. Le vent orienté sud-ouest apporte, quant à lui, un temps humide, avec des précipitations pluvieuses ou neigeuses.

De fortes précipitations (pluvieuses ou neigeuses) accompagnent également l'automne et l'hiver comme en témoignent les crues enregistrées ces dernières années (intervenant de novembre à mars).

En été, la tendance continentale s'exprime par des orages et des pics de chaleur.

Les précipitations sont plus importantes sur les reliefs.

#### 1.4.5 L'hydrographie

Le territoire de Mirecourt est drainé par de nombreux cours d'eau. Les quatre principaux sont :

- La rivière du Madon
- Le ruisseau du Val d'Arol (rive gauche du Madon)
- Le ruisseau de Ravenel (rive gauche du Madon)
- Le ruisseau de Talencourt (rive droite du Madon)

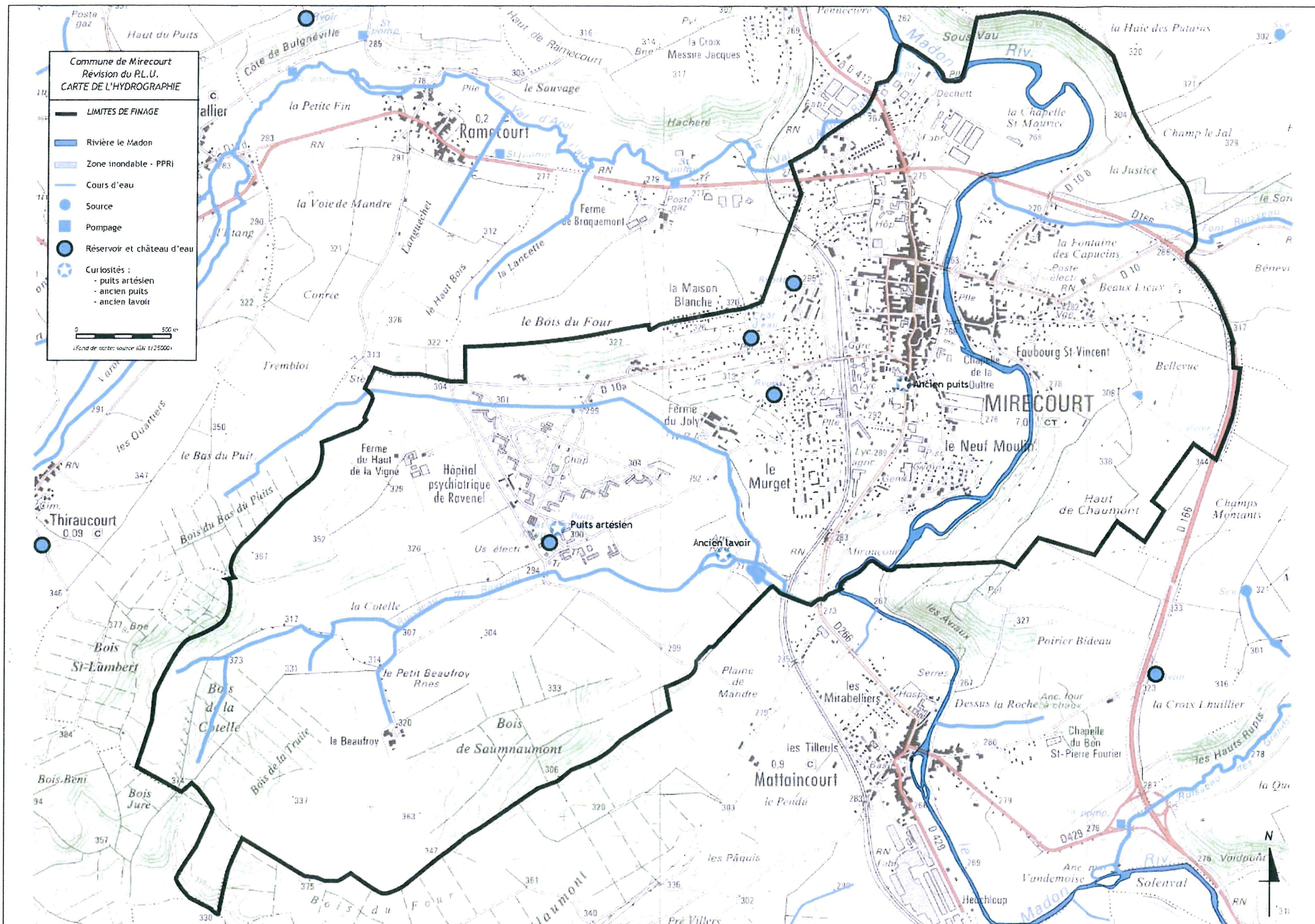
**La rivière du Madon** est un affluent de la Moselle. Il prend sa source dans les Monts Faucilles (région de la Vôge) et se jette dans la Moselle à Pont-St-Vincent/Neuves-Maisons après un parcours de 97 Km.

Il présente un parcours très méandreux, s'insinuant dans le Plateau Lorrain et offrant un paysage de vallée encaissée, en particulier sur le parcours autour de Mirecourt.

C'est une rivière assez abondante qui draine un bassin versant de 940 Km<sup>2</sup>. Elle a un régime saisonnier, avec des hautes eaux hivernales (décembre à mars, avec un maximum en janvier) et des basses eaux en été (juin à début octobre).

Pendant des épisodes de grande pluviométrie, la plaine du Madon, au niveau de Mirecourt, subit régulièrement des inondations accompagnées de coulées de boue. Entre 1995 et 2006, cela s'est produit au moins 6 fois. Suite à ces événements, un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) a été mis en place et approuvé le 29 août 2008.





RAPPORT DE PRÉSENTATION :  
CARTE DE L'HYDROGRAPHIE





*Le Madon 'urbain' au passage dans la ville de Mirecourt, entre le pont Stanislas et le pont de l'avenue Gambetta (dit Pont Neuf).*

Le ruisseau du Val d'Arol est un affluent de la rivière du Madon. Leur confluence s'effectue juste en aval de Mirecourt, en limite communale avec Poussay.

Il prend sa source sur le plateau, à l'ouest de la commune, à Girovillers-sous-Montfort.

La première partie du ruisseau, jusqu'à la confluence avec le ruisseau Le Cochon, présente un aspect relativement rectiligne, s'écoulant à travers un paysage au relief doux et légèrement vallonné. La deuxième partie est très méandreuse. Le ruisseau s'appuie, au nord, contre le relief marqué d'une cuesta, orientant son parcours vers l'est en direction du Madon. La partie située sur la commune est très confidentielle, s'écoulant à l'arrière de propriétés privées.



*Vue depuis le pont, à l'entrée de la ville*



*Vue depuis la rue de la Légion Vosgienne*



**Le ruisseau de Ravenel** trouve son origine dans le bois de La Cotelle, au sud-est de la commune. Il s'écoule lentement sur le domaine de Ravenel, pour rejoindre le Madon au sud du territoire, au lieu-dit de Miraucourt. Son cours devient très tortueux entre la ligne de chemin de fer et la Départementale, D266, qui ont créé des obstacles à son écoulement. Juste en amont de ces ouvrages, une retenue d'eau est présente créant une zone humide.



*Paysage chaotique où se mélange verticalité (peupleraie) et impression d'abandon (herbes hautes, orties,...)*



*Dédale de bras d'eau créant la zone humide en amont de la retenue d'eau.*

**Le ruisseau de Talencourt** naît dans le bois de la Fontaine aux Moines sur la commune limitrophe d'Avillers, à l'ouest. Il dessine sur le territoire de Mirecourt une vallée relativement étroite, puis ouverte sur un des méandres du Madon. Il s'y jette au niveau du nouveau pont construit pour la déviation, à travers un paysage de prairies humides longeant les vergers.



*Ruisseau intimiste se glissant entre les habitations*

Au niveau de l'Hôpital de Ravenel, une curiosité est à noter : un puits artésien. L'artésianisme se produit lorsque la configuration particulière de la géologie d'un lieu et sa topographie provoquent une telle mise en pression de l'aquifère que la ligne piézométrique « sort » du sol, créant un puits d'eau jaillissante.



## 1.5 LES MILIEUX NATURELS

### 1.5.1 Le fond de vallée du Madon dans la ZPPAUP (future AVAP)

Les espaces naturels sur la commune de Mirecourt ne sont ni protégés ni répertoriés dans le cadre de l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique ou Natura 2000.

C'est dans le cadre de la ZPPAUP (en cours de révision AVAP) qu'ils sont en partie préservés pour la qualité paysagère qu'ils peuvent offrir au centre historique. Ils forment, en effet, une coupure végétale dans la ville et préservent des échappées visuelles et des vues importantes sur les paysages extérieurs à la ville ou sur la ville elle-même.

Composés essentiellement de jardins, de prairies humides ou de boisements, ces espaces correspondent aux secteurs ND, NDA et NDb qui suivent le Madon du sud au nord et englobent au sud-ouest le coteau du Bas et du Patis du Haut de Chaumont.



*Vue sur la chapelle de la Oultre dans son écrin de verdure. L'ensemble présente un caractère de jardin accompagné de quelques arbres.*



*Vue sur le clocher de l'Église Notre-Dame depuis l'esplanade créée par le jardin de la Chapelle.*



*Vue depuis le Pont Stanislas sur le Neuf Moulin et le Haut de Chaumont : enfilades de prairies inondables en rive gauche et un espace forestier en rive droite accentuant la présence du relief abrupt, qui revêt le rôle de fond de scène. La ripisylve ponctuelle et arborescente souligne verticalement la sinuosité de la rivière.*





*Vue depuis le Pont Gambetta vers le nord : la voie de contournement est légèrement perçue, comme un fil inscrit dans le paysage. On retrouve une grande zone inondable, bordée à l'est de boisement, à l'ouest de jardins ceints de murs accompagnés de cabanes en pierre, marquant une utilisation vivrière des berges du Madon.*



*La partie entre les deux ponts est visible de chacun d'eux et des berges. Inscrites entre le noyau historique et le centre ville actuel, les rives offrent un espace de promenade agréable et ombragé, une respiration végétale dans le tissu urbain.*

### 1.5.2 Les milieux forestiers

Les boisements occupent une surface totale d'environ 225 hectares (soit 18,44% de la surface totale de la commune).

Une partie est classée en Espace Boisé Classé.

Les boisements occupent principalement les reliefs de la partie Est qui sont classés en EBC (Bois du Four, Bois du Bas du Puits, Bois de la Cotelte, Bois de la Truite et Bois de la Saumnaumont) et les coteaux abrupts de la vallée du Madon (Le Sous Vau et Le Haut de Chaumont).





*Chemin dit de La promenade du Haut de Chaumont : Couloir verdoyant au bord du Madon et au pied du coteau du Haut de Chaumont cachant l'abruptement du relief.*



*Au lieu-dit À la petite Fin : le bois de Saumnaumont coiffe le relief bombé formant une arrière scène au paysage des grandes cultures. Les haies champêtres permettent de rétrécir les champs de vision offrant un paysage à taille humaine.*

Les regroupements d'arbres sont aussi présents sous la forme de bosquets, de haies ou ripisylve représentant visuellement des repères dans le paysage, instaurant une hiérarchie et marquant la profondeur des espaces. La forêt, essentiellement composée de feuillus (érable, charme, frêne, saule,...), montre à chaque saison une transformation des feuilles, renouvelant les ambiances. Une parcelle de résineux se distingue dans le paysage sur le domaine de Ravenel, formant un timbre plus foncé en particulier en hiver.

Il n'y a pas de forêt communale. Cependant, deux forêts de plus de 90 ha au total, gérées suivant un Plan Simple de Gestion sont exploitées. Elles participent à l'approvisionnement de la filière bois et font partie de l'économie locale, et régionale.

### 1.5.3 Les zones agricoles

L'espace dédié à l'agriculture se situe de part et d'autre de la zone habitée par rapport à l'axe nord-sud, représenté par le Madon.

À l'Est, dans le prolongement de l'urbanisation de la rue Charles Nicolas Bazin au Madon, l'espace de culture ou de prairie donne une impression très morcelée de par la présence forte des bosquets et des vergers, dont de nombreux sont en phase d'enfrichement. Ces derniers représentent la culture traditionnelle de Lorraine, avec la vigne, qui aujourd'hui n'est que rarement cultivée. Elle est en perdition, mais fait partie des cultures traditionnelles comme celle du verger.



*Vue depuis la rue Charles Nicolas Bazin, au lieu-dit Bellevue : parcelle de cultures annuelles ponctuées par les vergers, un motif de transition entre l'espace boisé dense et les parcelles de cultures annuelles donnant la sensation d'ouverture.*



Toujours sur la rive droite, plus au sud, le plateau s'ouvre au-dessus du coteau du Haut de Chaumont, laissant le regard s'échapper vers Villers et Vroville, au-delà de la déviation D266.

Sur l'autre rive, autour de l'hôpital psychiatrique de Ravenel, l'espace agricole est plus homogène avec de grandes parcelles animées par les légères déclivités, les ripisylves soulignant la présence des ruisseaux et le front forestier constitué par l'ensemble des bois.



*Exploitation agricole sur le territoire proche de l'hôpital de Ravenel.*

L'agriculture pratiquée sur le territoire est essentiellement tournée vers :

- l'agriculture fourragère (maïs, triticales, prairies de fauche permanentes ou temporaires)
- le blé
- le colza
- l'orge

Une petite activité horticole est également présente sur Mirecourt, mais reste anecdotique : les serres ne sont pas visibles depuis la rue.

La commune fait partie des appellations contrôlées suivantes :

- A.O.C. Munster,
- A.O.R. Mirabelle de Lorraine,
- A.O.C. Miel de Sapin.

Il y a aujourd'hui 13 exploitations agricoles sur le territoire de la commune de Mirecourt contre 28 en 1988. Quatre sont professionnelles. Les surfaces agricoles utiles représentent 520 hectares. Les terrains sont productifs, il faut donc veiller à limiter l'expansion de l'urbanisation dans ces zones. Sur la commune, 30 personnes actives ont un emploi dans l'agriculture.

Les terrains, dotés d'une bonne productivité agricole, justifient de limiter l'urbanisation dans ces secteurs.

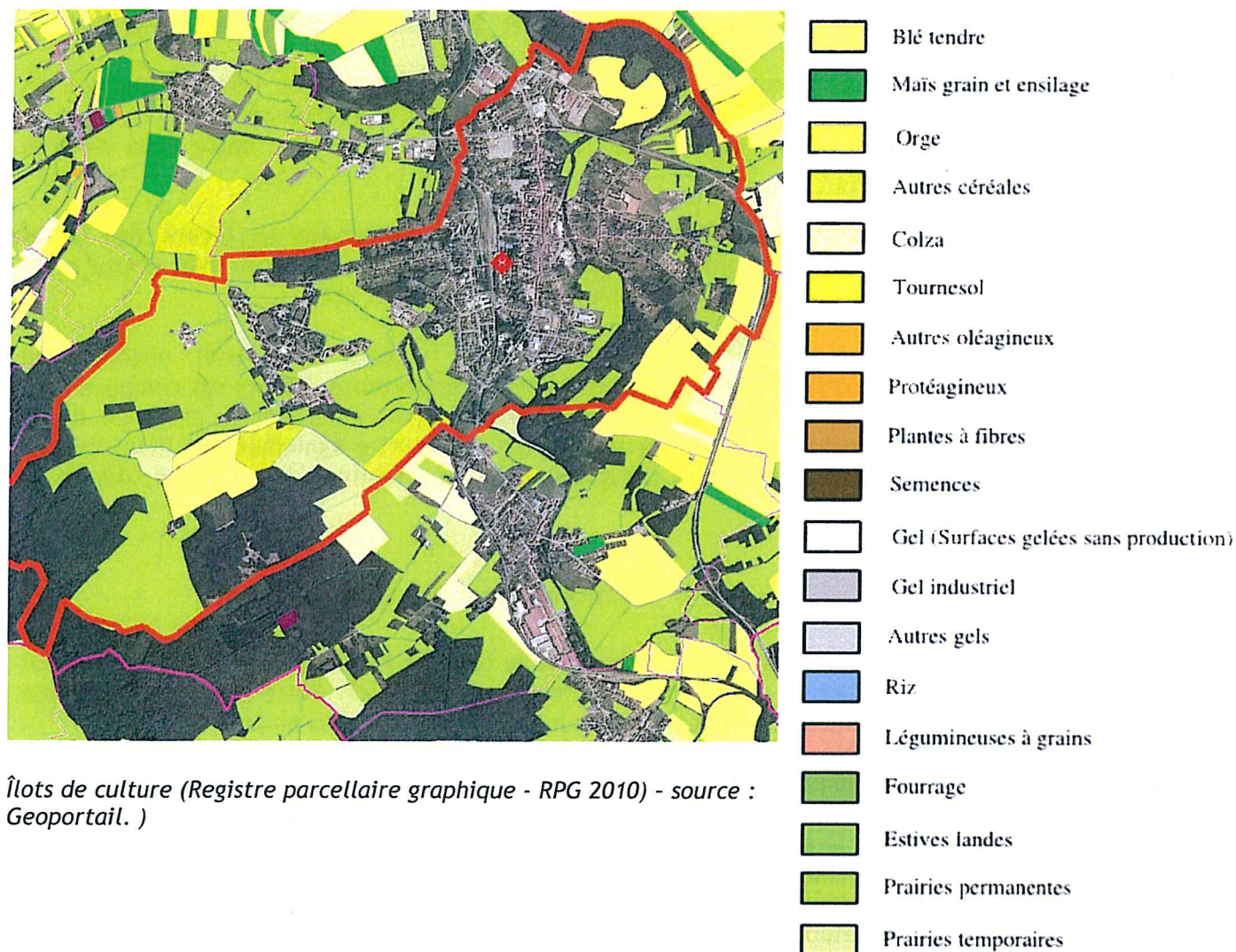
La production est essentiellement tournée vers l'élevage (production laitière) et les grandes cultures (céréales).

Il est à noter la présence d'un silo à grain en plein dans un quartier d'habitation. Il est géré par la Coopérative Agricole de Lorraine.



L'INRA a également une ferme d'expérimentation sur le territoire communal. Son activité autour des recherches agricoles induit une exploitation assez importante des terres agricoles et des prairies (il possède un cheptel de bovin).

« Le SAD de Mirecourt accompagne les transformations de l'agriculture par la conception de systèmes agricoles adaptés aux potentialités du milieu, durables sur le plan environnemental et développant l'autonomie de décision de l'agriculteur ; les relations entre agriculture et territoires sont au cœur du projet, en particulier dans le champ de la gestion qualitative de l'eau. » (Source site de l'INRA Nancy).



#### **1.5.4 Les cours d'eau**

Le cours d'eau du Madon a creusé une vallée relativement encaissée par rapport aux plateaux ondulés constitués de part et d'autre.

La zone inondable, qui correspond au lit majeur du cours d'eau, est occupée par des prairies humides en dehors de la zone urbanisée. Ces prairies sont découpées par des haies vives plus ou moins larges formant des enclaves ouvertes au sein de la végétation arborée. À certains endroits, sur les prairies les moins fréquentées et les plus humides, des roselières se développent.

Entre le pont de l'avenue Gambetta et le pont Stanislas, les berges sont aménagées en promenade avec un mail et des parkings, permettant son débord lors des inondations.

Ces deux ponts marquent comme un passage : le Madon devient 'urbain' entre deux espaces champêtres et bucoliques.

Les autres cours d'eau s'inscrivent dans le paysage qu'ils traversent en créant des lignes arborées et/ou sinueuses dans les prairies humides ou en limite du construit (Val d'Arol et le Talencourt). La végétation est typique de la ripisylve : frêne, saule, ortie, ...

L'ancien réservoir situé au sud du territoire, à l'aval du ruisseau de Ravenel, engendre un paysage particulier formé d'une zone humide relativement importante. Le site est composé de 2 bras du ruisseau et d'un bassin d'infiltration endigué. On peut remarquer la présence d'une végétation herbacée composée de joncs, orties. Ce qui caractérise également ce lieu, c'est la plantation linéaire d'arbres colonisateurs (peuplier, bouleau, tremble,...) qui cache, depuis le chemin, le bassin.

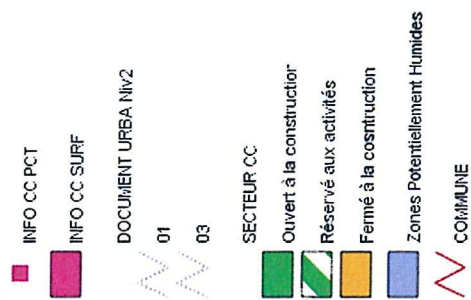
#### **1.5.5 Le recensement des zones humides**

Les zones humides sont des zones de transition entre la terre et l'eau. Elles se caractérisent par la présence d'eau en surface ou à très faible profondeur dans le sol. Cette position d'interface explique que les zones humides figurent parmi les milieux les plus riches au plan écologique.

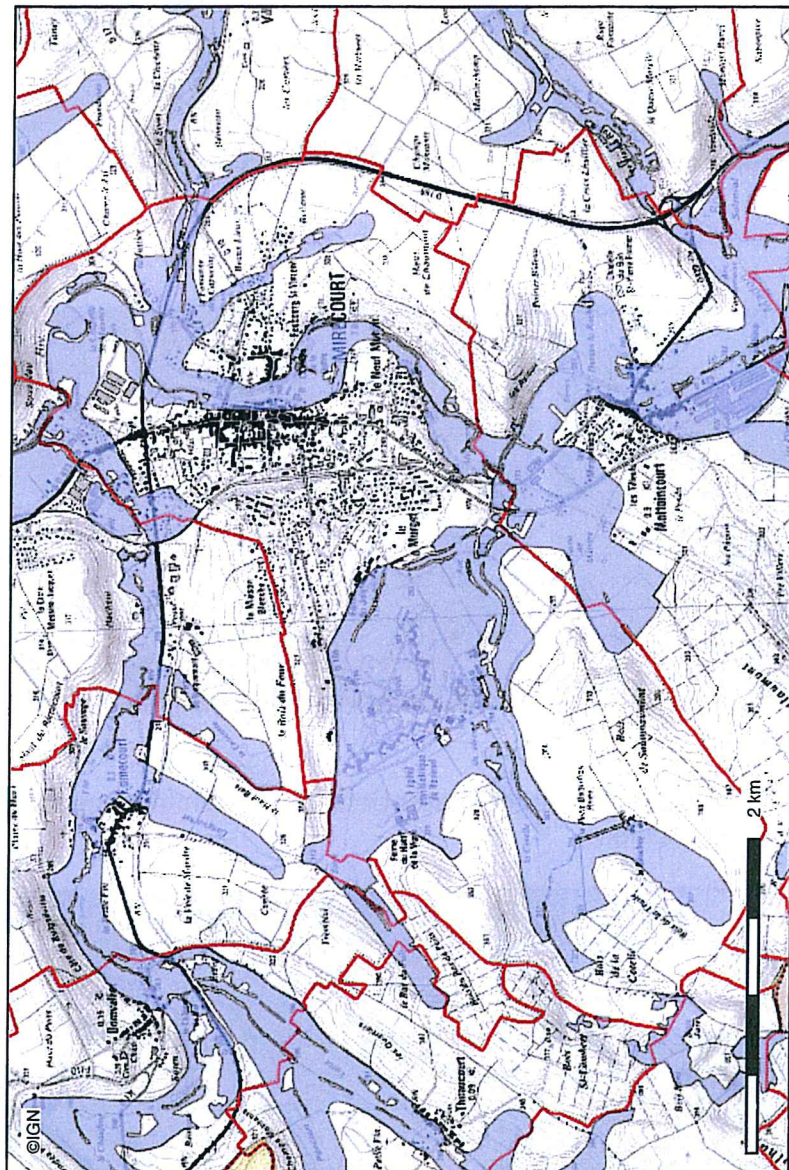
Des zones humides ont été recensées sur le territoire de la commune. Ces milieux ont la particularité de limiter l'impact des crues et soutenir les étiages (ils fonctionnent comme des éponges). Ils participent aussi activement à l'épuration des eaux en absorbant les éléments polluants. Ils abritent une faune et une flore spécifiques et maintiennent donc la biodiversité, et enfin participent à la régulation des microclimats. Ces milieux fragiles sont très menacés par l'urbanisation et sont protégés par arrêtés. La carte suivante montre un relevé des zones potentiellement humides établies par la DDT88.



Conception : DDT 88  
 Date d'impression : 04-05-2012



## Outil d'Aide ADS



### Description :

Les ZI sont des zones d'incertitudes qui ont été établies à partir des différentes SUP et qui ont une distance de détérioration définie par rapport au référentiel de digitalisation.

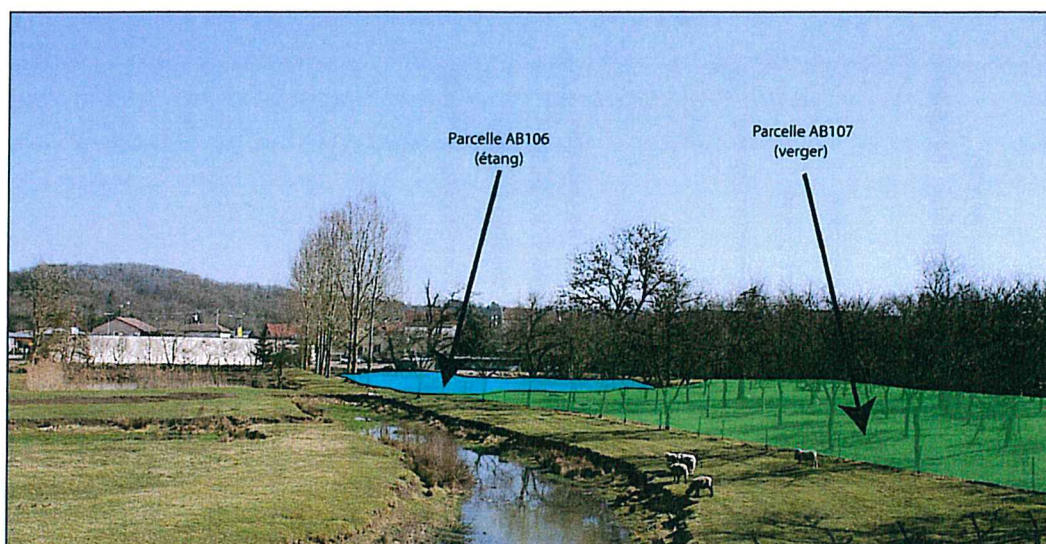
Conclusion : le but de ces zones est de pouvoir s'afficher à l'échelle du cadastre afin de déterminer si il y a lieu de consulter le concessionnaire.

### Relevé des zones potentiellement humides

Une visite sur site a permis d'établir un relevé plus précis.

Au lieu-dit « Les Nouvelles Cités », la parcelle AB 106 est classée zone humide.

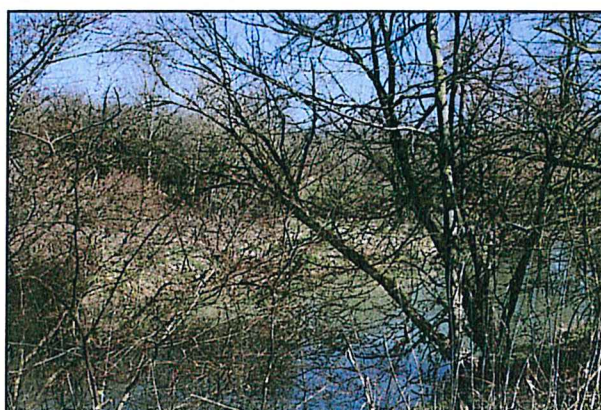




Au lieu-dit « Rue du Moulin » :



Au lieu-dit « Chapelle Saint Maurice », les zones potentiellement humides concernent les espaces en contrebas, à proximité du Madon.





Au lieu-dit « Fontaine des Capucins », les parcelles situées le long des berges du ruisseau de Talencourt sont inondées en période de crue.



Au lieu-dit « Champs sur la Basse des Prés », est localisée une prairie humide en pente vers le ruisseau de Talencourt.



Une autre prairie humide se situe en contrebas des terrains de sport.





Au lieu-dit « Balivi », le sous-sol se compose d'argile, ce qui crée des rétentions d'eau en surface et forme des étangs.



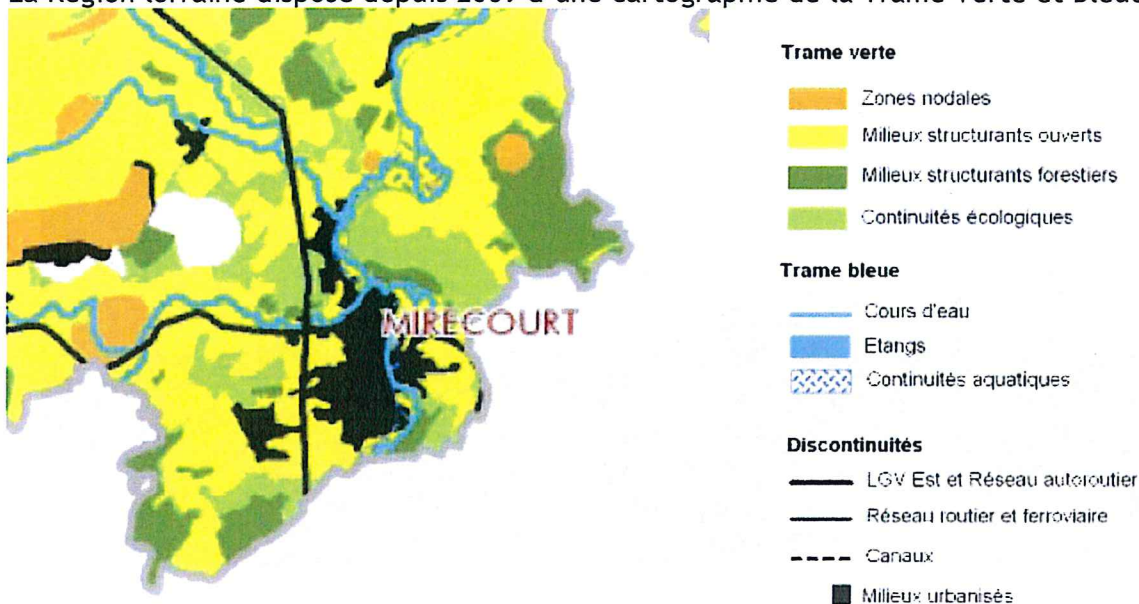
### 1.5.6 La ville et sa périphérie

En situation urbaine, on trouve deux types de milieux intéressants : les rives des cours d'eau et les nombreux jardins privés ou vergers, en particulier dans les faubourgs. Ces derniers forment de vastes espaces de nature domestiquée autour ou au cœur des quartiers d'habitations, donnant l'impression d'un tissu urbain relativement lâche autour de la vieille ville.

La présence végétale accompagnant Le Madon est un véritable atout pour la ville : il permet à la fois une respiration dans le tissu urbain et une mise en recul de la façade arrière de la vieille ville.

### 1.5.7 Trames vertes et bleue

La Région lorraine dispose depuis 2009 d'une cartographie de la Trame Verte et Bleue.



Extrait de la carte fournie par la Région.

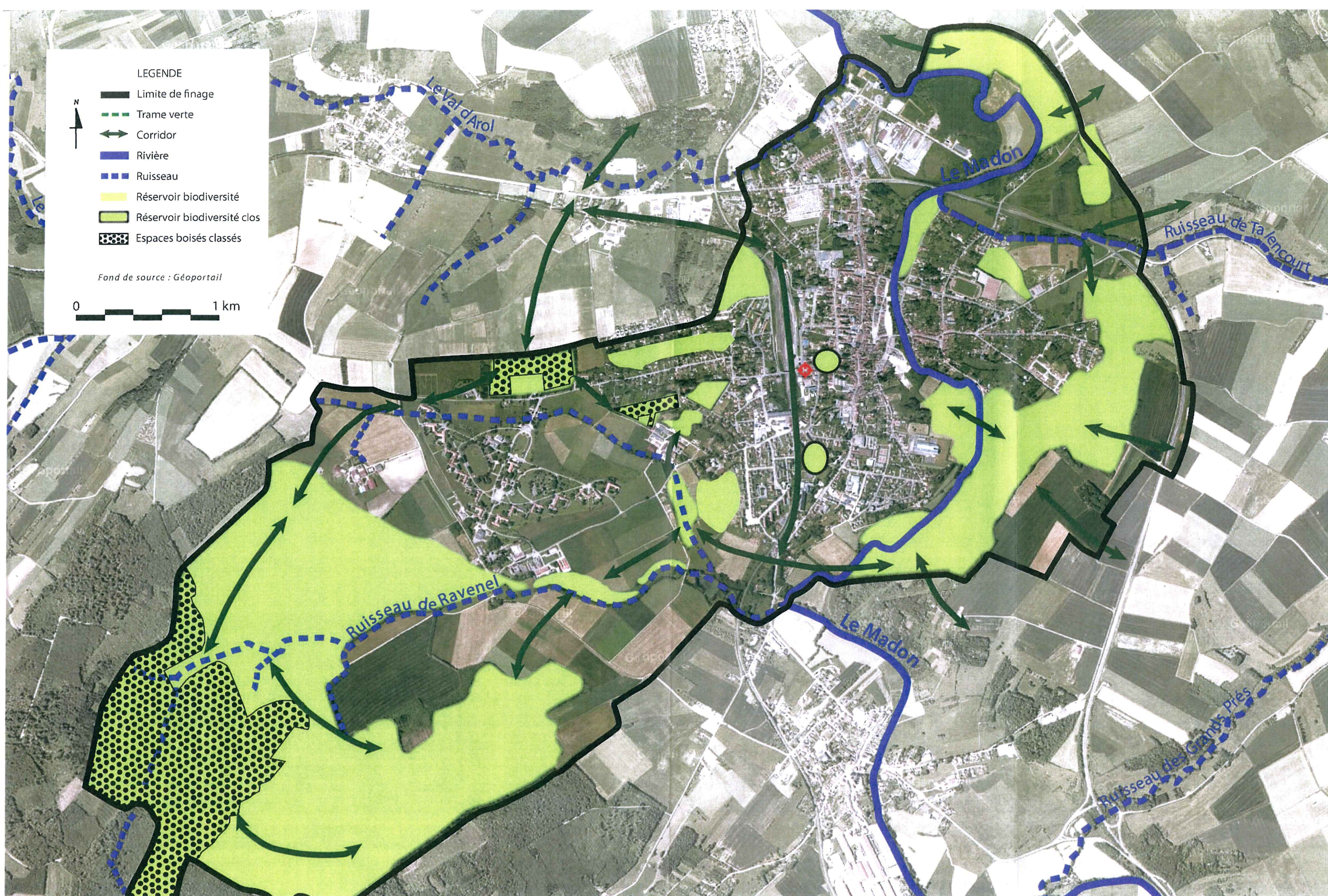


# LEGENDE

- Limite de finage
- - - Trame verte
- ↔ Corridor
- Rivière
- - - Ruisseau
- Réservoir biodiversité
- Réservoir biodiversité clos
- Espaces boisés classés

Fond de source : Géoportail

0 1 km



## MIRECOURT - Carte des Espaces Naturels



La carte met en exergue les points suivants :

- L'importance des milieux structurants ouverts sur la commune
- La présence de continuités écologiques à préserver
- Quelques milieux forestiers à prendre en compte et conserver
- L'importance de la trame bleue sur le ban communal
- La rupture, sur la commune, causée par le passage de la voie ferrée et la RD 166.

## 1.6 OCCUPATION DU SOL ET PAYSAGES

### 1.6.1 Occupation du sol

La commune de Mirecourt se caractérise dans un premier temps par une forte occupation urbaine avec :

- d'une part, la ville en tant que telle, implantée sur le long des deux rives du Madon à l'Est du finage et dont l'aspect commence à s'arrondir autour de la vieille ville, à l'assaut des coteaux. Le Madon, formant la colonne vertébrale de la ville, crée une coupure affranchie de toute construction au sein de l'urbanisation dense, induite par les aléas des inondations.
- et de l'autre, l'hôpital Ravenel, construit sur le plateau et conçu en premier lieu en retrait de la ville, qui commence à en frôler les limites. Son emprise est équivalente à l'espace urbanisé ancien sans en conférer la densité. Sa composition formée de bâtiments bas et la présence forte d'une végétation arborée ou prairiale n'écrase pas le paysage : l'ensemble s'intègre à l'arrière scène constituée par les boisements. Ses limites ne se distinguent que par une clôture discrète.

Et dans un deuxième temps par une occupation plus végétale du plateau de la partie ouest de la commune : parcelles de culture, prairies, bois, ripisylves, haies, ....

Des trames bleue et verte marquent le paysage. Ces termes désignent officiellement depuis 2007 un des grands projets nationaux français issus du Grenelle de l'Environnement. Les trames bleue et verte ont pour objectif de maintenir la biodiversité tout en prenant en compte les activités humaines.

La première est constituée du cours d'eau du Madon qui traverse le cœur de ville, ainsi que de ses affluents : le Val d'Arol, le ruisseau de Talencourt, le ruisseau de Ravenel, et le ruisseau des Grand Prés, présents en périphérie du centre urbain.

La trame verte quant à elle forme une boucle qui longe la voie ferrée, rejoint la ferme de Braquemont puis celle du Haut de la Vigne. On la trouve également à l'est de la commune au niveau des zones naturelles.

Le territoire communal est donc essentiellement concentré autour de l'agglomération, de part et d'autre du Madon. La commune occupe une superficie de 1220 hectares. Les zones boisées représentent environ 225 hectares, soit 18,44 % du territoire. D'après le recensement de la PAC 2008, les terres cultivées occupent environ 520 hectares au total, sans les vergers (terres labourées et prairie) soit 42,62 % de la commune.

Surfaces cadastrées (ha)		1220
dont forêts		225
Surfaces agricoles source PAC 2008 sur Mirecourt (ha)	Blé	68
	Colzas	9
	Orges	18
	Maïs fourrages	23
	Triticale	20
	autres terres labourables	26
	prairies permanentes	334
	prairies temporaires	22
	total	520

Dans l'ensemble, tout le territoire communal semble occupé ou entretenu par l'urbanisation ou les activités agricoles. Seuls les vergers et quelques parcelles à proximité des nouveaux quartiers d'habitation classées en zones à urbaniser au POS paraissent oubliés, s'enfrichant en attendant d'être construits ou bien à cause de leur inaccessibilité de par le cloisonnement urbain.

### 1.6.2 Les entités paysagères

Le territoire communal est marqué par la vallée profonde et dissymétrique du Madon, qui divise le territoire en deux parties.

Afin de décrire les paysages très variés de ce petit territoire, les différentes entités paysagères sont énumérées ci-après. Elles se caractérisent chacune par un type dominant d'occupation du sol et/ou par une cohérence visuelle (par exemple : embrasser du regard une vallée ou un plateau jusqu'à l'horizon).

Les entités paysagères fondatrices du territoire communal sont tout d'abord les fonds de vallées et les plateaux. La ville ancienne est ensuite venue composer un paysage urbain très particulier, de part et d'autre du Madon, avec un centre urbain très dense se déroulant sur la 1<sup>ère</sup> terrasse de la rive gauche du sud au nord, et un faubourg en rive droite concentré autour de l'axe formé par le pont Stanislas.

Les différentes phases d'extensions urbaines sont venues s'ajouter à l'agglomération petit à petit, le long de l'axe routier principal et à l'assaut des coteaux, à l'est et à l'ouest. Il s'agit principalement d'ensembles pavillonnaires hétérogènes, avant tout marqués par leur disposition par rapport au relief et au réseau viaire. Ceci entraîne un certain manque de cohésion des quartiers. Présentant des caractéristiques différentes selon l'implantation en rive droite ou gauche, deux entités urbaines se dégagent.

#### 1.6.2.1 La ville dense

Essentiellement constituée par la vieille ville, elle offre un paysage urbain au tissu étroit inscrit dans les anciens remparts et s'effilant le long des deux axes majeurs :

- Axe sud/nord (avenue Victor Hugo, rue Abbé Germini, rue du Général Leclerc, rue Chanzy, avenue Charles Duchêne) sur lequel s'égrainent les commerces et de nombreux équipements publics (Mairie, hôpital, lycée,...).
- Axe est/ouest : rue du Faubourg Saint-Vincent.

L'aspect homogène de cette entité provient de l'unité architecturale héritée du Moyen-Âge.

- La Ville Haute, entre la rue commerçante et le Madon, présente un aspect labyrinthique composé de ruelles et venelles piétonnes tournant autour d'îlots très denses percés en leur centre par des petites cours intérieures intimistes, se cachant des regards extérieurs. Le parcellaire est très étroit offrant des façades sur rue rétrécies et complexes dans les détails, renforcées par le non alignement strict qui donne un effet tortueux à la vieille ville. Elle se caractérise également par son implantation en hauteur à l'abri des inondations du Madon. En découle de nombreux passages aux forts dénivelés et la présence d'escaliers, des parcours qui ne laissent pas deviner la présence du cours d'eau depuis la rue du Général Leclerc.



*Rue du Général Leclerc, cour intérieure, Rue Sombre, Rue Chanot.*

- Entre la rue commerçante et la rue Georges Clémenceau, la ville semble très dense depuis l'espace de la rue de part une urbanisation linéaire composée de bâtiments dont les façades ont des dimensions relativement importantes (ancien collège, école, cinéma, propriétés privées,...). Cependant les cœurs des îlots sont très ouverts accueillant jardins, cours et, avec la politique municipale de restructuration, des parkings (parking de la Mairie).



*Rue Georges Clémenceau*



*Rue du Baillage*



### 1.6.2.2 Le Faubourg Saint-Vincent

Le faubourg Saint-Vincent est très à part du reste de la ville. Il offre, en son cœur, un paysage urbain similaire du point de vue densité à la ville haute. Seulement une légère impression d'aération est présente donnée par une largeur de rue plus importante et une hauteur de façade moindre qu'en ville haute. Cette aération devient plus importante plus on s'éloigne du pont Stanislas. Cette impression se renforce le long de la rue du Haut de Chaumont : les constructions anciennes s'égrainent le long du coteau pour aller se plonger dans les bois.



*Rue du Faubourg Saint-Vincent depuis le pont Stanislas.*

### 1.6.2.3 La zone d'équipement

Entre la ligne de chemin de fer et la ville dense, il s'est construit un ensemble d'équipements publics dominant les habitations. Cet ensemble génère un paysage urbain visuellement lâche et ouvert, mais qui, dans la pratique, n'est pas forcément évident. En effet, ces équipements aux gabarits imposants (poste de secours, hôpital, maison de retraite, cimetière, groupes scolaires, lycées, gendarmerie, gymnases, terrains de sport,...) créent des obstacles et des enclaves malgré une largeur généreuse des rues, induisant un réseau viaire peu dense, construit dans le prolongement des rues perpendiculaires à l'axe principal de la ville dense. Rares sont les parallèles à cet axe principal et à la rue Clémenceau qui permettent un maillage intermédiaire.



*Rue du Docteur BRAHY*



*Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny*



#### 1.6.2.4 La zone urbaine ouest

L'urbanisation effectuée à l'ouest de la vallée du Madon est très hétérogène, mixant les petits logements collectifs et les pavillons avec jardins, qui donnent une impression de densité plus importante qu'à l'est.

- Les ensembles de logements collectifs dessinent des quartiers dans le quartier. Leur présence donne un caractère très urbain à Mirecourt, laissant entendre son importance administrative et son influence dans le territoire.  
Certaines barres, de par leur hauteur ou leur implantation dans la ville, influent sur le paysage : elles deviennent des belvédères sur la ville et à contrario des repères.
- Les quartiers résidentiels offrent un paysage d'autant plus bucolique que l'on s'éloigne de la vieille ville pour venir lécher les espaces naturels ou agricoles.  
La présence des jardins et l'alignement en retrait par rapport à la route procurent une ambiance reposante.
- Les cités ouvrières au nord de la commune (La Petite Prusse et la cité rue Lefèvre) dessinent un paysage urbain particulier et intéressant alliant densité urbaine et le confort de la maison individuelle ( jardin, séparation,...). Outre leur architecture particulière par rapport aux quartiers mitoyens, elles correspondent à l'histoire industrielle et migrante de MIRECOURT : elles étaient des lotissements construits pour les ouvriers alsaciens travaillant à la cotonnerie de Poussay.



*Rue du Val d'Arol*



*Rue de Balivi*



*Rue George Lefèvre*

#### 1.6.2.5 La zone urbaine est

L'urbanisation à l'est de la vallée du Madon, autour du Faubourg Saint-Vincent, se caractérise par une densité relativement faible, composée de maisons avec jardin.

La construction, outre les opérations d'ensemble (lotissements), s'est effectuée en doigts de gant le long des axes routiers. Ce phénomène a créé des enclaves non urbanisées occupées essentiellement par les vergers.

Les opérations d'ensemble composées de pavillons ont permis pour certaines de créer une urbanisation plus dense remaillant ponctuellement le réseau viaire.



Route de Mazirot



Rue Charles Nicolas Bazin

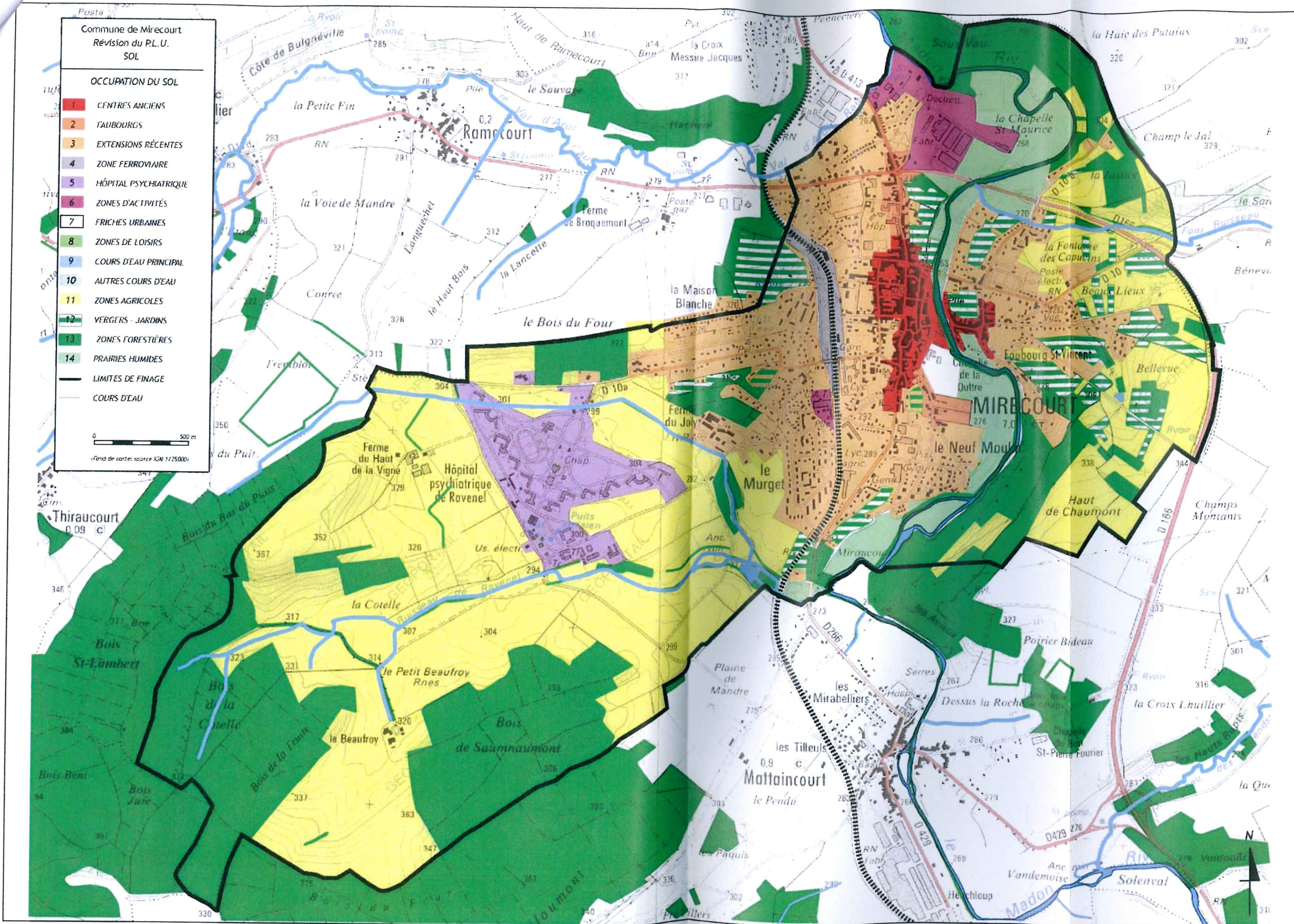
#### 1.6.2.6 La zone ferroviaire : un obstacle

La gare dessine un obstacle majeur dans les liaisons entre les quartiers récents du plateau ouest et la vieille ville.

Elle forme également un paysage particulier au sein de Mirecourt : l'abandon de l'utilisation des quais militaires a provoqué la non utilisation d'une grande partie du site où la nature reprend ses droits.













## 1.7 LE PATRIMOINE HISTORIQUE

### 1.7.1 L'histoire

La première mention écrite de MIRECOURT apparaît dans un acte d'Othon II stipulant qu'un dénommé Urson a fait don d'un important domaine situé « *in Murici Curte* », *curtis* signifiant domaine rural et *Muricus* étant le nom de son propriétaire. D'où la dénomination actuelle MIRECOURT.

Mais l'histoire de Mirecourt située sur la voie romaine de Langres à Strasbourg remonte certainement aux premiers siècles de notre ère. L'actuelle chapelle *La Oultre* a vraisemblablement remplacé un lieu de culte païen surplombant un passage à gué du Madon. Puis la ville s'est développée au 12<sup>ème</sup> siècle au sein de sa première enceinte fortifiée abritant le moulin à grain.

C'est dans le courant du XIII<sup>ème</sup> siècle que Mirecourt devient propriété du Duc de Lorraine : un acte de 1284 constate l'annexion de Mirecourt et de son territoire au duché.

Mirecourt, chef-lieu de l'important « Bailliage de Vôge » fut avant tout une cité de grand négoce. Dès le XVI<sup>ème</sup> siècle les Ducs de Lorraine y introduisent le savoir-faire des Maîtres italiens dans la fabrication des violons, se perpétuant jusqu'à nos jours. Mais parallèlement à cette activité de lutherie, Mirecourt devint et est toujours un haut lieu de la facture d'orgues. En 1766, Mirecourt fut annexée à la France. En 1776, Nicolas-Louis François de Neufchâteau achète l'office de lieutenant général de bailliage.

Mirecourt fut érigée en chef-lieu de district puis en chef-lieu d'arrondissement, distinction qu'elle abandonna en 1926.

On y fabrique encore de la dentelle notamment à la Maison de la Dentelle. C'est également un grand centre de lutherie depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Une école de lutherie y a été créée en 1970 par Étienne Vatelot.

On y fabriquait aussi des instruments mécaniques (orgues de manège, serinettes...). La ville de Mirecourt a connu et connaît toujours une renommée mondiale par sa production d'instruments du quatuor et surtout par sa production d'archets.

### 1.7.2 Le patrimoine archéologique

Le territoire communal est concerné par un zonage archéologique, à deux échelles :

- ZONE 1 correspond à l'ensemble du territoire communal. Le service régional de l'archéologie de Lorraine demande à ce que lui soient transmises toutes les demandes de PC, PD, PL et AITD dont la surface aménagée au sol (bâtiments, parkings, voirie, etc.) atteint ou dépasse le seuil de 3000 m<sup>2</sup> de superficie dans cette zone.
- ZONE 2 correspond au centre ancien urbain de Mirecourt (bourg médiéval et moderne). Le service régional de l'archéologie de Lorraine demande à ce que lui soient transmises toutes les demandes de PC, PD, PL et AITD dont la surface aménagée au sol (bâtiments, parking, voirie, etc.) atteint ou dépasse le seuil de 50m<sup>2</sup> de superficie dans cette zone.



### 1.7.3

### Le patrimoine historique

Le patrimoine historique est particulièrement important d'où la volonté de la commune d'avoir mis en place une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager, arrêtée le 24 décembre 1987. Cette démarche a permis d'établir un périmètre au-delà de celui de 500 m autour des monuments historiques classés ou inscrits, mettant en valeur non plus des éléments architecturaux individualisés mais un ensemble urbain cohérent et son paysage proche participant à la compréhension de cet ensemble. Cette démarche permet également de mettre en valeur tout élément ou détail qui regorge dans la vieille ville.

Moyen-Âge :

- Chapelle de la Oultre, date de construction XI<sup>ème</sup> et XV<sup>ème</sup> siècle.
- 

Édifices de l'époque Moderne (XVI<sup>ème</sup>, XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles) :

- Les Halles, construite en 1616-1617 pour sa version en pierre. La présence d'un tel édifice témoigne de la vie commerçante de la ville, et par une pratique quotidienne une construction familière. Des traces sont tangibles avant le XIII<sup>ème</sup> siècle.
- Pont Stanislas (ou Pont Saint-Vincent), réalisé en 1747
- Couvent de la Congrégation Notre-Dame, érigé en 1725

Époque Contemporaine :

- Théâtre, construit dans l'ancienne chapelle du couvent entre 1825 et 1859.

Monuments classés ou inscrits :

- Chapelle de la Oultre : (11<sup>e</sup> siècle ; 15<sup>e</sup> siècle) : inscription par arrêté du 6 décembre 1982.

Visite : Utilisation culturelle.

- Couvent de la Congrégation Notre-Dame (ancien).

Théâtre aménagé dans l'ancienne chapelle du couvent (sauf galerie située à l'extérieur du bâtiment) ainsi que la salle contiguë dite du Club: classement par décret du 12 juillet 1989.

Propriétaire : Propriété de la commune.

- Église (1<sup>er</sup> quart 16<sup>e</sup> siècle ; 1<sup>ère</sup> moitié 17<sup>e</sup> siècle ; 18<sup>e</sup> siècle ; 3<sup>e</sup> quart 19<sup>e</sup> siècle) : classement par arrêté du 16 septembre 1985.

Propriétaire : Propriété de la commune.

- Halles (1<sup>er</sup> quart 17<sup>e</sup> siècle).

Halles : classement par arrêté du 10 septembre 1913.

Propriétaire : Propriété de la commune.

- Pont dit Pont Stanislas ou Pont Saint-Vincent (2<sup>e</sup> quart 18<sup>e</sup> siècle) : inscription par arrêté du 13 décembre 1982.

Propriétaire : Propriété de la commune.

- Puits (17<sup>e</sup> siècle) : inscription par arrêté du 8 octobre 1984.

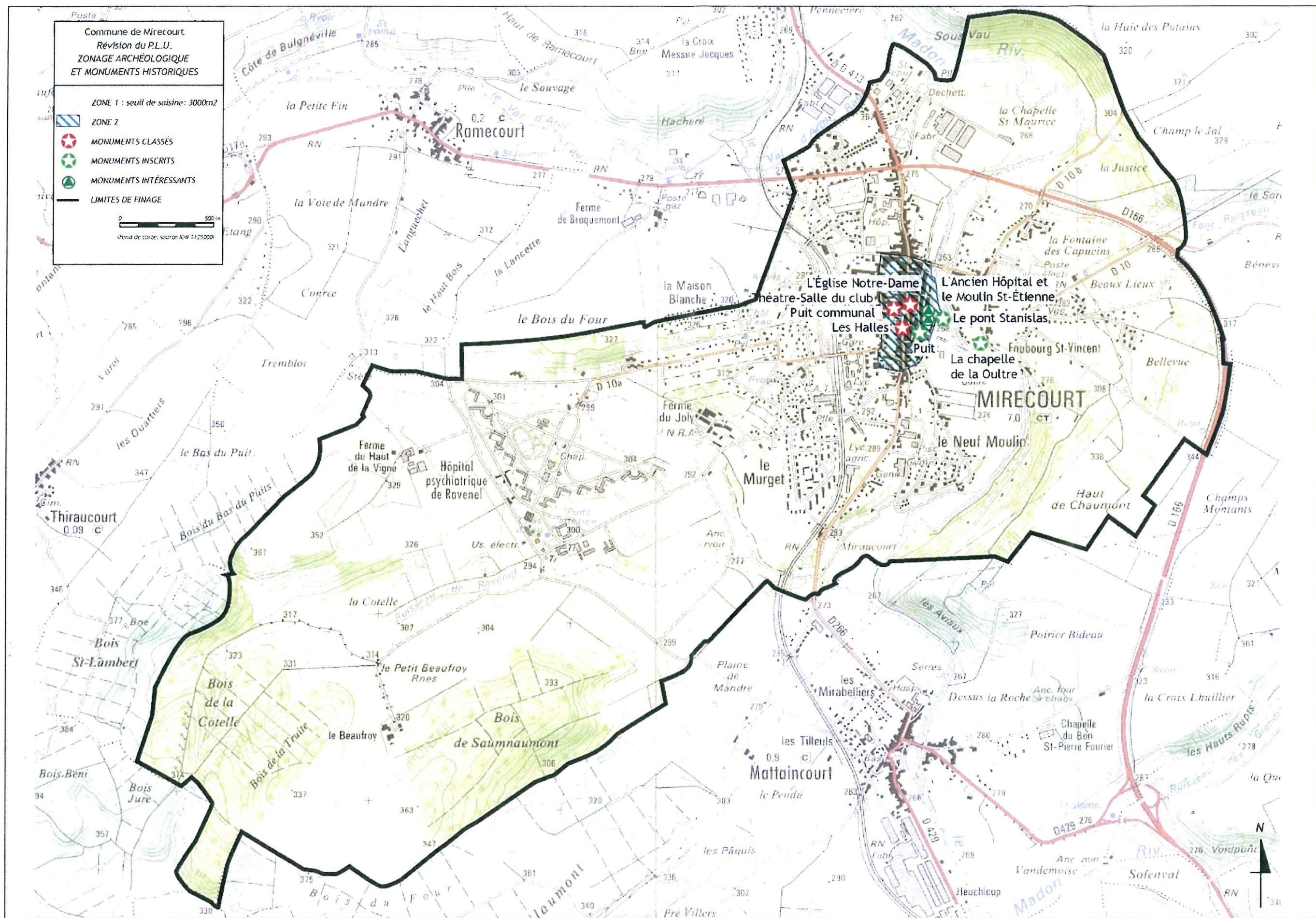
Propriétaire : Propriété de la commune.

- Puits communal : classement par décret du 10 décembre 1927.

Pour les autres édifices, l'inventaire ne concerne que quelques éléments d'architecture (façades, fondations...).

D'une manière plus générale, tout le centre ancien compose un ensemble architectural remarquable et fait l'objet d'une procédure de ZPPAUP révisée simultanément en AVAP.





RAPPORT DE PRÉSENTATION :  
CARTE DU PATRIMOINE HISTORIQUE



La vieille ville est organisée autour d'une trame orthogonale de rues héritées du Moyen-Âge, qui compose avec le relief.

La voie principale joue le rôle de colonne vertébrale sur laquelle s'égrainent les différents éléments qui composent la vie quotidienne : halles, mairie, église,... Des places viennent ouvrir le tissu (la Place Jeanne d'Arc et la Place du Général de Gaulle).



*Église Notre-Dame vue depuis la ville basse*



*Les halles*



## 1.8 LES CARACTERISTIQUES DU SITE URBAIN

### 1.8.1 L'historique du développement urbain

La commune de Mirecourt s'est tout d'abord développée sous la forme d'un bourg sur la rive droite du Madon, en lieu et place du Faubourg Saint-Vincent. Son développement s'est très rapidement effectué sur la rive gauche, plus hospitalière, à partir du XIII<sup>ème</sup> siècle avec la construction du moulin Saint-Étienne, un bâtiment suffisamment important dans la vie quotidienne pour devoir le protéger par des remparts. La première enceinte intègre également les halles, signifiant l'importance du rôle commercial de Mirecourt dans la région.

Les remparts érigés entre le XVI et XVII<sup>ème</sup> siècle permettent de protéger l'ensemble des bâtiments publics et religieux. La nouvelle Église Notre-Dame, a commencée à être construite au XII<sup>ème</sup> siècle, se retrouve au coeur de la ville, l'urbanisation s'effectuant vers le nord, dans le sens du courant.

C'est au XVIII<sup>ème</sup> que la ville déborde de son enceinte : les remparts sont détruits, les fossés comblés, le pont Stanislas dans sa version actuelle est érigé permettant la traversée entre le faubourg Saint-Vincent et le centre.

Le faubourg conserve un aspect de village rural traditionnel de Lorraine.

La ville de la rive gauche se compose de deux rues principales étagées sur le coteau :

- La rue haute (rues Chanzy, Leclerc et Germini) est à dominante 'bourgeoise', commerçante, administrative et religieuse. Ces fonctions perdurent encore aujourd'hui. Ils s'y égrènent les halles, la mairie, l'Église, l'office de tourisme, la Maison de la Musique Mécanique et la Maison de la Dentelle.
- La rue basse (rues Vuillaume et du Dr. Joyeux) est essentiellement artisanale, activité qui s'est développée grâce à l'eau, un canal ayant été construit pour le fonctionnement du Moulin Saint-Étienne. Sa présence n'est aujourd'hui perceptible que par un bras mort au niveau du lit du Madon.

Ces deux rues sont reliées par des passages pentus ou des escaliers.

#### 1.8.1.1 Les extensions du XIX<sup>ème</sup> au début du XX<sup>ème</sup> siècle

La ville s'étire le long de l'axe principal du sud au nord. Elle se développe grâce à une diversification de son économie, mais ne connaît pas de mutations urbanistiques importantes.

La gare construite à l'ouest de la commune constitue un verrou et a contraint le développement urbain.

L'hôpital de Ravenel ouvre ses portes en 1947. À l'échelle du département, les impacts sont importants, tant urbanistiques qu'économiques. Il occupe une surface équivalente à celle du centre ancien. À l'écart de la ville, son architecture dénote du paysage, tout en s'y intégrant.

#### 1.8.1.2 Ensembles d'habitations des années 60 et 70

L'urbanisation de la deuxième partie du XX<sup>ème</sup> siècle s'effectue en couronne, autour de la vieille ville, essentiellement sur la rive gauche du Madon. Elle est composée de pavillons et de petits logements collectifs. Le long de l'axe principal, au sud de la commune, ont été construits de nombreux équipements publics (lycées, gendarmerie,...) qui perpétuent la logique ancienne de l'installation des services publics sur cet axe.

Cela engendre également une occupation peu dense de l'espace.

#### 1.8.1.3 Extension des zones pavillonnaires et des plates-formes d'activités dans les années 80 et 90.



L'urbanisation a continué à se constituer autour de la ville, sous la forme essentiellement pavillonnaire. Elle part à l'assaut des coteaux configurant une vallée très urbanisée. La non construction des rives du Madon devient d'autant plus importante dans la vision paysagère de la commune, apportant de la verdure et respectant un écoulement naturel, inscrivant le cours dans sa propre logique paysagère sur cette partie du territoire.

La forme pavillonnaire apporte une densité urbaine faible.

Cette période d'urbanisation a investi les vergers, dont l'exploitation est aujourd'hui nulle.

## 1.8.2 La forme urbaine actuelle

### 1.8.2.1 La ville ancienne

Le cœur historique frappe par sa richesse architecturale respectant le tracé tortueux des ruelles du Moyen-Âge.

Les rues et les ruelles relient entre eux de nombreux espaces publics : places, placettes et petits espaces ménagés par les irrégularités des alignements ou des démolitions...

Le bâti de la ville ancienne est essentiellement composé de maisons bourgeoises sur trois niveaux, alignées sur les tracés médiévaux. Dans la rue principale, le rez-de-chaussée est occupé par les commerces, dont certains s'étalent sur plusieurs façades provoquant l'impossibilité d'accès aux étages d'où une quantité de logements vacants.

La vieille ville souffre actuellement de la dégradation des espaces publics et de la place prépondérante de l'automobile. Le gabarit des rues et des placettes est difficilement compatible avec le stationnement. La rue commerçante, en particulier, est étouffée par leur présence, la place du piéton est annihilée.



*Rue du Général Leclerc*

La construction de la déviation n'a pas permis de désengorger le centre. Le manque de connexions avec le réseau viaire communal, en particulier sur le contournement Est, ne fait pas bénéficier la circulation mercurienne : les habitants sont obligés de passer par le centre ville pour accéder chez eux.

### 1.8.2.2 Les anciens faubourgs

Les faubourgs se sont développés le long des axes principaux de la vieille ville sud/nord et vers l'est, à partir du pont Stanislas.

Les rues s'élargissent mais le partage de l'espace entre piétons et automobiles n'est pas encore égal.



Le paysage urbain forme un ensemble architectural homogène, sans fracture, ne présentant pas de dents creuses.



Rue Germini



Rue du Faubourg Saint-Vincent

#### 1.8.2.3 Les quartiers récents d'habitation

En rive gauche, le développement urbain de la commune est cohérent par rapport au centre ancien. Seul l'ensemble construit de l'hôpital Ravenel paraît déconnecté de la ville tant du point de vue de la distanciation avec les zones urbaines, qui commence à se réduire, que de la trame et de l'échelle. Cependant du point de vue paysager, il s'intègre parfaitement à son environnement.

En rive droite, l'urbanisation en doigts de gant le long des trois branches principales de la patte d'oie, induit une densité relativement faible et provoque la création d'enclaves qui à terme pourront être difficiles d'accès pour la construction. Les opérations de lotissements réalisées sont une alternative à un maillage du réseau, si celui-ci est connecté au réseau principal (ne forme pas d'impasse).

Le développement de la commune le long de l'axe majeur et celui des communes limitrophes, Poussay et Mattaincourt, a tendance à former un continuum urbain au cœur de la vallée du Madon, dessinant au sein de la communauté de communes un cœur urbain.

#### 1.8.2.4 Les zones d'activités

La commune de Mirecourt ne possède qu'une zone d'activités. Située en retrait, elle est principalement accessible par la rue du Sénateur Maire Henri Parisot, à l'entrée nord de la ville. Un accès est possible depuis la déviation mais il semble privé, ou par les quartiers d'habitation aux rues étroites donc non praticable par les poids lourds, depuis elle est occupée par des entreprises aux activités industrielles (menuiserie, serrurerie,...) ou de services (Poste, lave automatique,...). Les bâtiments se présentent sous la forme de hangars en tôle. Une entreprise, ancienne usine, semble à moitié abandonnée. En effet, la société MVM implantée sur 10 ha est en cessation d'activités et en vente.

Dans cette zone, ont été également installées la déchetterie et la station d'épuration.

Au cœur de la ville, dans le quartier Au Jeard, des silos à grain s'imposent au regard et de par leur activité sont contraignants pour les habitants : ils génèrent du bruit, des poussières, ....



#### 1.8.2.5 La zone ferroviaire

Par son passé militaire, Mirecourt s'est vue munie d'une gare dont une partie était réservée à l'armée. Aujourd'hui cette activité étant abandonnée, cette zone ferroviaire crée un obstacle important dans la vie quotidienne des habitants, les pratiques sauvages devenant dangereuses pour les personnes : la liaison ferroviaire avec Nancy ou Neufchâteau est encore active, des trains passent donc régulièrement.

Le Réseau Ferré de France souhaite se séparer de certain terrain et conserver deux voies sur la commune. Mirecourt est intéressée par les anciens quais militaires et une partie du parking faisant face à la gare, en particulier pour réaliser une liaison piétonne entre les collectifs et la ville centre.

Dans un objectif de renouvellement urbain, un projet mixte en partenariat avec l'OPAC des Vosges est envisagé sur 'le quai militaire', pour des logements de personnes âgées.

### 1.9 LE TOURISME ET LES LOISIRS

Le potentiel touristique, bien que fortement sous exploité, est un atout important pour la commune. Ce secteur ne concerne aujourd'hui qu'environ 1 % des actifs de la commune (4 % en moyenne pour l'ensemble des communes voisines).

Les nombreux équipements de loisirs complètent cette offre touristique.

Les possibilités d'hébergement, aujourd'hui peu nombreuses, sont un aspect limitant pour l'attractivité de la commune : il n'existe pas de camping et il n'y a qu'un seul hôtel.

#### Tourisme lié au patrimoine et à l'histoire de la ville

La ville est reconnue essentiellement pour son patrimoine culturel autour des métiers de la lutherie et de la fabrication d'instruments mécaniques. Deux musées leur sont dédiés et une activité culturelle et commerciale s'y développe : manifestation de démonstration, festival annuel de musique, ouverture d'ateliers, sentiers de découverte des luthiers sur la communauté de communes,...

La lutherie est un artisanat très ancien : il serait apparu à Mirecourt avec les Ducs de Lorraine. Les premiers documents historiques relatant cette activité remonteraient au début du XVII<sup>ème</sup> siècle, s'accompagnant par la suite par les autres métiers autour des violons, comme les archetiers. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, de nombreux ouvriers (680 à 875) étaient employés dans les ateliers ou les fabriques. Aujourd'hui résident 'seulement' 5 luthiers.

La présence de l'école de lutherie contribue à la renommée mondiale de cette activité à Mirecourt.

La dentelle au fuseau de Mirecourt est également reconnue, arrivant à Mirecourt avec la lutherie. Un musée existe aussi, mettant en valeur cet artisanat ancien qui n'est plus industriellement pratiqué.

Son ensemble architectural est remarquable. La ville ancienne permet de découvrir les différents quartiers autour de la rue principale et les rives du Madon, organisés sur une trame urbaine du Moyen-Âge. Il demeure quelques bâtiments remarquables de l'époque Médiévale (Église Notre-Dame, Chapelle de la Oultre, Puits...). Des quantités de détails architecturaux sont également visibles, mais on ressent une certaine occultation de leur richesse.

Des lieux comme le théâtre sont également en désuétude, laissant deviner un potentiel extraordinaire non mis en valeur.



## Tourisme vert et activités sportives de pleine nature

De nombreux sentiers ont été mis en place sur le territoire intercommunal, dont deux passent à Mirecourt sur les thèmes de la lutherie et de la dentelle, alliant tourisme vert et culturel. Le Club VTT de Mirecourt a balisé des sentiers spécifiques pour le vélo tous terrains.

L'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Mirecourt a créé une école de pêche permettant d'initier les enfants à la pêche et de les sensibiliser aux milieux aquatiques.

La commune souhaite développer le tourisme autour de la rivière. Une étude a été confiée à la société d'Équipement Vosgienne, afin d'exploiter les berges du Madon, tout en respectant les prérogatives du PPRi.

## Les loisirs

Les équipements de loisirs viennent compléter l'offre touristique.

MIRECOURT, ville sportive et culturelle reçoit de nombreuses manifestations : expositions, spectacles, festivals de musique, ...

Plusieurs manifestations se déroulent chaque année :

- Foires et expositions,
- Expositions de peinture,
- Concerts,...

Mirecourt propose trois musées :

- de la lutherie,
- des instruments mécaniques,
- de la dentelle.
- 

Un office de tourisme est aussi présent en centre ville.

## Structures d'accueil, de restauration et d'hébergement

La commune abrite un hôtel avec une capacité d'hébergement totale de 30 chambres. Quelques communes voisines de la communauté de communes proposent également des hébergements.

La ville propose sept restaurants.

La ville accueille principalement aujourd'hui des visiteurs pour des visites à la journée et parfois pour des séjours très courts (2 à 3 jours).

## Résidence secondaire

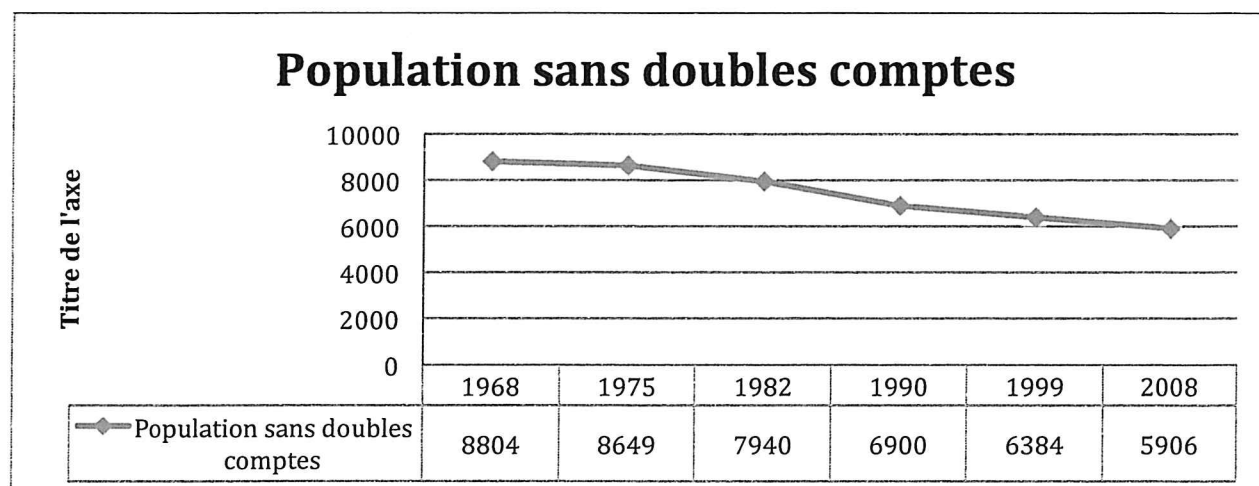
Les résidences secondaires représentent 2,2 % de l'ensemble des logements en 2007, soit 69 résidences sur l'ensemble de la commune.



## 2 LES DONNEES QUANTITATIVES

### 2.1 LA DEMOGRAPHIE

#### 2.1.1 L'évolution de la population



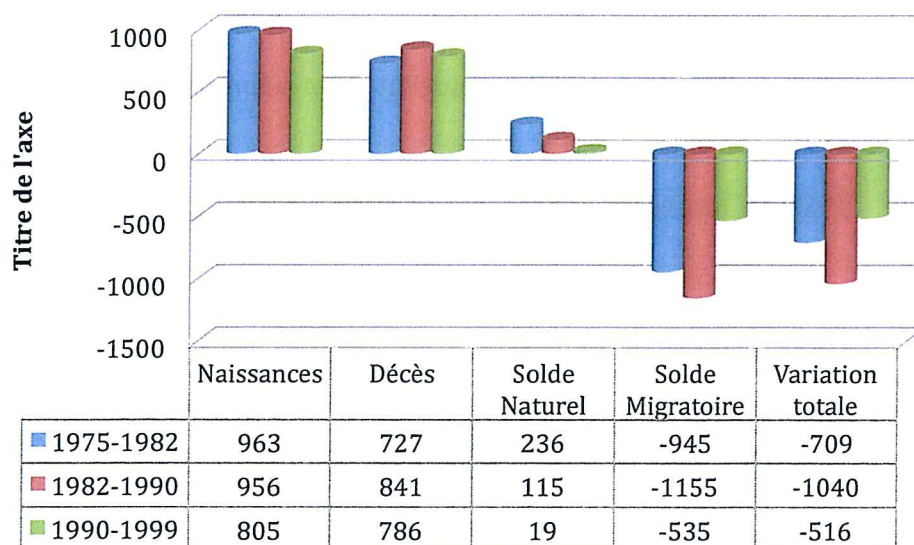
Les données du recensement des populations de 2008 montre une diminution de la population à partir de 1968, qui se prolonge sensiblement jusqu'à 2008. Elle a diminué de 7,5 % entre 1990 et 1999, et de 7,4 % entre 1999 et 2008.

Entre 1999 et 2008, alors que le département des Vosges a connu une légère augmentation de 0,2 %, la commune a continué à perdre des habitants, comme dans la plupart des communes de la Communauté de Communes. Ce phénomène s'explique en grande partie par l'implantation de la population dans les zones d'emploi d'Épinal, de Saint-Dié et de l'agglomération nancéienne.

La commune présente une densité de 491,42 habitants au km<sup>2</sup> (en 2007). Ceci s'explique notamment par l'importance de l'agglomération (urbanisation continue, concentration des activités et présence d'un hôpital) par rapport à la surface totale du territoire communal.



## FACTEUR D'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE



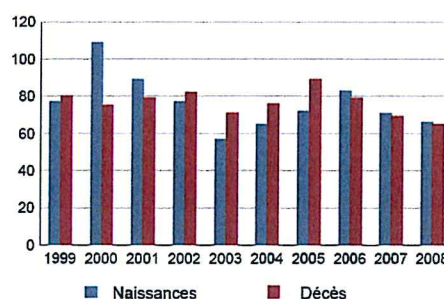
POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,3	-1,2	-1,7	-0,9	-0,9
- due au solde naturel en %	+0,9	+0,4	+0,2	+0,0	+0,0
- due au solde apparent des entrées sorties en %	-1,1	-1,6	-1,9	-0,9	-0,9
Taux de natalité en ‰	18,2	16,4	16,0	13,4	12,7
Taux de mortalité en ‰	9,6	12,4	14,1	13,1	12,7

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2007 exploitations principales - État civil.

Tableaux issus du recensement de 2007 (site de l'INSEE)

POP G1 - Naissances et décès



Source : Insee, État civil.

L'évolution de la population est liée à deux phénomènes : le mouvement naturel et le mouvement migratoire.

Le mouvement naturel (les naissances moins les décès) a régressé fortement entre 1975 et 1999, en raison simultanément d'une baisse des naissances et d'une forte augmentation du nombre de décès en 1999. Il demeure positif mais est devenu très faible. Entre 1999 et 2007, la variation de population due au solde naturel est de 0.

Le solde migratoire est en revanche fortement négatif, bien que cette tendance semble diminuer.

La baisse de la population s'explique donc à la fois par un vieillissement général de la population et par un fort mouvement d'émigration. Les départs se font vers des agglomérations plus importantes, en particulier vers les communes en périphérie d'Épinal et de Nancy, et vers quelques communes rurales voisines. L'émigration des jeunes accentue la baisse du nombre de naissances.



### 2.1.3 La structure de la population par âge et par sexe

Age quinquennal	Sexe		Ensemble	%
	Hommes	Femmes		
Moins de 5 ans	140	176	316	5,31%
5 à 9 ans	133	143	276	4,63%
10 à 14 ans	162	160	322	5,41%
15 à 19 ans	319	175	494	8,29%
20 à 24 ans	230	176	406	6,82%
25 à 29 ans	177	190	367	6,16%
30 à 34 ans	200	166	366	6,15%
35 à 39 ans	161	185	346	5,81%
40 à 44 ans	208	212	420	7,05%
45 à 49 ans	228	227	455	7,64%
50 à 54 ans	224	205	429	7,20%
55 à 59 ans	171	201	372	6,25%
60 à 64 ans	113	115	228	3,83%
65 à 69 ans	124	127	251	4,21%
70 à 74 ans	117	172	289	4,85%
75 à 79 ans	93	171	264	4,43%
80 à 84 ans	58	150	208	3,49%
85 à 89 ans	19	54	73	1,23%
90 à 94 ans	8	48	56	0,94%
95 à 99 ans	4	9	13	0,22%
100 ans ou plus	0	2	2	0,03%
Ensemble	2890	3066	5 956	100,00%

Données INSEE 2007

La population des plus de 60 ans représente 22,95 % de la population totale en 2007. Cette part de la population représentait 27,29 % en 1999.

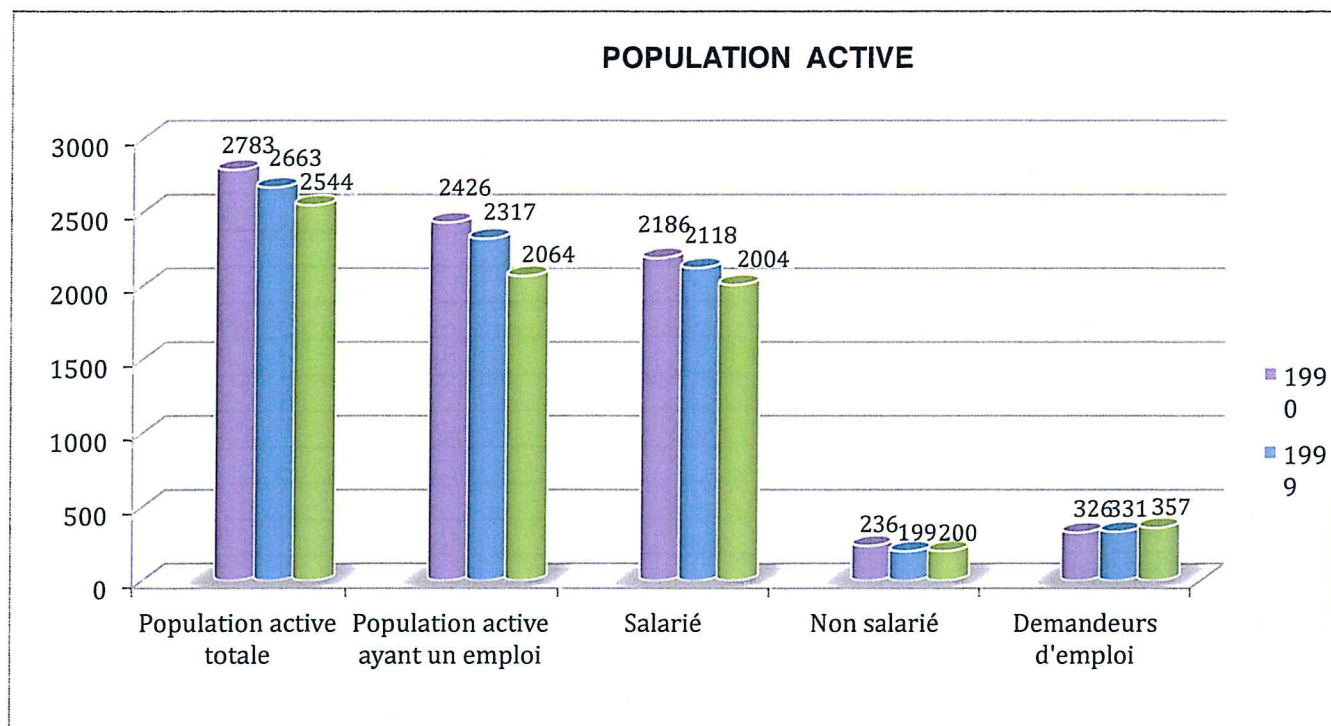
C'est la part de la tranche 20-39 ans correspondant aux actifs et aux personnes formant les familles qui voit sa population augmenter depuis 1999 avec 23,24 % . La tranche 40-59 ans a légèrement augmenté représentant des personnes encore actives mais qui pour la plupart, voient leurs enfants quitter le foyer et partir de la commune pour faire des études ou trouver du travail.

## 2.2 LA POPULATION ET LES ACTIVITES ECONOMIQUES

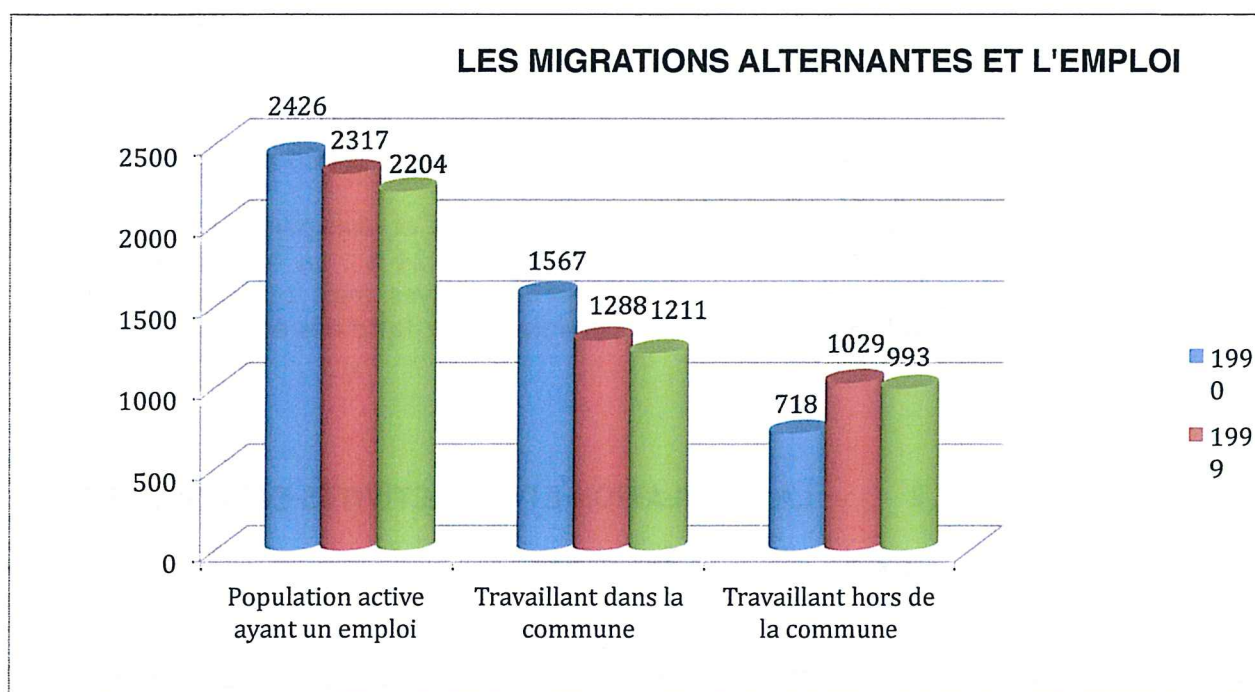
### 2.2.1 La population active

La population active a connu une baisse régulière depuis les années 80. Cette diminution est notamment entretenue par la chute démographique et le vieillissement de la population. Cette baisse est particulièrement forte chez les salariés et s'accompagne d'une augmentation de demandeurs d'emploi. Le taux de chômage s'élève à 14 % en 2008 (la moyenne nationale est de 11 %, et la moyenne départementale se situe à 12,3 %).





## 2.2.2 Les migrations alternantes et l'emploi



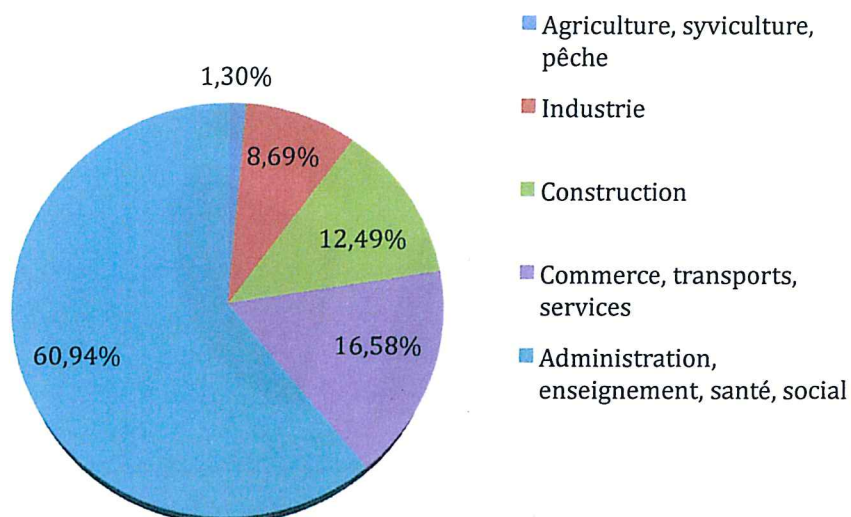
En 2007, 55 % des actifs résidant sur la commune travaillent sur le territoire communal. On constate cependant une forte augmentation depuis 1990 du nombre d'actifs travaillant hors de la commune.

Outre les agglomérations d'Épinal et Nancy, autour de Mirecourt sont présents de nombreux centres d'emploi : la zone aéroport de Juvaincourt, Vittel, Mattaincourt (siège social de MVM). Il semble néanmoins que MIRECOURT demeure un pôle d'emploi dans le département des Vosges, qui pourrait être qualifié de secondaire, grâce notamment à l'hôpital de Ravenel.

### 2.2.3

### L'évolution de l'emploi par activités

#### POPULATION ACTIVE SELON L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ( EN 2007)



Les activités de loin les plus représentées sont les services liés à la santé et à l'enseignement. Les activités commerciales sont très importantes, malgré l'inexistence sur le territoire communal de zones commerciales, qui sont implantées sur les communes limitrophes (Poussay et Mattaincourt). Le centre ville regroupe l'essentiel des commerces (cadre INSEE : Industrie des biens de consommation - habillement, pharmacie, reproduction,...- et Commerce). L'administration est un employeur important.

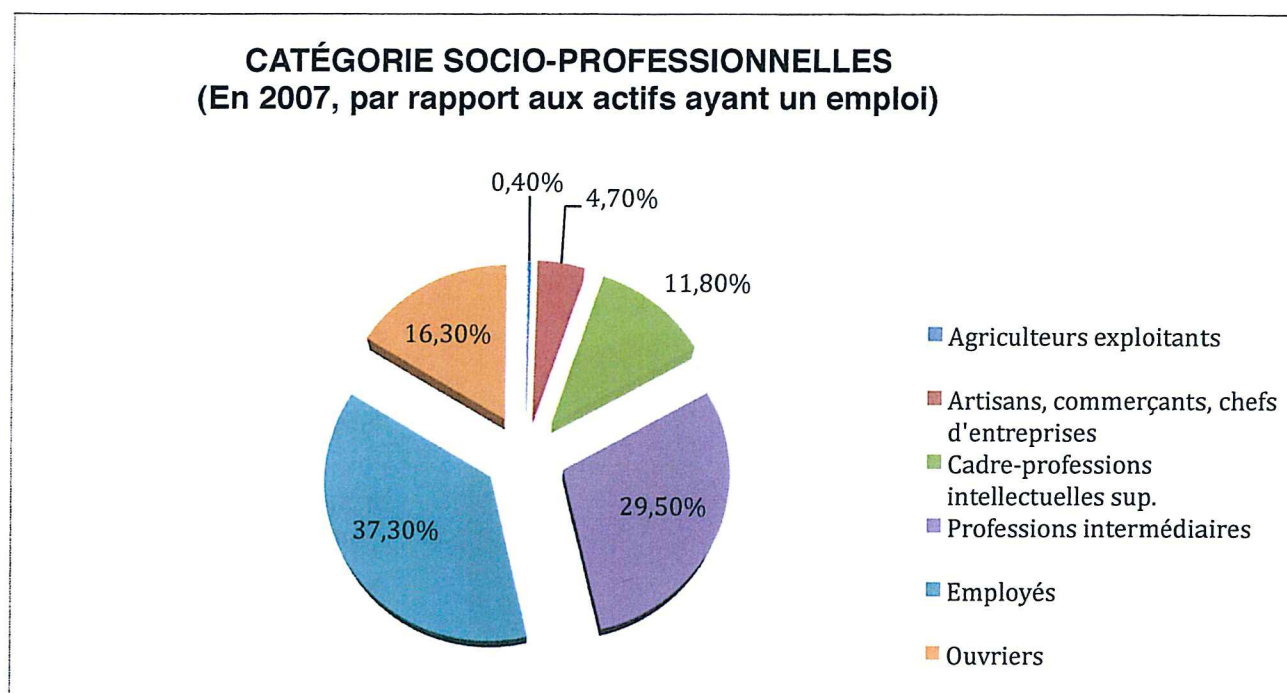
Vient ensuite l'activité industrielle, dont la force vient de la zone industrielle implantée sur la commune autour des activités du bois et de la transformation des métaux.

L'agriculture est essentiellement représentée par de l'élevage (2 de bovins, 1 d'ovins) et de l'horticulture (2 exploitants), mais cela ne regroupe que 1,29 % de la population.



## 2.2.4

## Les catégories socioprofessionnelles



Les employés et professions intermédiaires représentent plus de 65 % de la population. L'agriculture, l'artisanat et le commerce sont faiblement représentés.

## 2.2.5

## Les activités

### 2.2.5.1 L'agriculture

La commune compte treize exploitations agricoles dont seulement quatre professionnelles. (Source AGREST - Recensement agricole 2000). Ceci correspond à treize emplois déclarés comme chefs d'exploitation ou co-exploitants.

Le nombre d'exploitations apparaît en forte baisse, puisque le recensement de 1988 faisait état de vingt-huit exploitations. La surface agricole utile de la commune est de 520 hectares. Elle permet de maintenir des espaces de respiration, notamment sur le plateau ouest et en frange de l'urbanisation à l'Est, le long de la déviation. Ces terrains, dotés d'une bonne productivité agricole, justifient de limiter l'urbanisation dans ces secteurs.

La production est essentiellement tournée vers l'élevage (production laitière) et les grandes cultures (céréales).

Il est à noter la présence d'un silo à grain en plein dans un quartier d'habitation. Il est géré par la Coopérative Agricole de Lorraine.

L'INRA a également une ferme d'expérimentation sur le territoire communal. Son activité autour des recherches agricoles induit une exploitation assez importante des terres agricoles et des prairies (il possède un cheptel de bovin).

« Le SAD de Mirecourt accompagne les transformations de l'agriculture par la conception de systèmes agricoles adaptés aux potentialités du milieu, durables sur le plan environnemental et développant l'autonomie de décision de l'agriculteur ; les relations entre agriculture et territoires sont au cœur du projet, en particulier dans le champ de la gestion qualitative de l'eau. » (Source site de l'INRA Nancy).

#### AGR T1M - Exploitations agricoles

	Nombre d'exploitations		SAU (1) moyenne (ha)	
	2000	1988	2000	1988
Toutes exploitations (2)	13	28	48	28
dont exploitations professionnelles	4	9	145	74

(1) : Superficie agricole utilisée

(2) : y compris les exploitations sans SAU

Source : AGRESTE, recensements agricoles, 1988 et 2000

#### AGR T2M - Superficies agricoles

	Exploitations concernées		Superficie (ha)	
	2000	1988	2000	1988
SAU (1) des exploitations sièges	13	28	618	785
Terres labourables	3	9	195	240
dont céréales	c	6	c	104
Superficie fourragère principale	11	21	467	659
dont superficie toujours en herbe	11	21	421	632
Superficie en fermage (2)	4	9	502	480

(1) : Superficie agricole utilisée

(2) : Superficie en ha ou parcs en propriété et copropriété

Source : AGRESTE, recensements agricoles 1988 et 2000

#### AGR T3M - Cheptel

	Exploitations concernées		Effectif	
	2000	1988	2000	1988
Bovins	c	7	c	658
dont vaches	c	8	c	317
Volailles	4	9	31	208

Source : AGRESTE, recensements agricoles 1988 et 2000

#### AGR T4M - Orientation technico-économique des exploitations

	Exploitations		Superficie agricole utilisée (ha)	
	2000	1988	2000	1988
Ensemble	13	28	618	785
dont : grandes cultures	0	0	0	0
légumes, fruits, viticulture	c	5	c	23
bovins	c	6	c	716
autres animaux	6	5	28	31

Source : AGRESTE, recensements agricoles 1988 et 2000

#### AGR G1M - Répartition de la SAU selon les principales orientations technico-économiques en 2000

Graphique non éditable  
pour cause de secret statistique

#### AGR T5M - Population - Main d'oeuvre

	2000	1988
Chefs d'exploitations et coexploitants	13	29
dont à temps complet	9	11
Population familiale active sur les exploitations	20	27
Unités de travail annuel (y.c. ETA-CUMA) (1)	38	84
dont : UTA familiales	12	19
UTA salariées	22	65

(1) : Entreprises de travaux agricoles (ETA). Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA)

Source : AGRESTE, recensements agricoles 1988 et 2000

#### AGR G2M - Répartition des chefs d'exploitation et coexploitants selon l'âge en 2000

Graphique non éditable  
pour cause de secret statistique



### 2.2.5.2 Les activités artisanales et industrielles

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'entreprises artisanales pour quelques activités représentatives.

ARTISANAT	NOMBRE EN 2009
Maçonnerie	2
Plâtrerie - Peinture	5
Menuiserie - Charpente - Couverture	2
Plomberie - Serrurerie - Chauffage	0
Electricité	3
Lutherie, archèterie	8

L'industrie et l'artisanat traditionnel sont massivement tournés vers la production de meubles en bois pour cuisine et salle de bain, mais aussi pour la fabrication d'instruments (lutherie, archèterie, chevalet pour instruments à cordes) qui est mondialement reconnu. Une entreprise AUBERT Lutherie couvre près de 80 % des besoins mondiaux en chevalets.

Cette industrie représente 40 % de l'emploi industriel, basé sur des petites entreprises industrielles ou d'ateliers artisanaux.

Ces entreprises profitent d'un approvisionnement en circuit court, le bois provenant quasi exclusivement des forêts du département. Les essences privilégiées sont le hêtre, le chêne et dans une moindre mesure le merisier et l'épicéa et l'érable dans le domaine de la lutherie.

La petite industrie de production et les entrepôts sont regroupés au nord de la commune dans la zone industrielle Saint-Maurice. Quant aux ateliers de lutherie, ils sont éparpillés en ville.

On compte les entreprises de production suivantes :

Manufacture Vosgienne de Meubles, Schaegis A, Aubert Lutherie, Ateliers de Lutherie (Lutherie VOINSON, COGNIER ET TERRIER, PAGÈS Jean-Jacques, Ateliers Gérôme, CONDI Jean-Claude, CARBONARE ALAIN, Lutherie BAROIN).

D'autres petites industries sont installées à Mirecourt, entre autre spécialisées dans la transformation des métaux. L'une est implantée dans la zone industrielle, et l'autre en limite du Faubourg Saint-Vincent.

### 2.2.5.3 Les commerces et les services

Les services publics (en particulier la santé et l'enseignement) représentent le plus gros secteur d'emplois de la commune, illustrant ainsi l'importance de MIRECOURT au sein du département des Vosges, comme ville relais dans le territoire.

L'hôpital de Ravenel, avec une capacité de 466 lits, emploie ainsi plus de 1140 personnes.

COMMERCES ET SERVICES	NOMBRE EN 2009
Supermarché + Hypermarché	3
Alimentation générale	2
Boulangerie - Boulangerie Pâtisserie	6
Boucherie - Charcuterie	2
Cafés, Débits de boissons	6
Restaurants, snack et restauration rapide	9
Electroménager, Ameublement	3
Magasins de vêtements	10
Magasins de chaussures	3
Librairies - Papeteries	1
Drogueries - Magasins de Bricolage	3
Salons de coiffure	10
Bureaux de tabac	3
Garages	6
Vente de carburant	2
Bureau de Poste	1
Banques ou Caisses d'Epargne	7
Pompier - Centre de secours	OUI
Gendarmerie - Commissariat de police	OUI
Trésor Public	OUI
Notaire	3

MIRECOURT ne peut être considérée comme un pôle commercial important car il n'existe pas de zone commerciale.

La commune regroupe principalement des commerces traditionnels dits de proximité avec deux commerces de la taille d'un supermarché (400 à 4000 m<sup>2</sup>). Les Mirecuriens vont jusqu'à Nancy ou Épinal pour avoir accès aux enseignes de grande distribution et hypermarchés.

Les supermarchés sont situés aux entrées de ville, tandis que l'axe principal de la vieille ville et les rues du centre hébergent l'essentiel des petits commerces.

*« Un marché hebdomadaire se déroule le samedi, en plein cœur de la ville (place Jeanne d'Arc). Il regroupe six commerçants ambulants habituels auxquels s'ajoutent ponctuellement d'autres activités. Une foire mensuelle est également organisée place des Halles ainsi que des manifestations commerciales ponctuelles. »* (source site internet de la ville de Mirecourt)

#### 2.2.5.4 Les activités associatives

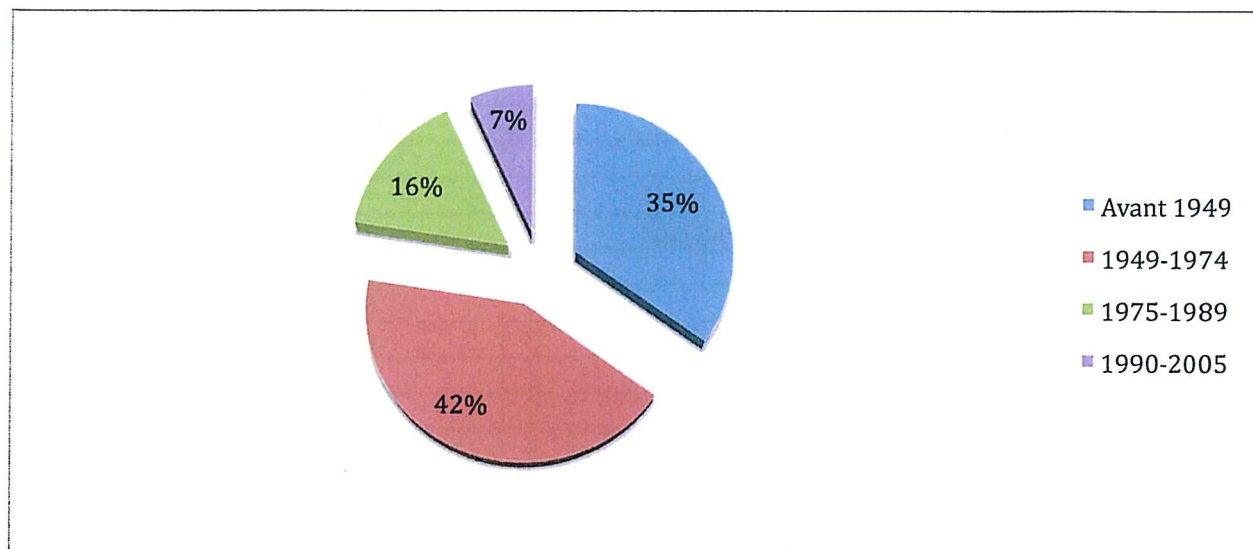
La ville héberge plus d'une centaine d'associations, proposant des thématiques variées :

- associations humanitaires,
- associations religieuses,
- associations sportives,
- associations culturelles (danse, musique,...),
- associations professionnelles ou d'anciens élèves...



## 2.3 LE LOGEMENT

### 2.3.1 Ancienneté du parc immobilier

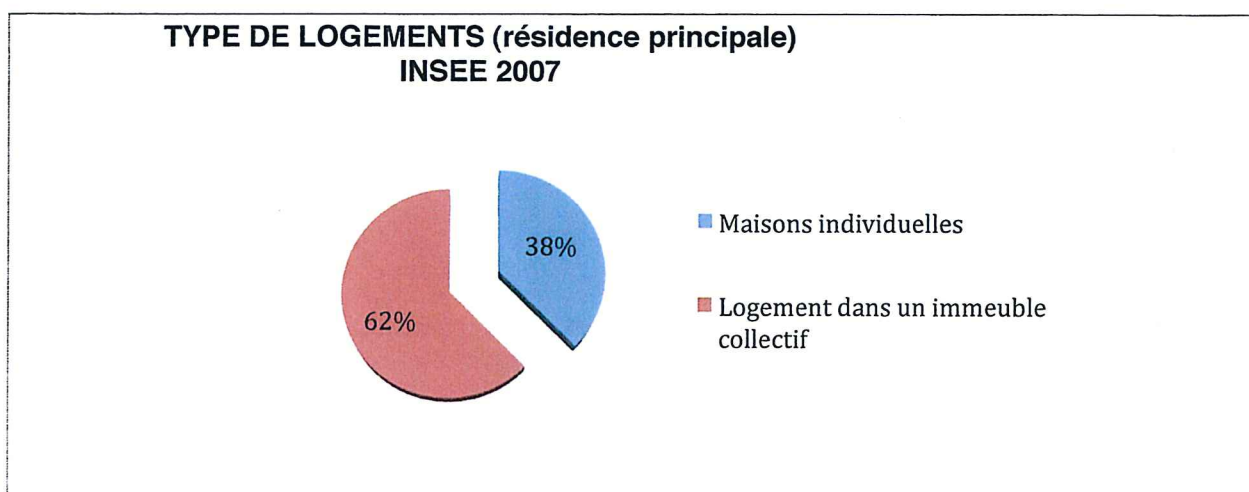


Les logements anciens occupent logiquement une place importante puisque plus d'1/3 des logements datent d'avant 1949.

Ce parc ancien est en pleine désuétude. Grâce aux opérations d'OPAH menées par la communauté de communes du Pays de Mirecourt, et celle pour le ravalement de façade, la ville espère renouveler le parc de logement en centre ville.

La construction reprend fortement entre 1949-1974 qui correspond entre autre chose à la politique gouvernementale de ces années, favorisant le logement social locatif d'une part, quasi exclusivement réalisé en immeubles collectifs, l'accession sociale à la propriété d'autre part, qui, en province, en périphérie des villes et en milieu rural, se développa surtout sous la forme de maisons individuelles.

### 2.3.2 Type de logements



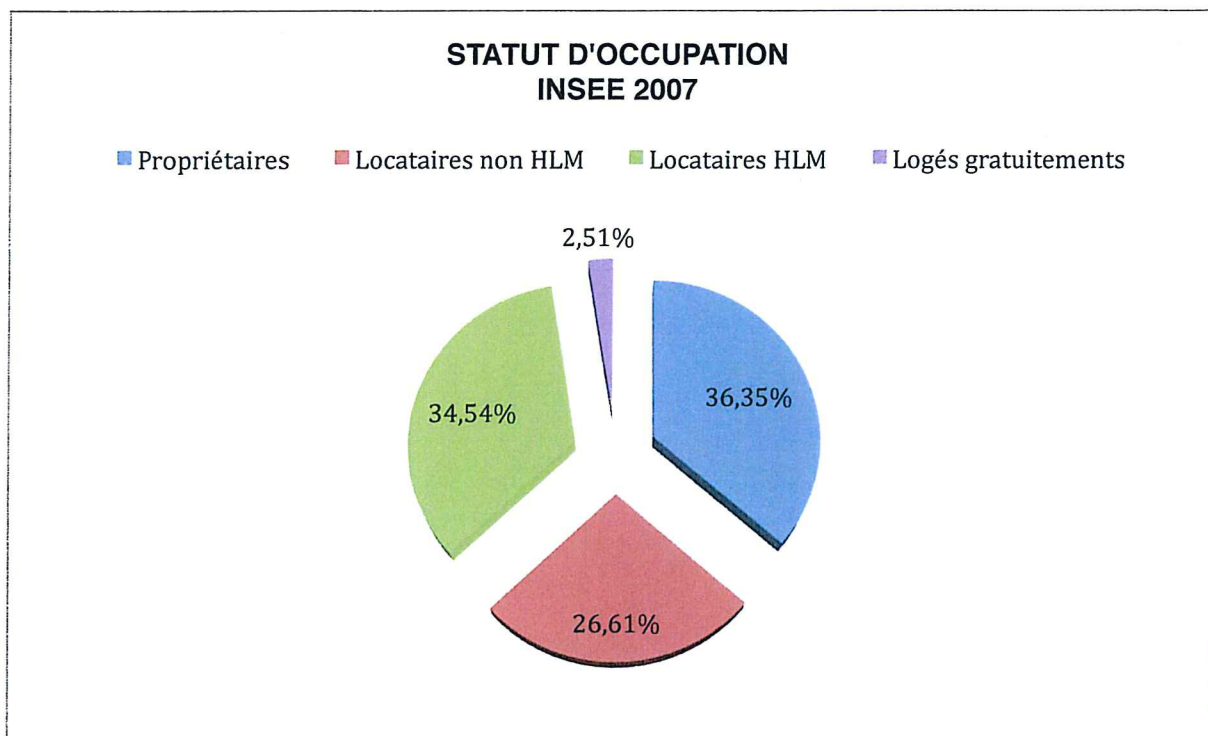
La proportion de logements collectifs est sensiblement supérieure aux maisons individuelles.

La part des logements collectifs tient à la fois à la forte densité de la ville ancienne et à la construction de petits immeubles collectifs.

Mais depuis 1990, la construction d'habitat individuel prend le pas sur le collectif, s'expliquant par l'évolution du choix de vie et le désir pour les urbains (Nancy et Épinal) de vivre à la campagne à moindre frais.

Les lotissements programmés sont maintenant achevés. L'habitat individuel se diffuse le long des voies, en particulier vers l'est.

La part des logements locatifs est relativement importante. Elle correspond en partie à l'importance du parc locatif créé dans les années 60 et 70 avec de grandes opérations d'habitat collectif et la proportion importante du logement social proposé sur la commune.





### 2.3.3 Confort des logements

	2007	%	1999	%
<b>Ensemble</b>	<b>2 674</b>	<b>100,0</b>	<b>2 600</b>	<b>100,0</b>
Salle de bain avec baignoire ou douche	2 606	97,5	2 491	95,8
Chauffage central collectif	673	25,2	609	23,4
Chauffage central individuel	1 447	54,1	1 123	43,2
Chauffage individuel "tout électrique"	408	15,3	446	17,2

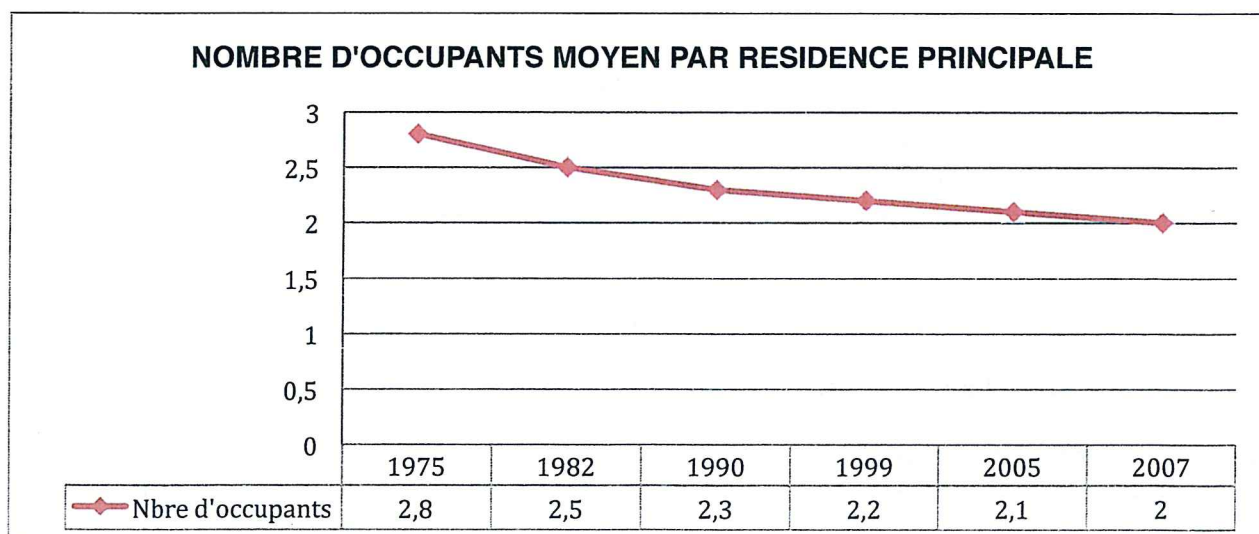
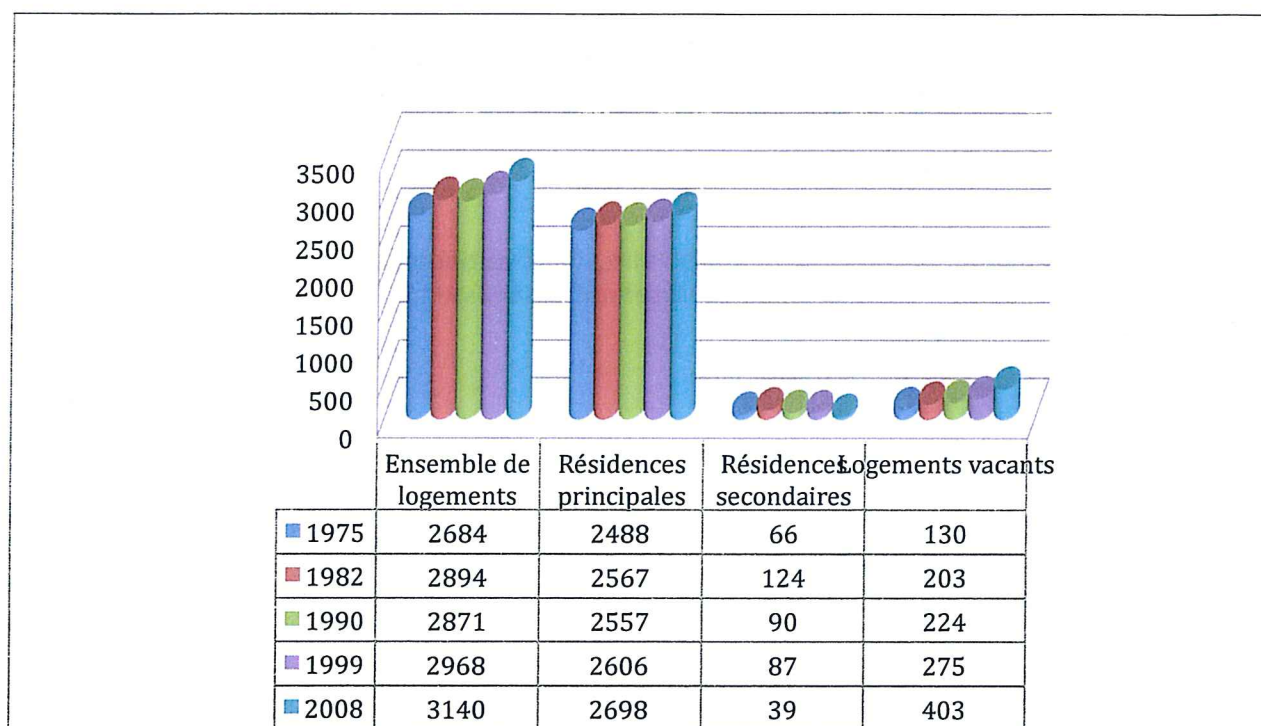
Sources : Insee, RP1999 et RP2007 exploitations principales.

Malgré la part importante de logements très anciens, le niveau de confort des logements à MIRECOURT apparaît plutôt supérieur à la moyenne nationale. Seuls 1,2 % des logements ne possèdent ni baignoire, ni douche, contre 2,4 % à l'échelle nationale.

### 2.3.4 Évolution du parc immobilier

On constate une forte croissance du parc immobilier entre 1975 et 1982 (+22 %) puis une stagnation entre 1982 et 1999. Depuis 1999, le parc immobilier progresse à nouveau.

Il est tout de même à constater l'augmentation constante du nombre de logements vacants, car, d'après les recherches menées dans le cadre de l'OPAH en mai 2007, ce nombre semble être encore plus important. En l'espace de 25 ans, le nombre de logements vacants a doublé.



Le nombre de résidences principales augmente mais le nombre de personnes par foyer est en régression. Cette tendance est générale, due aux nouvelles structures familiales.

Il existe une pénurie de l'offre locative, en raison notamment de l'absence de disponibilité du parc d'habitat social, dont aujourd'hui les capacités sont remplies : le taux de remplissage du parc de l'OPAC, bailleur social, est de l'ordre de 98 %. Mensuellement, l'OPAC a en instance une



cinquantaine de demandes (30 pour des mutations internes, 20 pour des mutations externes). Les demandes deviennent de plus en plus exigeantes et ciblées : quartiers tranquilles, sans bâtiments concentrés et condensés, avec jardin,... Les requêtes provenant principalement de familles de 2 à 3 enfants, les types de logements demandés sont souvent des pavillons et des appartements T3 ou T4.

On note une légère augmentation des demandes de permis de construire pour de la maison neuve individuelle, et un net accroissement des déclarations de travaux probablement dû à l'opération OPAH qui laisse à penser que le centre ancien est en cours de redynamisation.

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Permis délivrés	27	37	33	23	32	43	49	47	23	31
Lotissement					3			3		

*Permis de construire délivrés depuis 1999*

Malgré une forte demande de parcelles à construire, le développement des logements neufs est particulièrement handicapé par l'absence de réseau d'assainissement vers les zones à urbaniser actuelles, qui sont encore importantes.

## 2.4 LES EQUIPEMENTS ET RESEAUX

### 2.4.1 Les structures intercommunales

#### 2.4.1.1 La Communauté de Communes du Pays de Mirecourt

La commune fait partie de la Communauté de Communes du Pays de Mirecourt qui compte 12 communes regroupant 8 640 habitants (recensement INSEE 2007) : Mirecourt, Ambacourt, Chauffecourt, Domvallier, Hymont, Juvaincourt, Mazirot, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Thiraucourt, Villers.

Les Compétences de la Communauté de Communes :

- Le développement économique et touristique,
- L'aménagement du territoire,
- La protection et mise en valeur de l'environnement,
- La politique du logement et du cadre de vie,
- La réalisation d'études (schéma de service à la population),
- La communication des atouts du territoire.

a : Compétences obligatoires de la communauté de communes

➤ Développement économique et touristique

Sur le site de l'Aéropôle sud lorraine :

- L'étude, l'aménagement et l'équipement des terrains de la zone d'aménagement concerté.
- La gestion, le développement et l'entretien des aménagements et des équipements (hors assainissement) propriété de la communauté de communes.

Sur l'ensemble du territoire communautaire :

- Actions de développement économique en respectant les lois et règlements en vigueur, dans le cadre des règlements d'intervention relatifs à l'application des conventions de développement, sur le territoire des communes membres (artisanat, commerce) :
  - o assistance financière dans le cadre de création, d'aides à la reprise ou développement des commerces ou des entreprises artisanales.
  - o maîtrise d'ouvrage aux opérations concertées d'amélioration de commerces (ORAC ou toutes autres opérations qui viendraient à s'y substituer).
  - o assistance technique aux porteurs de projet pour l'initiative économique locale.
  - o réflexions et études visant à la création d'une zone d'activités commerciale.
  - o Participation aux actions collectives susceptibles de maintenir et de développer l'emploi dans le cadre de la Maison de l'emploi compétente sur le territoire.
- Développement du tourisme.
  - o Développement et promotion de l'offre touristique et de nouveaux produits en collaboration avec l'office de tourisme. La Communauté de communes se substitue aux communes dans la participation et la représentation au sein de l'office de tourisme.
  - o Élaboration d'un schéma de développement touristique définissant la politique touristique intercommunale et mise en œuvre des actions préconisées dans ce schéma de développement touristique.
  - o Maîtrise d'ouvrage des manifestations permettant la promotion de la communauté de communes du Pays de Mirecourt : Monumentales mirecurtiennes et manifestations aéronautiques.
  - o Soutien logistique et/ou d'ingénierie et/ou financier aux manifestations à caractère au moins régional et/ou pluri associatives.
  - o Aide au développement et à la diversification en matière d'accueil touristique (chambres d'hôtes, gîtes ruraux, terrain de camping, camping-car, auberge de jeunesse) :
- Assistance et conseils au montage de dossiers.

#### ➤ Aménagement du territoire :

- Étude d'harmonisation des documents d'urbanisme.
- Propositions de schémas de circulation sur le territoire communautaire.
- Élaboration de la charte environnement.
- Valorisation du patrimoine du territoire communautaire :
  - o Maîtrise d'ouvrage des circuits touristiques et de découverte du patrimoine.
  - o Charte graphique et paysagère.
- Élaboration, suivi et animation des actions à conduire dans le cadre de la charte de développement du Pays de l'Ouest vosgien.

#### b : Compétences optionnelles

##### ➤ Protection et mise en valeur de l'environnement

- recensement du patrimoine de caractère bâti et du patrimoine naturel.
- OPAV (Opération Programmée d'Amélioration des Vergers).
- Plan paysage.

##### ➤ Politique du logement et du cadre de vie

- actions concertées d'amélioration du patrimoine bâti (OPAH , Opération de soutien aux ravalement de façades et toutes autres opérations qui viendraient à s'y substituer).

#### c : Compétences facultatives



- Étude en vue de faciliter l'accès des populations aux établissements culturels, sportifs et de loisirs, ainsi qu'aux services.
- Communiquer les atouts du territoire Communautaire :
  - o Par l'intermédiaire d'un site Internet communautaire.
  - o Conception et diffusion de supports écrits, audio-visuels.

#### 2.4.1.2 Syndicat intercommunal à vocations multiples

Depuis 1966, Mirecourt et 6 autres communes ont monté un syndicat intercommunal à vocations multiples, dont les compétences depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont :

- La création de lotissements, d'immeuble d'habitation,
- L'aménagement de zones industrielles créées avant janvier 2003,
- L'enlèvement et le traitement des ordures, déchets et des résidus,
- L'assainissement collectif et non collectif,
- Les travaux d'aménagement et d'entretien du Madon et de ses affluents.

Le SIVOM est composé : Ambacourt, Chauffecourt, Hymont, Mattaincourt, Mirecourt, Poussay et Ramecourt .

### 2.4.2 Les équipements scolaires et services communaux

#### Établissements scolaires

La commune dispose de quatre écoles, ce qui correspond à 10 classes de maternelles et 15 classes élémentaires.

##### - Écoles maternelles

Bassins (5 classes, 113 élèves),

Centre (5 classes, 114 élèves),

L'École Saint Pierre Fourier accueille également les élèves des classes maternelles et élémentaires (secteur privé).

##### - Écoles élémentaires

Bey (7 classes, 159 élèves),

Brahy (8 classes, 194 élèves).

##### - Enseignement secondaire

Pour l'enseignement secondaire général, MIRECOURT compte le collège Guy Dolmaire, nouvellement construit dans les règles HQE. Il peut accueillir 800 élèves.

Deux établissements scolaires proposent des formations professionnalisantes :

- Lycée d'Enseignement Général Technologique Agricole (LEGTA) enseignant des compétences techniques et théoriques sur les métiers de la forêt, de l'agriculture ou de l'environnement. Il intègre dans ses locaux un Centre de Formations d'Apprentis agricole et forestier, et un centre de formation professionnel et de promotion agricole et forestier. La ferme pédagogique se situe sur le territoire de Poussay.
- Lycée Jean-Baptiste Vuillaume, lycée d'enseignement général et technologique public. C'est en son sein qu' est décerné le Diplôme de métiers d'art Lutherie (DMA lutherie).

Des formations continues sont enfin accessibles aux adultes.

Un Centre d'aide par le travail (C.A.T) est présent sur la commune : E.S.A.T Le Relais (Etablissement et Service d'Aide par le Travail).

### Équipements administratifs et services publics

La commune veille à conserver les différents services publics nécessaires en tant que chef lieu de canton des Vosges :

- Trésor Public.
- La Maison des Pampres regroupant de nombreux services (Affichage des offres d'emploi, Accès internet, Saisi CV, fichier offres de logements, aide aux démarches administratives, ressources documentaires sur la santé,...).
- L'association La Bouée est tournée vers l'aide à l'emploi dans les domaines de l'entretien d'espaces verts, rivières, ramassage de carton.
- Centre Communal d'Action Sociale, offrant de nombreux services (Port de repas - transport de personnes âgées - aide alimentaire, eau, gaz, électricité - assistance matérielle, aide médicale - logement d'urgence).
- Agence d'intérim Adia est installée à Mirecourt.

Le Tribunal d'Instance et le Tribunal de Commerce ont disparu en 2009.

### Équipements culturels

La commune propose trois musées mettant en exergue les métiers traditionnels :

- Le musée de la lutherie et de l'archèterie,
- La maison de la musique mécanique,
- La Maison de la dentelle.

La commune dispose également d'une bibliothèque municipale (bibliothèque Aimé GAUGUE) munie d'une ludothèque.

La commune compte enfin un cinéma (le Rio) et une salle polyvalente (Espace Flambeau). Le théâtre est fermé depuis de nombreuses années. Il attend d'être restauré.

### Équipements sportifs

On compte sur la commune de MIRECOURT :

- Un complexe sportif avec 2 salles affectées à la pratique du basket-ball, du volley-ball, du Hand-ball, de la gymnastique, du tennis et autres activités scolaires ; et une salle pour les arts martiaux,
- Un gymnase,
- Une piscine de 25 m,
- Un stade comprenant un terrain en herbe, un terrain stabilisé, des installations d'athlétisme,
- Un boulodrome,
- 5 courts de tennis,
- 1 pas de tir à l'arc,
- 1 salle de gymnastique.

### Équipements de santé

La ville de Mirecourt compte deux hôpitaux :



- L'hôpital du Val du Madon a pour activité essentielle la gériatrie. Il a une capacité de 360 lits. Il propose une unité de Vie Protégée (Alzheimer) de 30 lits, médecine générale (8 lits), hébergement (323 lits).
- L'hôpital psychiatrique de Ravenel emploie 1142 personnes et 9 internes. Il dispose de 379 lits et 119 places répartis en 5 secteurs de psychiatrie générale et 2 secteurs de psychiatrie infanto-juvénile. La construction d'un foyer d'accueil médicalisé de 40 places hors site sur la commune de Mirecourt est achevée et une maison d'accueil spécialisée sur une commune avoisinante (Mattaincourt) est en cours de réalisation.
- La ville compte par ailleurs quatre pharmacies.

### Services et commerces

On trouve de nombreux commerces traditionnels dans la ville ancienne, concentrés autour de la rue du Général Leclerc - rue Chanzy. Les commerces de bouches et d'habillement sont fortement représentés (boulangeries, boucheries/charcuteries...).

MIRECOURT compte également deux supermarchés.

## **2.4.3 Les réseaux**

### **2.4.3.1 Les voies de communication et les transports**

La commune de MIRECOURT forme un nœud important à l'échelle du département.

Elle se situe d'une part sur le parcours de la RD 166 qui relie Neufchâteau à Épinal. Sur cet axe, on note une fréquentation moyenne de :

- 4720 véhicules par jour en direction d'Épinal sur la déviation de Mirecourt,
- 3770 véhicules par jour au niveau de Baudricourt en direction de Neufchâteau.

Elle permet de contourner la partie Est de la commune. Cependant, elle ne joue pas le rôle de liaison avec les quartiers d'habitation : les habitants sont obligés de passer par le centre ville pour accéder à leur domicile. Ceci induit un engorgement de l'axe principal qui à plus grande échelle est la route obligée pour relier Nancy.

L'axe principal du centre ville, composé de la RD 266 et la RD 413 (rejointe à Poussay par la RD 55), enregistre des fréquentations moyennes de :

- RD 413, en direction de Nancy en sortie de Poussay : 3340 véhicules par jour,
- RD 55, à Poussay en provenance de Charmes et de la N 57 : 3415 véhicules par jour,
- RD 266, pas de comptage précis : inférieur à 1000 véhicules par jour.

MIRECOURT apparaît comme un carrefour important entre les villes secondaires de la région et ne semble pas affecté par l'éloignement des autoroutes.

#### **Axes Est/Ouest**

La RD 166 (4835 véhicules par jour) permet de joindre Neufchâteau/Épinal et d'accéder à l'autoroute A31.

La RD 10 rejoint Mirecourt à la RN57 au niveau de Nomexy, en passant par de nombreux villages.

#### **Axes Nord/Sud**

la RD 266 sert de colonne vertébrale à la ville (2845 véhicules par jour). Elle se divise au nord en RD 413 puis en RD 913 et RD 55 pour relier Nancy via la RN57.

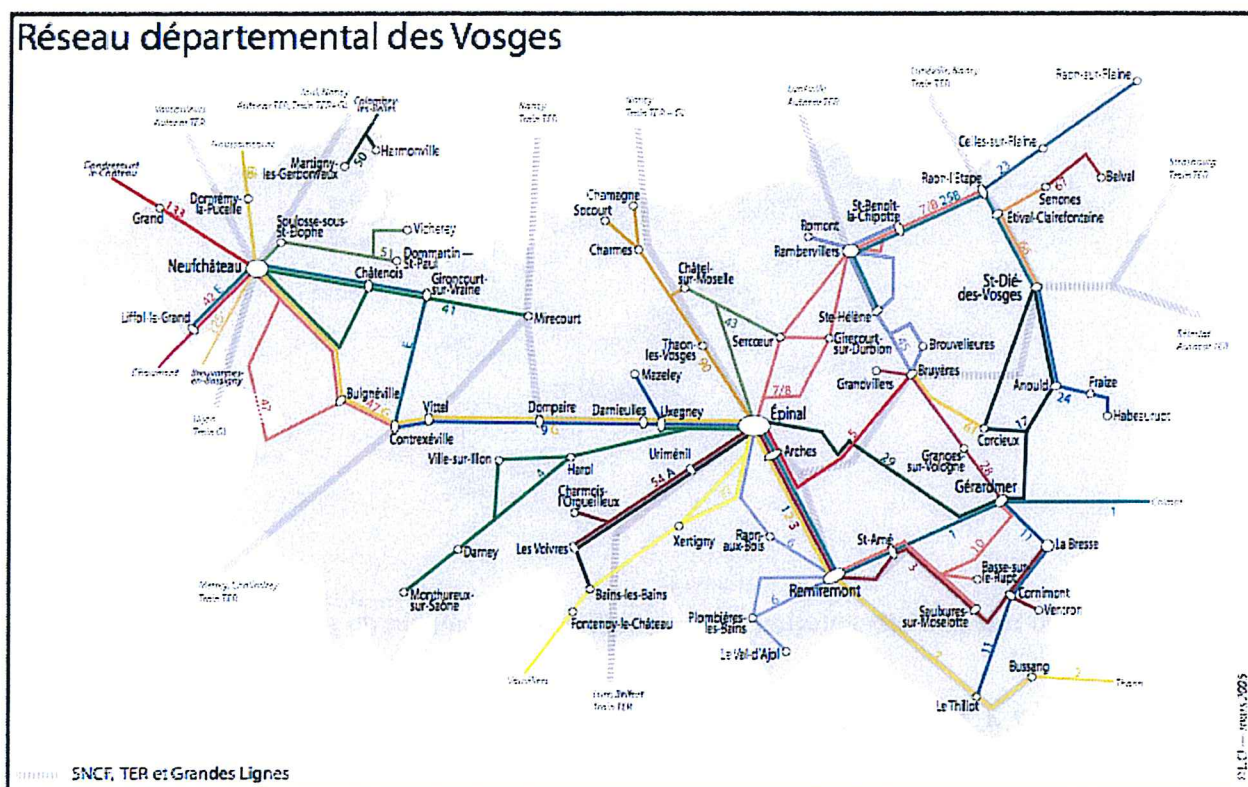
Plus au sud, la RD 266 (2570 véhicules par jour) se divise en RD429 et RD4 rejoignant la RD 165 qui relie Épinal à Vittel.

Le ramassage scolaire est pris en charge par le Conseil Général.

La gare SNCF de MIRECOURT est desservie par une ligne TER pour Nancy (4 - 5 allers-retours par jour, durée du trajet : 1h40 - ligne Nancy - Pont St-Vincent - Contrexéville - Merrey).

Une ligne de bus relie Mirecourt à Neufchâteau (2 allers-retours par jour, durée 0h45) et une autre à Épinal (5 allers-retours par jour, durée 0h40).

Mais ces lignes apparaissent encore insuffisantes pour être une véritable alternative à l'automobile.



#### 2.4.3.2 Alimentation en eau potable

L'eau potable est gérée par le Syndicat d'Eau Potable de la Région Mirecourtienne créé en novembre 1977. Il regroupe 20 communes et alimente une population totale de 10 629 habitants soit 4330 abonnés.

La commune de Mirecourt est alimentée par 3 forages :

- Un forage aux Grès Vosgiens à 469 m de profondeur en bordure de RD 166. Débit d'exploitation 100m<sup>3</sup>/h.
- Un forage aux Grès Vosgiens à 470 m de profondeur le long de la RD 166 à l'entrée de la commune de Ramecourt.
- Un forage aux Grès Vosgiens à 530 m de profondeur dans le secteur de Villers, desservant le Nord-Est de Mirecourt.

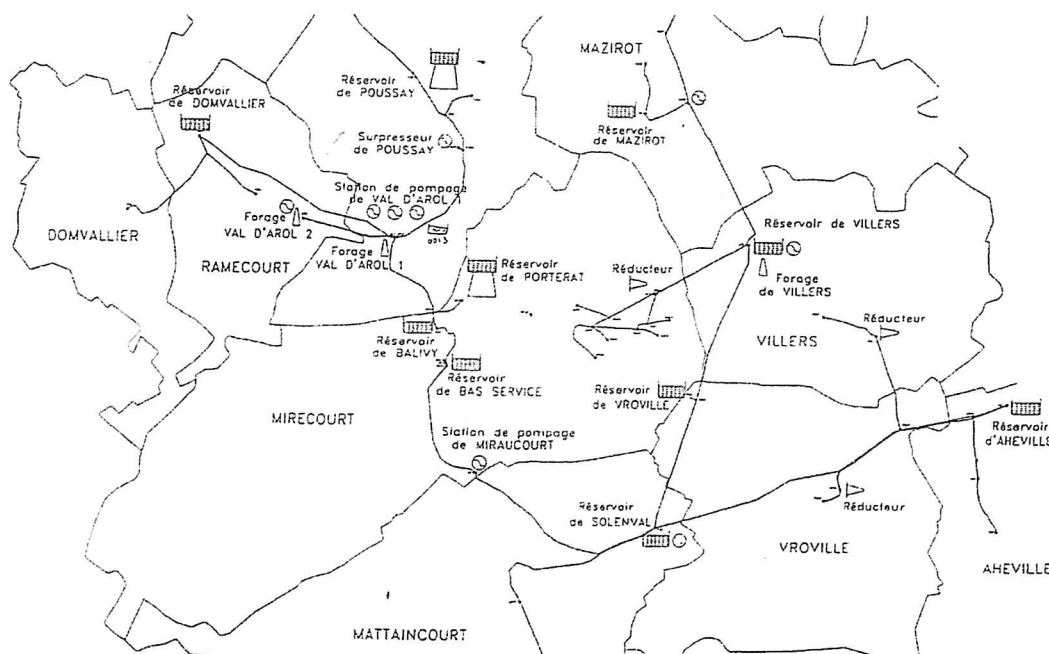
Le quatrième forage géré par le syndicat se situe à Ambacourt à une profondeur de 539 m.



L'eau de ces quatre forages est de bonne qualité. L'exigence par rapport au paramètre « arsenic 10µg/l » est satisfaite. L'eau se révèle de bonne qualité bactériologique. Il s'agit d'une eau à l'équilibre calcocarbonique de bonne qualité physico-chimique.

Le syndicat gère également les nombreux réservoirs ravitaillés par les différents forages, dont certains sont sur le territoire mirecuretien ou le desservent :

- « Porterat »
- « Bas Service »
- « Balivi »
- le réservoir de Villers



*Schéma simplifié du réseau d'alimentation en eau potable des communes du syndicat.*

#### 2.4.3.3 Assainissement

L'assainissement est pris en charge par le S.I.Vo.M.

Une nouvelle station d'épuration a été réalisée en 1999 et permet de traiter, en plus des résidus urbains, les effluents de l'Hôpital Ravenel et le site agroalimentaire de l'aéropôle Sud-Lorrain.

L'usine de traitement des eaux usées traite également les eaux des communes de : Hymont, Mattaincourt, Poussay, et l'Aréodrome Sud-Lorraine.

Elle utilise des procédés de prétraitement (dégrilleur, dégraisseur, dessableur) et d'un traitement biologique par des bactéries en culture libre. L'eau traitée est ensuite rejetée dans le Madon et les boues sont stockées avant épandage direct en agriculture sur une aire de stockage couverte située sur la commune de Poussay.

#### 2.4.3.4 Les déchets

La collecte et l'élimination des déchets (ordures ménagères, des déchets et des résidus) sont effectuées en régie par le S.I.Vo.M.

Les ordures ménagères sont orientées vers le quai de transit à Domvallier où elles sont compactées dans une benne prévue à cet effet, prises en charge et acheminées vers le centre d'incinération de Rambervillers par la société Sita Lorraine, par marché Sovotom à Dogneville.

Le S.I.Vo.M a mis en place une collecte sélective au porte à porte une fois par semaine pour les petits métaux, le papier et le plastique. Les sacs jaunes sont orientés vers le quai de transit à Domvallier où ils sont déposés dans une benne prévue à cet effet. Les bennes sont transportées au centre de tri Barisien à Vaudoncourt.

Il a disposé sur l'ensemble de son territoire des conteneurs de verre en apport volontaire.

Une déchetterie a été ouverte en juillet 2001. Elle permet aux particuliers et aux professionnels de se débarrasser des déchets encombrants ou dangereux. Sur place, un tri est effectué.

Les déchets verts sont stockés sur la zone de Mirecourt. Leur transformation est assurée par un exploitant agricole qui broie les branches pour en faire du compost agricole en collaboration avec la chambre d'agriculture.

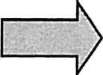
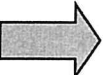


### 3 DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL AUX ENJEUX D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME

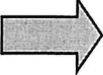
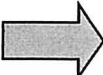
#### 3.1 DONNEES QUALITATIVES

Le relief de la commune est principalement marqué par la vallée du Madon et les coteaux. L'organisation du territoire communal s'identifie clairement : de part et d'autre de la vallée, l'urbanisation s'est effectuée à partir du noyau central pour conquérir les coteaux et le plateau ouest. Ce dernier accueille également la majorité des surfaces agricoles et forestières. Les paysages sont diversifiés.

##### 3.1.1 Le milieu physique


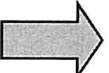

Diagnostic	Enjeux
Des milieux naturels diversifiés reconnus pour leur qualité paysagère.	 Préservation de ce patrimoine naturel et mise en valeur pour une meilleure connaissance par le grand public. Des points de vue remarquables à préserver.
Des zones humides, des milieux agricoles et naturels génèrent un biotope varié et de qualité.	 Maintenir un bon équilibre entre urbanisation et espaces naturels qu'il convient de préserver.

##### 3.1.2 Le paysage

Diagnostic	Enjeux
La ville ancienne : un paysage urbain à mettre en valeur en tenant compte des usages existants.	 Poursuite de la mise en valeur du patrimoine urbain et des milieux naturels, atouts pour la qualité de vie mais aussi pour le tourisme par le biais de la ZPPAUP (future AVAP).
Des paysages à mettre en valeur : les forêts et la vallée du Madon (manque de liaisons pour les promeneurs).	 Prise en compte des usages de la population pour lancer une politique en faveur des « déplacements doux » et mettre en valeur la présence du cours d'eau en milieu urbain.

### 3.1.3

### Caractéristiques du site urbain

Diagnostic	Enjeux
Patrimoine exceptionnel de la ville ancienne.	 <p>Accompagnement des mesures de protection du patrimoine architectural et requalification des espaces publics, émis dans le cadre de la ZPPAUP qui sera révisée en AVAP. Lutter contre l'insalubrité et la grande quantité de logements vacants.</p>
Incompatibilité entre la typologie du centre ancien et la présence massive de l'automobile.	 <p>Définir une politique de gestion du stationnement et des accès.</p>
Des quartiers diversifiés et manquant de cohérence entre eux.	 <p>Travailler sur les liaisons inter quartiers.</p>
La voie ferrée et le Madon : 2 frontières au cœur du milieu urbain.	<p>Travailler sur l'intégration du cours d'eau comme une partie primordiale de la qualité du paysage. Retravailler l'espace ferroviaire, notamment par l'aménagement des anciens quais militaires et la création de liaisons.</p>

## 3.2

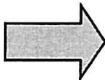
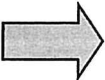
## CONTEXTE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE

L'activité économique repose principalement sur les nombreux services administratifs, scolaires, et de santé qui correspondent à la position de Mirecourt comme chef lieu de canton des Vosges. L'une des originalités de Mirecourt est d'accueillir des activités artisanales et industrielles très spécifiques : une filière traditionnelle d'artisanat autour des métiers de la lutherie et archèterie. Ces activités évoquant la tradition sont cohérentes avec la mise en valeur d'un patrimoine architectural majeur et des milieux naturels remarquables.

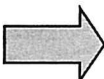
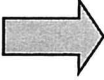
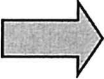
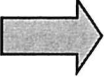
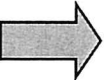
Le carrefour des infrastructures routières et ferroviaires à la confluence ou parallèlement au Madon crée un morcellement de la ville. Une amélioration des relations entre quartiers de part et d'autre de la voie ferrée et du Madon semble une priorité.



### 3.2.1 La population

Diagnostic		Enjeux
Un vieillissement progressif de la population		Actions ciblées (en faveur de l'emploi, de la qualité de vie...) pour maintenir la population jeune
Une population de plus en plus mobile		Adapter le parc de logements disponibles (offre de petits locatifs)

### 3.2.2 Les activités économiques et l'emploi

Diagnostic		Enjeux
Un pôle national d'artisanat.		Développer et valoriser les savoir-faire en améliorant l'accès aux lieux de production
Un pôle administratif, commercial et industriel pour l'ouest des Vosges.		Conforter la centralité de MIRECOURT en améliorant l'accès du centre-ville aux piétons.
Un commerce de proximité victime d'un important turn-over.		Maintenir les activités existantes et favoriser l'implantation de nouveaux commerces.
Un secteur touristique voué à se développer.		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer une offre touristique plus générale en s'appuyant sur le patrimoine urbain et la mise en valeur des espaces naturels</li> <li>- Améliorer les capacités d'hébergement.</li> </ul>
Une zone d'activités industrielles peu aménagée et peu lisible.		Apporter une qualité à la zone et favoriser l'implantation d'activités.

### 3.2.3 Le logement

Diagnostic	Enjeux
Une population de plus en plus mobile	Proposer un parc de logements plus flexible
Un centre ville en désuétude	Mener des actions de restauration de l'immobilier tout en le modernisant afin de répondre aux demandes en logements locatifs ou d'accession. Lutter contre le logement vacant.

### 3.2.4 Les équipements, services et infrastructures

Diagnostic	Enjeux
Des équipements publics sont très nombreux	Conforter Mirecourt comme pôle pour les équipements administratifs, scolaires et de santé.
Un bon niveau de services et de commerces en centre-ville mais un problème d'accessibilité pour les piétons	Améliorer le fonctionnement et le cadre de vie du centre-ville. L'amélioration du trafic et l'accès au centre-ville sont des priorités.
La voie ferrée entraîne un morcellement de la ville	Améliorer son franchissement pour créer les relations entre les différentes parties de la ville.





## **2<sup>ème</sup> PARTIE : CONTRAINTES PARTICULIERES**





Le dossier Départemental des Risques Majeurs a été établi en 2004. Il recense les risques naturels et technologiques afférents à la commune.

## 1. LES CONTRAINTES NATURELLES

### 1.1 Les Contraintes Naturelles

#### 1.1.1 Les zones inondables

La commune de Mirecourt est concernée par les crues du Madon. La commune est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Inondation dit « PPRi du Madon Centre ». Ce document, approuvé le 29 août 2008, englobe 12 communes. Le PPRi vaut servitude d'utilité publique.

Le risque inondation implique une limitation des occupations et utilisations des sols dans les secteurs concernés.

Ce PPRi détermine les mesures d'interdiction et de prévention à mettre en œuvre contre le risque d'inondation dû aux débordements du Madon. L'objectif est triple :

- Interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses et les limiter dans les autres zones inondables,
- Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues,
- Sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité de leur paysage.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Inondation sur la commune de Mirecourt comporte deux zones :

- Les zones rouges sont les plus exposées. Le développement y est strictement contrôlé. Cette zone représente la zone d'expansion des crues à préserver de toute utilisation nouvelle afin de ne pas aggraver les inondations en aval, mais aussi en amont.
- Les zones bleues sont déjà urbanisées. C'est une zone d'autorisation avec des prescriptions spécifiques. Des constructions nouvelles peuvent y être autorisées sous réserve de respecter certaines conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation.

#### 1.1.2 Arrêtés de l'état de catastrophe naturelle

La commune de Mirecourt est référencée à l'inventaire des communes qui ont été concernées par des inondations, des coulées de boues et des mouvements de terrain.

Elle a fait l'objet d'arrêtés portant constatation de l'état de catastrophe naturelle.

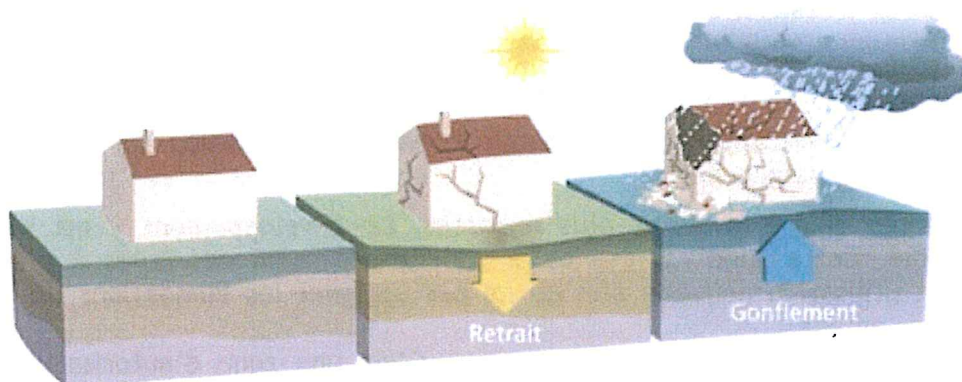
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 09/04/1983 au 10/04/1983	Arrêté du 16/05/1983
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 23/05/1983 au 26/05/1983	Arrêté du 03/08/1983
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 12/09/1986 au 17/09/1986	Arrêté du 21/01/1987
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 18/12/1989 au 19/12/1989	Arrêté du 16/03/1990
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 17/01/1995 au 31/01/1995	Arrêté du 06/02/1995
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 10/11/1996 au 13/11/1996	Arrêté du 21/01/1997



coulées de boues		
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 28/10/1998 au 31/10/1998	Arrêté du 21/01/1999
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 25/12/1999 au 29/12/1999	Arrêté du 29/12/1999
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 29/12/2001 au 30/12/2001	Arrêté du 26/04/2002
Inondations par crues, ruissellement et coulées de boues	Du 03/10/2006 au 04/10/2006	Arrêté du 01/12/2006
Mouvement de terrain	Du 25/12/1999 au 29/12/1999	Arrêté du 29/12/1999

### 1.1.3 L'aléa retrait-gonflement des argiles.

La commune de Mirecourt est soumise à l'aléa de retrait-gonflement des argiles (**risque faible à nul**). En effet, les alternances de sécheresse et de réhydratation de certains sols argileux peuvent provoquer des déformations de surface (tassement éventuellement suivi d'un gonflement des sols) susceptibles d'endommager parfois très sérieusement la structure des bâtiments et ouvrages fondés superficiellement. Ce phénomène ne met guère en danger la population mais il est en revanche fort coûteux au titre de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles.



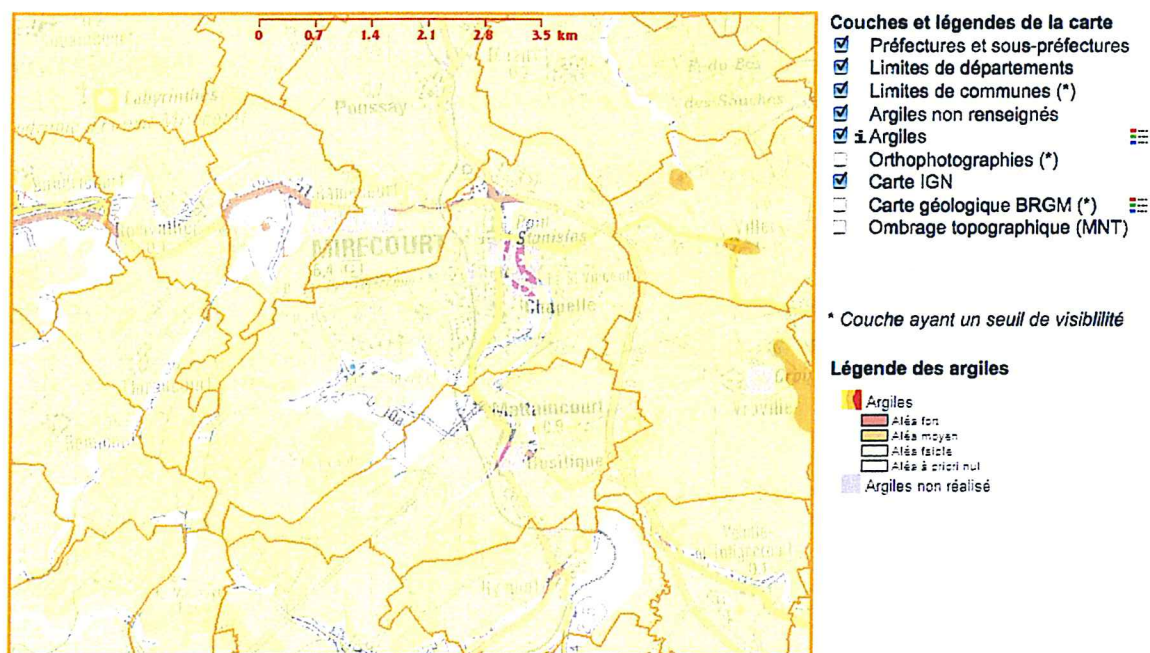
Source : Ministère de l'Ecologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire.

L'aléa retrait-gonflement des argiles est particulier car il ne conduit jamais à une interdiction de construire, mais à des prescriptions constructibles applicables principalement aux nouveaux projets. La prévention des risques liés à la sécheresse se traduit par la délimitation des secteurs exposés au risque de retrait-gonflement. Des cartes d'aléa ont été élaborées à cet effet (voir carte page suivante).

La commune est en partie comprise dans une zone d'aléa moyen où la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante, mais ces désordres ne toucheront qu'une partie des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

Mirecourt ne possède pas de Plan de Prévention des Risques spécifique à l'aléa retrait-gonflement des argiles. Il convient aux maîtres d'ouvrage et/ou constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène et de limiter ses conséquences sur le projet en adaptant celui-ci au site.





Échelle de validité des cartes d'aléa : 1/50 000

### L'aléa retrait gonflement des argiles sur la commune de Mirecourt

Source : <http://www.argiles.fr>

#### 1.1.3 Nappe des grès du Trias inférieur - Prise en compte du SDAGE

« Le développement de l'urbanisation s'accompagne toujours d'une perturbation, plus ou moins importante, du parcours local de l'eau, notamment parce que :

- Le prélèvement de ressources en eau est nécessaire pour assurer l'approvisionnement des nouvelles activités ou habitations;
- L'imperméabilisation des sols modifie les conditions d'écoulement et d'infiltration des eaux;
- La présence humaine génère la production d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qui sont recueillies, transportées, épurées et rejetées dans le milieu environnant dans des conditions qui, par conséquent, modifie ce milieu environnant initial. »

Une situation de déséquilibre se pose pour la nappe des grès du Trias inférieur sur le secteur de Mirecourt due à des prélèvements trop importants dans certaines nappes souterraines, au regard de leur capacité de recharge.

Ce déséquilibre doit donc être pris en compte, notamment par des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (noues, de bassins d'infiltration, de puits d'infiltration, de tranchées drainantes, de chaussées réservoir, de toits stockants, de bassins de stockage à débit limité etc. en remplacement des solutions « tout tuyau ») mais aussi la possibilité de récupération des eaux pluviales dans des citernes prévues à cet effet et la réutilisation de ces eaux pluviales pour l'arrosage des jardins, le lavage des automobiles, etc.

#### Orientations du SDAGE :

« Dans les zones caractérisées par un déséquilibre important entre les prélèvements effectués dans une nappe souterraine et les conditions de recharge de cette même nappe,



*les projets nécessitant déclaration ou autorisation soumise au Code de l'environnement doivent être accompagnés de dispositions visant à assurer au maximum l'infiltration des eaux pluviales ou des eaux résiduaires ne nécessitant pas ou plus d'épuration.*

*Dans les zones caractérisées par déséquilibre grave entre les prélèvements effectués dans une nappe souterraine et les conditions de recharge de cette même nappe, les nouvelles ouvertures à l'urbanisation et les projets nécessitant déclaration ou autorisation soumise au Code de l'environnement doivent être accompagnés de dispositions visant à assurer au maximum le recueil et la réutilisation des eaux pluviales ou les eaux de process industriel, afin de limiter Les prélèvements dans les ressources surexploitées. »*

**Dans ce but, l'article 4 du règlement impose la gestion des eaux pluviales sur la parcelle.**

## 2. LES CONTRAINTES TECHNOLOGIQUES

### 2.1 Transport de matières dangereuses : Gaz haute pression

Une canalisation de transport de gaz haute pression, protégée par une Servitude d'Utilité Publique de type IA3, se situe sur la commune. Toute nouvelle construction à moins de 15 m est interdite.

### 2.2 Installations classées soumises à déclaration :

Les installations suivantes sont soumises à déclaration :

- GAEC DU HAUT DE LA VIGNE (Culture et élevage associés).
- INRA (élevage bovin).

« Aujourd'hui les activités du Centre sont organisées autour de trois thématiques :

1. Forêts : écologie fonctionnelle, environnement et produits,
2. Transferts, sécurité et qualité dans la chaîne alimentaire,
3. Agriculture économe et autonome pour le développement durable des territoires.

*Le réseau des équipes INRA en Lorraine, qu'il s'agisse d'Unité de Recherche, d'Unités Sous Contrat ou d'Unités Mixtes de Recherche, fédère la majorité des équipes de recherche sur les écosystèmes ou l'agro-alimentaire en Lorraine, soit une communauté de recherche d'environ 500 personnes, réparties entre 3 établissements d'enseignement supérieur et cinq sites, outre les deux campus propres de l'Institut. Cette fédération et l'influence de l'INRA en Lorraine dépassent donc très largement la distribution de ses agents, très majoritairement concentrés sur des thématiques forestières. Au delà, le Centre INRA de Nancy est un acteur du pôle FABELOR, le pôle de compétence lorrain en sciences du vivant.*

*Demain*

*Les enjeux environnementaux, forestiers, agricoles, alimentaires, énergétiques sont de plus en plus prégnants à l'échelle mondiale et peuvent localement conduire à des tensions. Nos champs de compétence seront sollicités de manière croissante pour préserver la biodiversité, développer de nouvelles biotechnologies, contribuer à la production d'énergie, garantir l'accès à une eau et à une alimentation de qualité, bâtir un écosystème propice à l'épanouissement de chacun. »*

### 2.3 Rappel de l'article L111-3 du code rural

Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240

*« Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes. Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.*

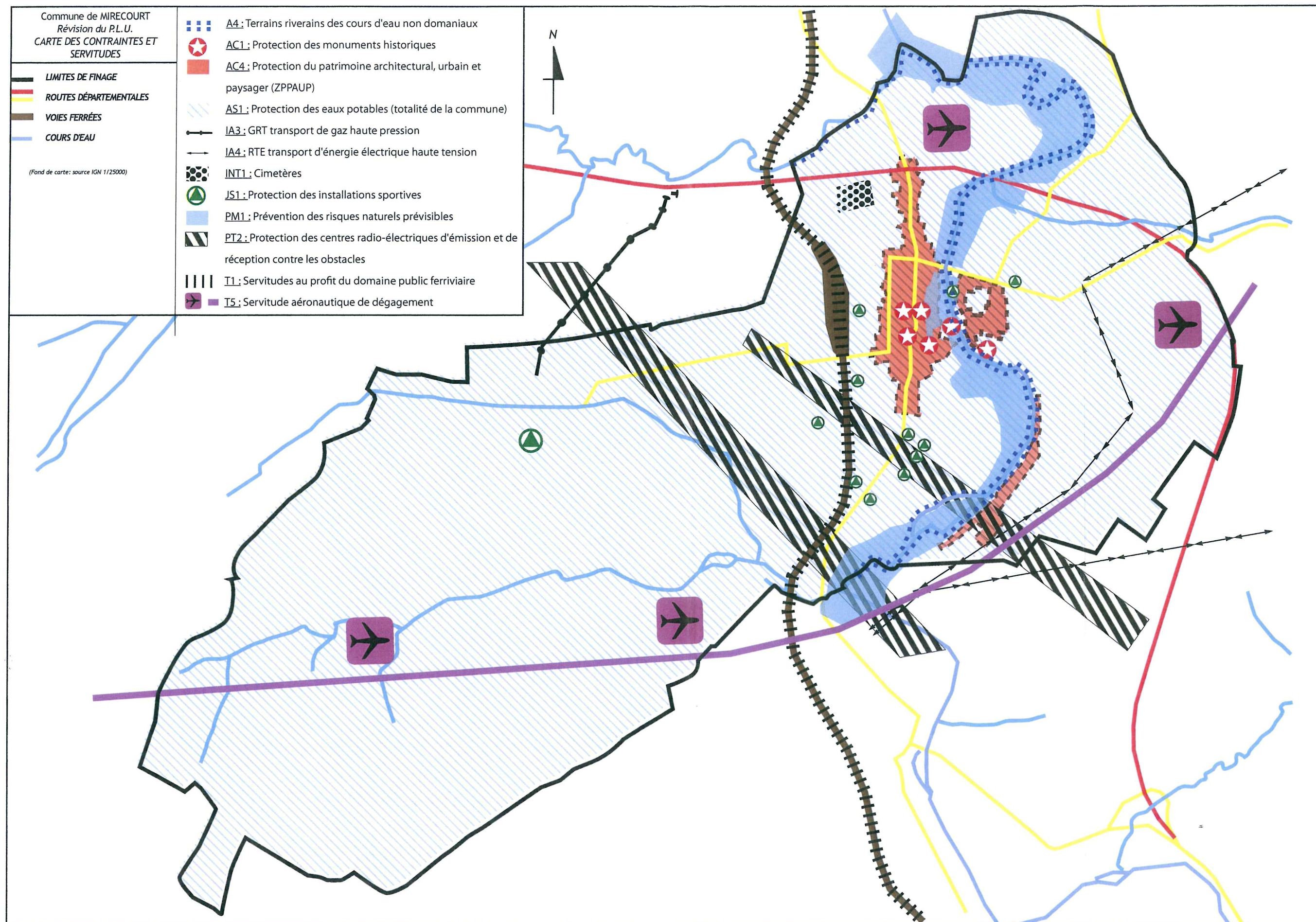


*Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations. Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa. Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent.*

**NOTA:**

*Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement. »*







# **3<sup>ème</sup> PARTIE**

## **OBJECTIFS DE LA REVISION**





# **1. RAPPEL DES MOTIVATIONS AYANT PRECEDEES LA REVISION DU P.L.U**

## **1.1 Les objectifs urbanistiques**

Les objectifs de cette révision consistent à :

- Maintenir l'équilibre entre les zones urbaines, les espaces ouverts et les espaces naturels pour garantir des paysages de qualité qui participent à l'attractivité du territoire.
- Favoriser le développement harmonieux et durable du territoire en matière d'environnement, d'activité économique, de circulations et de mixité sociale.
- Réduire la surface des zones à urbaniser pour répondre aux besoins tout en maintenant de l'espace naturel
- Prendre en compte les zones humides et inondables et les exclure des zones urbaines ou à urbaniser autant que possible
- Encourager une architecture et un urbanisme de qualité en travaillant notamment sur les caractéristiques des terrains, les volumétries des constructions et en veillant à la qualité architecturale et environnementale des extensions urbaines et des réhabilitations.
- Soutenir le développement de l'habitat principal pour maintenir la population et le dynamisme de la commune.
- Identifier les risques susceptibles de concerner la commune.
- Promouvoir des modes de fréquentation doux par la création des pistes cyclables, de cheminements piétonniers,...

### **1.1.1 Les zones urbaines**

Les objectifs d'aménagement retenus dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable sont les suivants :

- Ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation de façon mesurée et réfléchie,
- Poursuivre la politique de diversification de l'offre et du type d'habitat,
- Préserver un cadre environnemental et architectural de qualité,
- Poursuivre la réhabilitation du patrimoine existant,
- Préserver l'identité urbaine et patrimoniale de la commune,
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel,
- Maintenir les emplois actuels et favoriser le développement de nouveaux secteurs d'activités,
- Maintenir les services et commerces de proximité,
- Poursuivre la politique de développement du tourisme et des loisirs,
- Résoudre la problématique de la circulation aux différentes échelles,
- Poursuivre le développement des circulations douces,
- Préserver le potentiel environnemental.

L'objectif communal est d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation. Il s'agit à la fois de fixer la population résidant déjà sur le ban communal et d'attirer de nouveaux habitants.

Pour réaliser ces objectifs, un découpage en sept zones urbaines et à urbaniser sur tout le territoire de la commune a été effectué. A chacune d'entre elles, s'applique un ensemble de dispositions réglementaires constituées par la combinaison des règles d'urbanisme.

Les règles d'urbanisme sont formées par l'ensemble des prescriptions relatives à l'affectation des sols, à la desserte par les réseaux, à la forme et à la surface des

parcelles, à l'implantation, à l'emprise au sol, à l'aspect extérieur des constructions, au stationnement et aux espaces verts.

Le but est également de travailler sur un renouvellement urbain en valorisant des zones d'habitat déjà disponibles et d'éviter l'étalement et le mitage.

### 1.1.2 Les zones naturelles et agricoles

La préservation des espaces naturels, des paysages et des perspectives est un enjeu primordial. Mettre en valeur le paysage et assurer sa protection participe aussi à la qualité du cadre de vie.

Différentes mesures sont alors envisagées, visant la prise en compte et la sauvegarde environnementale du cadre de vie :

- Préserver la vallée du Madon, d'une part en raison de son caractère inondable, d'autre part pour les qualités paysagères qu'elle apporte, ainsi que les zones humides et les rives des ruisseaux,
- Assurer la pérennité et la qualité des autres composants naturels du paysage : espaces agricoles, zones boisées ...,
- Relever et maintenir les perspectives remarquables sur le territoire,
- Veiller à l'intégration paysagère de toutes nouvelles opérations d'aménagement qu'elles soient à destination d'habitat, d'activités économiques ou de loisirs : prise en compte du relief, de la végétation existante, de l'écoulement naturel de l'eau, ...
- Préserver les ressources en eau potable,
- Entretenir les espaces végétalisés par une gestion différenciée, mode d'actions diversifiées et coordonnées dont l'objectif premier est l'entretien des espaces verts en ville, selon leur spécificité paysagère et leur fonction dans l'espace urbain, le but étant d'assurer la biodiversité et de diminuer l'utilisation des produits phytosanitaires,
- Maintenir une marge d'isolement par rapport aux lisières forestières,
- Protéger des zones de vergers, ...
- Préserver les zones agricoles par un règlement approprié,
- Développer des jardins potagers familiaux afin de répondre à une demande visant une amélioration de la qualité de la vie urbaine et la conservation d'écosystèmes en milieu urbain.



## 2. CONCRETISATION DES OBJECTIFS DE LA REVISION DU P.L.U.

Au niveau du zonage et du règlement, l'évolution de la législation (mise en application de la loi SRU) nécessite une mise à jour de l'ensemble des documents constitutifs du dossier. Elle se traduit par une re-dénomination des zones et des secteurs. Hormis un recalage des limites de zone, la création de certaines d'entre elles sont l'expression du projet d'aménagement et de développement durable.

### 2.1 L'évolution du zonage

#### ANCIENNE ZONES UA

Cette zone correspond au centre de la ville de Mirecourt ainsi que le Faubourg St Vincent, qui sont caractérisés par une forte densité et un bâti ancien.

Les secteurs déjà urbanisés inclus au PPRi sont indexés « .i ».

- La zone UA au lieu-dit « La ville » est modifiée. Les espaces inondables aux abords du Madon sont requalifiés en secteur UA.i (inondable).

De plus, un secteur UA.f est créé autour de la zone UA existante. Il s'agit d'espaces ayant une morphologie de faubourg du centre ancien.

Au nord, une partie des parcelles de l'ancienne zone UA.a est reprise mais la limite est revue. Plusieurs parcelles bâties situées de part et d'autre de l'Avenue Sainte Cécile classées en zone UB.a au POS sont intégrées à la zone UA. Au Sud, les parcelles 65 à 70, 481 à 483, 404 et 396 qui étaient en zone UB.a sont maintenant intégrées en zone UA.f. Au niveau de la Place Thierry, un secteur UA.fi est créé. La limite de la zone est également recalée sur ce secteur.

Rue Sarron, la limite de la zone UA avec la zone UB est également recalée.

- Au lieu-dit « Avenue Victor Hugo » Le secteur UA.a est renommé UA.f. Le Nord de la zone est requalifié en zone UB, à l'exception des bâtiments situés sur les parcelles 363 et 397 (zone UC). Le reste de la zone est reclassé en secteur UA.f.

Des recalages sont effectués sur certaines parcelles. Le secteur inclut les parcelles 70 et 52a et exclut la partie arrière de l'hôpital.

A l'Est de la zone, les parcelles bâties sont reclassées en N.h et les parcelles non bâties en N.j.

- La zone UA.a au lieu-dit « Neuf Moulin » est intégrée à la zone UB. La partie de la parcelle 177 est en zone naturelle de jardin.

- La zone UA au lieu-dit « Faubourg Saint Vincent » est également modifiée. En effet, un secteur UA.i est créé à l'Est du Madon, le long du Quai « Le Breuil » et « François Clasquin ». Il intègre la parcelle 226 qui était en zone NA.a du POS.

Au Nord, un secteur UA.f est également créé, sur une partie de l'ancienne zone NA.a et de l'ancienne zone UA.

La parcelle 428 classée UA au P.O.S est déclassée en N.j. correspondant à des jardins.

Au lieu-dit « Sous la Voute », la partie Sud de la zone UA a une densité de bâti moins importante, elle est donc reclassée en UB et en UB.i pour les zones inondables.

Le reste de la zone reste en UA et intègre les parcelles 117, 122, 133, 264, et 265 au lieu-dit « Derrière les chanvres ».

## **ANCIENNES ZONES UB**

Cette zone se trouve aux abords de la zone UA au Nord, au Sud et à l'Ouest et regroupe les principaux équipements. Elle a une densité moyenne. Le parcellaire est plus lâche, cela explique cette densité moins importante.

Elle comprend des secteurs spécifiques :

- UB.a : Secteur urbanisé depuis le début du siècle
- UB.b : Secteur en voie d'urbanisation
- UB.c : Secteurs des cités
- UB.h : Secteur hôpital
- UB.i : compris dans le PPRi

Au lieu-dit « Les anciennes cités » et « Les nouvelles cités » :

- La zone au Nord est découpée au niveau de l'avenue Victor Hugo. La limite avec la zone UA est revue. Les parcelles qui accueillent de l'activité sont reclassées en zone UE et les parcelles des cités sont intégrées au secteur UB.c.
- La limite est modifiée sur les parcelles 63 et 278 de la zone UB.b et les parcelles situées de part et d'autre de l'Avenue Victor Hugo de l'ancienne zone UA.a.
- Une partie des parcelles 493 et 495 qui ne sont pas bâties sont reclassées en zone 1AU.
- Les parcelles de la zone UB situées au Nord et au Sud de la rue Georges Lefevre sont intégrées au secteur UB.c.

Au lieu-dit « Fond de Jainveau », la zone s'agrandit. Elle comporte les parcelles situées au Nord de la ruelle du Pré Paradis et à l'Ouest de la rue Jean Eulry ainsi que la parcelle 319 et une partie du chemin de fer de Nancy à Mirecourt qui est en zone UF au P.O.S.

Au lieu-dit « Rue Germini », l'ancienne zone UB.b du P.O.S est coupée en quatre nouvelles zones au P.L.U. :

- Au Nord de la rue de Chambec, la zone est reclassée 1AU
- A partir de la ruelle du cimetière la zone est reclassée en U B.h (secteur hôpital).

Au lieu-dit « Avenue Foch », la zone est modifiée au P.L.U. En effet, elle perd les parcelles qui donnent sur la rue Sainte Cécile, l'Avenue Graillet et la rue Colonel Mangin. Ces parcelles sont maintenant dans les zones UA.f et UA. La zone inclut l'ancienne zone UF.a et une partie de la zone UF. Elle inclut également au Nord, une partie des parcelles 17, 19, 173 et 335.

Au lieu-dit « Le Neuf Moulin », la zone s'agrandit avec les parcelles 190, 192, 189, 306 de l'ancienne zone UA. Elle gagne également toutes les parcelles de l'ancienne zone UA.a de la rue du Moulin à l'exception d'une partie de la parcelle 177a ; ainsi que toutes les parcelles de l'ancienne zone NA.c au lieu-dit « Le Neuf Moulin » aujourd'hui construites (collège)

Au Sud, elle perd les parcelles 2, 168 et 169 qui sont reclassées en N.i. et gagne les parcelles 138 et 139 permettant leur constructibilité. Elle récupère également, une partie de la voie de chemin de fer en zone UF.

Au lieu-dit « Sous la Voute », une zone UB est créée sur la zone ND.a et UA du P.O.S. La parcelle bâtie 146 est en zone inondable est classée UB.i.



### ANCIENNE ZONE UC

L'ensemble de cette zone correspond à l'extension urbaine.  
Les secteurs inclus au PPRi sont indexés « .i ».

Au lieu-dit « Les Anciennes Citées » la zone s'agrandit avec les bâtiments des parcelles 363, 397 et 400 (anciennement UB) afin d'avoir un zonage cohérent avec le parcellaire.

Au lieu-dit « Les Nouvelles Citées » les parcelles 493 à 496 et 488 sont reclassées en 1AU.  
La zone UC au lieu-dit « La Fontaine qui Boue » se réduit fortement.

Au Nord-Est, les parcelles 482, 426, 113, 423, 485 et 486 sont reclassées en UE (pour l'activité) et les parcelles 105 à 107, 431, 273, 270 et 271 sont reclassées en zone naturelle.

Au Nord-Ouest, les parcelles naturelles inondables longeant le Val d'Arol sont classées en zone N.i.

Au lieu-dit « Derrière la ville » les parcelles 155, 82, 83, 87 et 88 au Nord sont classées en 1AU. Les trois parcelles de la zone UF.a sont ajoutées à la zone UC ainsi que la partie Sud de la voie de chemin de fer. Le fond de la parcelle 12 de la zone ND au P.O.S est également intégrée à la zone .

Au lieu-dit « Le Breuil », les parcelles 469 et 471, sont intégrées complètement à la zone UC. La zone inondable est reclassée UC.i.

### ANCIENNE ZONES UD

L'ensemble de cette zone est composé d'habitat pavillonnaire et d'équipements.  
Les secteurs sont les suivants :

UD.a : secteur du centre hospitalier spécialisé

UD.i : compris dans le PPRi

UD.r : Secteur correspondant à la ferme du Joly (INRA)

UD.g : Secteur de l'aire d'accueil des gens du voyage

UD.e : Secteur potentiellement humide

Au lieu-dit « A la Maison Blanche », la parcelle 254 et une partie des parcelles 247 à 251 qui étaient en NA deviennent UD.

Au lieu-dit « Devant le Bois du Four », un secteur UD.e est créé.

Au lieu-dit « Patis du Bois du Four ». La zone est modifiée. Les parcelles 55 à 58, 89 et 90 sont reclassées N.j au P.L.U.

Au lieu dit « Au Joly », le site de l'INRA est classé en UD.r.

Au lieu-dit « Ravenel », les limites de la zone UD.a ne change pas. Une zone A.e est créée au centre de celle-ci.

La zone UD.b du P.O.S, située à l'Est de la commune, est reclassée UD au P.L.U. Cette zone est fortement modifiée :

- Un secteur UD.i est créé le long du chemin du Breuil sur les parties inondables de l'ancienne zone UD.b. du P.O.S.
- Au lieu-dit « Haut de Talan », les parcelles 469 et 471 sont reclassées en zone UC afin de définir une zone cohérente avec le parcellaire.
- Au lieu-dit « Champs sous la basse des prés », les parcelles de la UD.b du P.O.S n° 9 à 12, 49, 50, 455 et 456 sont reclassées en N.e au P.L.U. Une nouvelle zone est également créée sur la parcelle 22 de l'ancienne zone NA pour inclure l'aire d'accueil des gens du voyage.
- Au lieu-dit la Basse des Prés, les limites sont également modifiées, incluant les parcelles construites et excluant les terrains naturels.
- Au lieu-dit « le Chano », les parcelles 101 à 104, 118, 119, 189, 918, 919, 921 à 923, 438 à 440 et 442 sont classées UD car construites ou potentiellement constructibles.
- Au lieu-dit « Beau Lieux » les parcelles 77 à 79, 71 à 73, 102, 100, 99, 94 appartenant à la zone NA sont intégrées à la zone UD.
- Au lieu-dit « Derrière les Chanvre », la parcelle 131 est incluse à la zone naturelle car elle n'a pas d'accès ni de réseaux.

### **ANCIENNE ZONE UE**

L'ensemble de cette zone est réservé aux activités.

Les secteurs sont les suivants :

UE.a : secteur à hauteur limitée

UE.b : secteur du silo

UE.i : compris dans le PPRI

Au lieu-dit « Fain d'Arol » la zone UE est fortement réduite par rapport au P.O.S. Les parcelles 1 à 3 sont intégrées à la zone N.i.

Les terrains où sont implantées des activités et qui sont le long du Madon sont reclassés en zone UE.i, cela concerne la parcelle 337 et une partie de la 338.

Au lieu-dit « Patis du Pont Arol » les terrains vides disponibles sont classés en zone N.i. Les limites de cette zone suivent les limites communales.

La zone UE s'agrandit à l'Ouest avec les parcelles 415 à 418, 380, 381, 286, 367, 369, 302, 266 et 5 de l'ancienne zone UB et avec les parcelles 482, 113, 426, 486, 423, 429, 428 et 425 de l'ancienne zone UC.

Au lieu-dit « Rue Clémenceau », la zone UE.a est conservée, elle inclut maintenant une partie de la zone UF.

### **ANCIENNE ZONE UF**

L'ensemble de cette zone correspondait à la zone d'activité ferroviaire. La zone est supprimée et réintégrée dans les zones UB, UC, UE et N

### **ANCIENNE ZONE UL**

Une zone UL est créée sur l'ancienne zone ND.a. Elle est placée sur les parcelles 199, 200, 291 et 292.



### **ANCIENNE ZONE NA, NOUVELLE ZONE 1AU**

Les zones NA correspondaient à des zones d'extension future à vocation résidentielle, elles sont reconduites dans le P.L.U sous les appellations 1AU.

Au lieu-dit « Fond de Jainveau », la zone NA perd les parcelles 100 et 254, ainsi qu'une partie des parcelles 247 à 251.

Au lieu- dit « Devant le Bois du Four », une zone 1AU est créée. Elle contient les parcelles de l'ancienne zone UC n°155, 82, 83, 87 et 88 et de l'ancienne zone UD n°76 à 79.

Au lieu-dit « La Fin du Murget », la zone NA a été supprimée. Une zone 1AU est créée au Nord sur les parcelles 140 et 193. Le reste de la zone est classée en zone A.

Au lieu-dit « Patis du Bois du Four », la zone est supprimée au P.L.U. Cette zone est reclassée en zone N.e. et en zone N.j.

Au lieu-dit « Balivi » la zone NA est modifiée, elle est en grande partie reclassée en 1AU.e. mais l'extrémité de la zone est classée 2AU pour une urbanisation sur du plus long terme.

Au lieu-dit « Les Nouvelles Cités », deux zones 1AU sont créées. Une première au Nord, sur les parcelles 493 à 496 de l'ancienne zone UC. Et une seconde au Sud, sur les parcelles 305 et 307 de l'ancienne zone UB.

La zone NA est fortement modifiée à l'Est de la commune :

- Au lieu dit « Sous beau lieu » et « Chano », deux zones 1AU sont créées.
- Au lieu dit « Champs sur la basse des prés », les parcelles 21 et 23 sont exclues pour créer une zone UD.g, pour l'accueil des gens du voyage. La parcelle 22 est reclassée en UD. Le reste de la zone est reclassé en N.
- Les parcelles de la partie haute de la zone NA, le long du ruisseau de la Basse des Prés et les parcelles au lieu-dit « Chano » sont reclassées en N.e.
- Une partie des parcelles 77 à 79 et 71 à 73 est exclue de la zone et classée en UD. Tout comme les parcelles 94, 99, 100 et 102.
- Au lieu-dit « Les Vignes Daniel », les parcelles bâties sont classées en zone N.h.
- Au lieu-dit « Les Petits Beaux Lieux », une zone N.h est créée sur les parcelles 103 et 65.
- Les parcelles de l'ancienne zone NA situées au Sud de la rue Charles Nicolas Bazin sont reclassées en zone N.j et UD.
- Au lieu-dit « Derrières les Chanvres », les parcelles 122, 117, 113, 265 et 264 sont reclassées en UA.

Au lieu-dit « Faubourg Saint Vincent », la zone NA.a est supprimée, les parcelles sont reclassées en zone UA.f et en zone N.j.

La zone NA.a, au lieu-dit « Faubourg Saint Vincent » a été modifiée. La partie Nord de la zone est reclassée en zone UA.f. Le centre, composé de terrains non bâtis est requalifié en zone N.j. et intègre la parcelle 428. La parcelle 226 est reclassée en zone UA.i. Et enfin, les parcelles 221 et 219, une partie des parcelles 186 à 188 sont reclassées en UA.

Au lieu-dit « Le Neuf Moulin », la zone NA.c est requalifiée en totalité en zone UB.

### **NOUVELLE ZONE 2AU**

Une nouvelle zone 2AU est créée à Balivi pour une extension future sur du long terme au détriment de la zone 1NA du POS.

### **ANCIENNES ZONES NC, NOUVELLE ZONE A**

Les zones NC du P.O.S sont renommées zones A au P.L.U (loi S.R.U.).

Les secteurs potentiellement humides seront indexés « .e ».

La zone NC à l'Est de la commune est fortement modifiée :

- Au lieu-dit « Basse des Prés », la partie de la zone située au Nord de la route départementale est reclassée en N.i.
- Le reste de la zone est reclassée en N. À l'exception des parcelles 22, 23, 15 et 16 qui sont reclassées en N.a. (antenne relais ?).
- La zone est prolongée au Sud avec une partie de l'ancienne zone ND.

La zone NC au Sud est requalifiée en zone A. La zone s'est étendue en incluant une partie de l'ancienne zone NA.

Au lieu-dit « Saumnaumont » les parcelles bâties sont reclassées en zone N.h.

Au lieu dit « Au joly », le site de l'INRA est reclassé en UD.r.

La zone est réduite au niveau des boisements de Saumnaumont qui sont inclus à la zone naturelle.

### **ANCIENNES ZONES ND, NOUVELLE ZONE N**

Les zones ND sont renommées zone N (loi S.R.U.).

Les secteurs inclus au PPRi sont indexés « .i ». Les secteurs potentiellement humides sont indexés « .e ».

D'autres secteurs sont créés :

- N.j : secteur d'accueil des abris de jardin
- N.b : secteur à vocation de zone de loisirs
- N.bi : secteur à vocation de zone de loisirs compris dans le PPRi
- N.h : secteur accueillant de l'habitat
- N.a : antennes

Au lieu-dit « Ravenel », les limites de la zone ne changent pas. Elle est reclassée en zone N.

Au lieu-dit « La folie », une zone N.e est créée sur une parcelle de la zone UC.

Au Nord de la commune, la zone ND change fortement :

- Au lieu-dit « Sous Veau », les parcelles au Nord sont classées N.a, au centre N et au Sud N.i. La zone N.i s'agrandit avec les parcelles de l'ancienne zone UE.
- Au lieu-dit « A la Justice », la zone est reclassée N. Les parcelles bâties n°958, 960, 957, 1213, 984 et 120 sont reclassées en N.h.



Au lieu-dit « Ruelle du Ham », la zone ND est reclassée en zone N.i, hormis la partie au Nord-Ouest, le long de la RD n°166 qui est reclassée en zone N. La parcelle 70 est reclassée en zone UA.f.

Au lieu-dit « Avenue Victor Hugo », la zone ND.a est requalifiée. La partie Est qui est inondable est reclassée en zone N.i, les espaces non bâtis au Nord et au Sud sont reclassés en zone N.j. Enfin, les espaces bâtis sont classés en zone N.h.

La zone ND.b, Place Jules Ferry est reclassée en N.bi. Deux zones N.b sont réalisées sur cette zone. Le quai du Breuil est ajouté et le bâti de la place Thierry.

Au lieu-dit « Les Haut de Chaumont », la zone ND.a est reclassée en N.j et les parcelles bâties 495 et 496 en N.h.

Au lieu-dit « Sous la Voute », la zone ND.a est requalifiée en zone N.j au Nord, en zone N.i au Sud et en zone UB pour le reste de la zone.

Au lieu-dit « Derrière les Chanvre », la parcelle 131 est incluse à la zone naturelle au détriment de la zone UD car elle n'a pas d'accès ni de réseaux.

Au lieu-dit « Rue du Moulin », la zone ND.a est supprimée. Les terrains disponibles au Nord et au Sud sont reclassés en zone N.j. La parcelle 177 est intégrée en totalité. Une zone UL est créée sur les parcelles 191, 199, 200 et sur une partie de la 292. La partie Ouest des parcelles 291 et 292 ainsi que la parcelle 20 sont reclassées en zone N.i. Les parcelles 267, 270 et 292 sont urbanisable et sont donc reclassées en zone UB.

La zone ND au Sud Est de la commune est modifiée. La zone est reclassée en zone N. Les parcelles accueillant de l'habitat sont classées en zone N.h. Les parcelles où les abris de jardin sont autorisés sont classées en zone N.h. Les parcelles en zone inondables seront classées en N.i.

La zone c'est élargi en incluant une partie des anciennes zones ND.a et une partie du sud de la zone UF. La parcelle 12 est reclassée en UC et les parcelles 138 et 139 sont reclassées en zone UB. Les parcelles non bâties 120, 121, 140, 141, 142 et 153 sont reclassées en zone N.j.

Les boisements de Saumnaumont sont également inclus à la zone au détriment de la zone agricole.

## **2.3 Les emplacements réservés**

### Maintien d'emplacements réservés :

- L'emplacement n°1 au niveau du pont SNCF est maintenu.
- L'emplacement n°2 du P.O.S. d'une largeur de 5 m, pour la desserte de la zone 1AU « Balivi » est maintenu. Il est cependant agrandi.

### Création d'emplacements réservés :

- Un emplacement n°4 dans le prolongement de la rue du Dr Brahy pour rejoindre la rue Jean Eurlly.
- Un emplacement n°3 sur les parcelles 340 et 525 à 587, pour l'élargissement et l'aménagement de la rue de l'Abbé Grégoire.
- Un emplacement n°5 sur la parcelle 545 pour le parking de la mairie.
- Un emplacement n°6 sur la parcelle 317 (au niveau de l'ancien collège), pour un accès au futur aménagement (largeur : 10 m).

- Un emplacement n°7 pour le futur gymnase est réduit. Il ne concernera pas d'éventuelles installations sportives extérieures.
- Les emplacements n°8 et 9 sur la zone d'équipement, pour le rachat de certaines parcelles.
- Un emplacement réservé n°10 pour l'accès à la zone 1AU (« Sous Beau Lieu »)
- Un emplacement réservé n°11 (« Sous Beau Lieu ») pour l'accès à la zone N afin de ne pas l'enclaver après urbanisation de la zone le long de la voie.

Suppression d'emplacement réservé :

- L'emplacement n°4 du P.O.S. est supprimé.

## **2.4 Les espaces boisés**

Les espaces boisés classés prévus dans le P.O.S. ont évolué. Certaines ripisylves ont été classées afin de maintenir la végétation en bordure de cours d'eau et, ainsi, l'équilibre écologique et les corridors.



### 3. PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONTRAINTES

La planification urbaine traduite dans ce document d'urbanisme s'est attachée, d'une part à prendre en compte les particularismes locaux, d'autre part à maîtriser l'expansion urbaine dans un souci d'équilibre, afin qu'elle ne provoque pas une atteinte irréversible à l'environnement et ne soit pas contraire à l'intérêt général.

L'exposé ci-après récapitule les principales dispositions retenues à cet effet :

#### 3.1 Incidences des objectifs de la révision du P.L.U. sur l'environnement

Le présent paragraphe a pour objet de décrire et d'évaluer l'ampleur des incidences environnementales notables probables de la mise en oeuvre des objectifs et orientations du P.L.U.

La révision du P.O.S. en P.L.U. a pour objectif de :

##### RÉDUIRE LES SURFACES À URBANISER

L'espace urbain s'étend actuellement le long du cours d'eau du Madon, la voie de chemin de fer et l'artère historique principale.

Afin de fixer la population actuelle et d'en attirer de nouvelles, la commune souhaite développer son espace bâti. Il se fera au sein du bâti existant, ainsi que sur des terrains disponibles en dehors du périmètre urbanisé sans toutefois s'étendre de manière abusive sur l'espace naturel.

Tout en développant son bâti, la commune souhaite préserver son patrimoine. D'une part, la commune souhaite mettre en valeur le patrimoine urbain. Pour cela une politique de renouvellement urbain sera mise en place. Elle portera sur le logement et la qualité architecturale. La ZPPAUP est actuellement en révision.

D'autre part, la commune a la volonté de préserver le patrimoine naturel, en le protégeant et en le mettant en valeur, afin de contribuer à la qualité du cadre de vie.

Pour des soucis de cohérence, le développement du bâti s'effectuera dans la continuité de l'espace urbain existant. De plus, il veillera à une intégration paysagère harmonieuse.

Pour cela le P.L.U. prévoit :

- *Un développement urbain cohérent et maîtrisé,*
- *Une protection des espaces naturels et agricoles par un zonage spécifique,*
- *La préservation de corridors écologiques par un classement en zone naturelle et la mise en place ou le maintien de haies,*
- *Une protection de boisements par un classement en EBC et un recul des constructions par rapport à leurs limites,*
- *Une volonté d'une architecture tenant compte de l'environnement dans une démarche de développement durable par un règlement approprié.*

##### MAINTENIR LA RIVE DES COURS D'EAU ET PROTÉGER LES ZONES HUMIDES

L'eau occupe une place importante sur la commune, c'est pourquoi un intérêt particulier est porté sur sa protection et sur sa gestion. Le P.L.U. prévoit ainsi :

- *Un respect des prescriptions du PPRi et un maintien des zones humides et de leur biodiversité,*

- *Un recul d'implantation par rapport aux limites du lit mineur des cours d'eau (hors PPRI),*
- *Une prise en compte de la protection du captage d'eau potable,*
- *Une mise en place d'un zonage particulier « .i » qui concerne les risques d'inondation ou les zones humides,*
- *Des prescriptions spécifiques sur la gestion des eaux pluviales.*



### 3.2 Impacts des contraintes sur les objectifs de la révision du P.L.U.

#### DELIMITATION DES ZONES CONSTRUCTIBLES

La localisation des zones d'extension futures a été choisie en périphérie immédiate du tissu urbain actuel. Cette extension n'est toutefois possible que dans des espaces limités, en raison notamment du potentiel d'inondation du Madon.

Des zones d'extension futures seront ouvertes :

Les zones 1AU :

- A l'Est de l'agglomération, deux nouvelles zones sont créées. Une au lieu-dit « Sous beau lieux » et une au lieu-dit « Chano ».
- An Nord de l'agglomération, deux nouvelles zones sont créées au lieu-dit « Les nouvelles cités ».
- Au Sud-Est de l'agglomération, dans le prolongement de la zone UC, une nouvelle zone est créée au lieu-dit « La fin du Murget ».
- A l'Ouest de l'agglomération, dans le prolongement des zones UD, trois nouvelles zones sont créées. Une au lieu-dit « Balivi », une autre au lieu-dit « Devant le bois du Four », et une dernière allant du lieu-dit du « Fond de Jainveau » à celui de « La Maison Blanche ».

#### PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS

Les espaces naturels sur la commune de Mirecourt ne sont ni protégés ni répertoriés dans le cadre de l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique ou Natura 2000.

C'est dans le cadre de l'AVAP qu'ils sont en partie préservés pour la qualité paysagère qu'ils peuvent offrir au centre historique. Ils forment, en effet, une coupure végétale dans la ville et préservent des échappées visuelles et des vues importantes sur les paysages extérieurs à la ville ou sur la ville elle-même.

*Une des orientations du SDAGE prévoit d'inciter fortement, voire de rendre obligatoire :*

- *Des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (noues, bassins d'infiltration, puits d'infiltration, tranchées drainantes, chaussées réservoir, toits stockants, bassins de stockage à débit limité) tendant à remplacer le « tout tuyau ».*
- *La récupération des eaux pluviales dans des citernes prévues à cet effet et la réutilisation de ces eaux pluviales pour l'arrosage des jardins, lavage des automobiles...*
- *L'assainissement des eaux usées par des techniques favorisant l'infiltration sur place des eaux traitées (assainissement autonome, assainissement collectif à petite échelle par filtres plantés, etc..., technique toutefois réservée dans les zones rurales d'urbanisation peu dense lorsque la qualité des milieux récepteurs ne risque pas de s'en trouver dégradée.*

Pour tout renseignement, contacter le service suivant :

**DDT**

**22-26, avenue Dutac**

**88 026 EPINAL Cedex**

## **BRUIT**

L'arrêté préfectoral n° 1059/98/DDE du 23 décembre 1998 modifié par l'arrêté n° 301/2004/DDE du 2 avril 2004 et par l'arrêté préfectoral n° 493/2010/DDT du 24 décembre 2010, détermine les protections à apporter le long de certaines infrastructures routières et ferroviaire. Il classe la RD 166 en catégorie 3, largeur affectée par le bruit de 100 m de part et d'autre du bord extérieur de la chaussée.

## **RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES**

La loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, met en place des dispositions en faveur d'un environnement plus sûr et en particulier des mesures concernant la prévention des risques naturels et des risques technologiques.

Pour toute question, contacter :

**DDT**

**26, av Dutac**

**88000 Epinal**

## **RISQUES D'INONDATIONS**

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M.), établi en 2004, établit que la commune de Mirecourt est concernée par le Plan de Prévention des Risques inondations (PPRi) du Madon (annexé au présent PLU)

## **PROTECTION DU PATRIMOINE**

### **1) Patrimoine archéologique**

Sur le territoire de la commune de Mirecourt existent de nombreux sites archéologiques tels que répertoriés sur la carte patrimoine historique et naturel (cf. 1ère partie).

Ces zones sont directement soumises, en tant que site archéologique attesté, à la réglementation archéologique en vigueur, à savoir :

“ En application de l'article L.531-14 du Code du Patrimoine, réglementant en particulier les découvertes fortuites, toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure; objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au *Service régional de l'Archéologie de Lorraine* (6, place de Chambre-57045 METZ-Cedex1-tél:03-87-56-41-10), soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture.

Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'Etat et tout contrevenant serait passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal, en application des articles L.114-3 à L.114-5 du Code du Patrimoine.”

Les modes de saisine de la Direction Régionales des Affaires culturelles (Service régional de l'Archéologie) sont régies par les articles L.522-1 à L.522-4 du Code du Patrimoine.

=> L'ensemble des demandes d'autorisation de lotir, de création de Z.A.C., d'aménagements soumis à étude d'impact, de travaux sur immeubles classés, de travaux de plus de 10 000 m<sup>2</sup> soumis à l'article R 442-3-1 du Code de l'Urbanisme sont transmis pour avis au Préfet de Région (DRAC).



=> Les demandes de permis de construire, de permis de démolir, d'autorisation d'installation et de travaux divers et, dans certaines conditions, de travaux soumis aux alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du Code de l'Urbanisme, sont transmis pour avis au Préfet de Région à partir de 3 000 m<sup>2</sup> seulement.

L'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme stipule "lorsque la réalisation d'une opération d'archéologie préventive a été prescrite, le permis de construire indique que les travaux de construction ne peuvent être entrepris avant l'achèvement de ces fouilles".

## **2) Patrimoine architectural**

La commune comprend plusieurs bâtiments recensés par les Monuments Historique dont 4 classés et 3 inscrits.

Autour de ces monuments s'applique un périmètre de protection de 500 mètres reporté sur le plan des servitudes.

Pour toute question, contacter :

**Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine**  
**22 à 26, Avenue Dutac**  
**88 026 EPINAL**

## **3) Patrimoine naturel**

### **Eau-Périmètres de captage**

La commune est intégralement couverte par le périmètre de protection rapprochée des eaux potables.

Les forages d'alimentation de la commune sont situés dans la commune voisine de Ramecourt.

Pour toute question, contacter :

**A.R.S. de Lorraine**  
**4, rue Piroux**  
**54 000 NANCY**

## **VOISINAGE DES CIMETIÈRES**

Le périmètre de servitude relative aux cimetières est reporté sur les plans de servitudes.

Pour toute question, contacter :

**Préfecture des Vosges**  
**Place Foch**  
**88 026 EPINAL Cedex**

### **PROTECTION DES TERRAINS DE SPORT**

Le périmètre de servitude relative à la protection des terrains de sport est reporté sur les plans de servitudes.

Pour toute question, contacter :

**DDCSPP**

**4, avenue du Rose poirier**

**Parc économique du Saut le Cerf**

**BP 61029**

**88 050 EPINAL Cedex 9**

**DDJS**

**31 bis, avenue des Templiers**

**88 025 EPINAL**

### **CANALISATIONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE**

Les lignes électriques et canalisations sont reportées sur le plan de servitudes.

Pour toute question, consulter le service suivant :

**Gaz de France - Région Est**

**24 Quai Sainte Catherine**

**54 042 NANCY CEDEX**

**Centre de Distribution EDF/GDF**

**R.T.E. Lorraine**

**12 Rue des Feivres**

**BP 5120**

**57 070 METZ**

### **FRANCE TELECOM**

Les réseaux France Télécom sont reportés sur les plans de servitudes.

Pour toute question, contacter :

**France Télécom - DR Lorraine**

**6 Avenue Paul Doumer**

**BP 213**

**54 506 VANDOEUVRE CEDEX**

### **CHEMIN DE FER**

Le territoire de la commune est traversé par la ligne de chemin de fer desservant Nancy, Neufchâteau et Epinal.

Pour toute question, contacter :

**S.N.C.F. Metz- Nancy**

**Délégation Infrastructure - Affaires Domaniales**

**14 Viaduc J.F. Kennedy**

**CS 5218**

**54 052 NANCY CEDEX**



### **RISQUES INONDATIONS**

La commune est concernée par un Plan de Prévention des Risques Inondation.

Pour toute question, contacter :

**DDT**

**26, av Dutac**

**88000 Epinal**

### **RELATIONS AERIENNES**

La commune est concernée par une servitude de relations aérienne dégagements par la présence de l'aérodrome d'Epinal-Mirecourt.

Pour toute question, contacter :

**Direction de la sécurité de l'Aviation Civile Nord-Est**

**Délégation Lorraine-Champagne-Ardenne**

**Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine**

**Route de Vigny**

**BP 50016 GOIN**

**57 157 MARLY Cedex**





# **4<sup>ème</sup> PARTIE : JUSTIFICATIONS DES DISPOSITIONS DU P.L.U.**





# 1. LES ZONES URBAINES

## 1.1 Les Superficies

L'ensemble de la superficie de la commune est de 1222 hectares couverts en totalité par le P.L.U.

Les zones urbaines occupent environ 28 % de la superficie de la commune.

<b><i>SURFACE</i></b>	<b><i>POS</i></b>	<b><i>PLU</i></b>
<b><i>Zone UA</i></b>	<b><i>34,52</i></b>	<b><i>33,84 ha</i></b>
<b><i>Zone UB</i></b>	<b><i>79,71</i></b>	<b><i>89,15 ha</i></b>
<b><i>Zone UC</i></b>	<b><i>52,60</i></b>	<b><i>52,74 ha</i></b>
<b><i>Zone UD</i></b>	<b><i>132,73</i></b>	<b><i>139,65 ha</i></b>
<b><i>Zone UE</i></b>	<b><i>44,77</i></b>	<b><i>29,93 ha</i></b>
<b><i>Zone UF</i></b>	<b><i>11,39</i></b>	<b><i>---</i></b>
<b><i>Zone UL</i></b>	<b><i>---</i></b>	<b><i>0,55 ha</i></b>
<b><i>Total Zones Urbaines</i></b>	<b><i>355,72 ha</i></b>	<b><i>345,86 ha</i></b>

## 1.2 Présentation et justification des zones

Les zones urbaines dites zones U correspondent aux parties du ban communal dans lesquelles la capacité des équipements publics existants ou en cours de réalisation (voirie, assainissement, électricité, défense incendie) permet immédiatement des constructions.

Dans ces zones, la collectivité ne peut refuser d'autorisation de construire en se fondant sur l'absence ou l'insuffisance de l'un ou l'autre des équipements relatifs à la voirie, l'eau, l'assainissement, l'électricité.

Dans le cas des équipements insuffisants, la collectivité doit indiquer, à l'occasion du permis de construire, le délai dans lequel les équipements seront exécutés et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public.

Les différentes zones urbaines se différencient selon leur vocation dominante, selon l'usage principal qui peut en être fait, selon la nature des activités qui peuvent être autorisées ou interdites sous des conditions particulières.

La vocation des zones urbaines est définie à partir de l'analyse des caractéristiques du tissu existant, des tendances et évolutions qui doivent être favorisées ou freinées, des orientations nouvelles souhaitées par la commune.

### 1.2.1 Zone UA

La zone UA correspond au centre de la ville de Mirecourt ainsi que le faubourg St Vincent. Ils sont caractérisés par une forte densité et un bâti ancien.

Cette zone est destinée à l'habitat, aux commerces, aux services, elle intègre aussi les activités artisanales.

La zone comprend les secteurs :

- UA.a situé aux extrémités Nord et Sud dont le parcellaire est le plus large,
- UA.f correspond au faubourg du centre historique,
- UA.fi correspond au faubourg du centre historique compris dans le PPRI.

### **1.2.2 Zone UB**

La zone UB est d'une densité moyenne, elle se trouve aux abords de la zone UA au Sud et au Nord et regroupe les principaux équipements. Le parcellaire est plus lâche ce qui explique une densité moins importante.

La zone comprend les secteurs :

- UB.a à l'Ouest, urbanisé depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle,
- UB.b au Nord, dont l'urbanisation est plus récente,
- UB.c au Nord, qui est caractérisé par une ancienne cité ouvrière,
- UB.h correspond à l'hôpital.
- UB.i compris dans le PPRI

### **1.2.3 Zone UC**

La zone UC est une zone d'extension caractérisée par de l'habitat pavillonnaire et de l'habitat collectif.

La zone comprend le secteur :

- UC.i compris dans le PPRI.

### **1.2.4 Zone UD**

Il s'agit d'une zone urbaine d'habitat pavillonnaire et d'équipements.

La zone comprend les secteurs :

- UD.a correspond au Centre Hospitalier de Ravenel,
- UD.i concerné par les risques d'inondation
- UD.e correspondant à un secteur potentiellement humide
- UD.g correspond à une aire d'accueil des gens du voyage.
- UD.r : Secteur correspondant à la ferme du Joly (INRA)

### **1.2.5 Zone UE**

La zone UE est réservée aux activités.

La zone comprend les secteurs :

- UE.a qui se trouve implantée dans le tissu urbain en limite de la zone ferroviaire,
- UE.b : secteur du silo
- UE.i compris dans le PPRI.

### **1.2.6 Zone UL**

La zone UL est réservée aux loisirs.

## **1.3 Justifications des règles applicables**

Par application des dispositions de la loi S.R.U. du 13 décembre 2000, seuls les articles 6 et 7 du règlement du P.L.U. doivent être obligatoirement réglementés. Aussi les dispositions des autres articles du règlement de chaque zone (1 à 5 et 8 à 14), qui sont facultatifs, sont justifiés dans les paragraphes suivants :

### **1.3.1 Zone UA**

Une partie de la zone est concernée par des risques d'inondation. Ces zones sont répertoriées dans le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles. Dans les parties concernées, il convient de se référer au règlement du P.P.R.i. annexé au P.L.U.

La diversité des fonctions urbaines est assurée par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec la structure architecturale ou urbaine de la zone qu'avec le cadre et la qualité de vie des espaces considérés. Ces occupations et utilisations des sols sont, soit interdites, soit soumises à des conditions particulières justifiées par les impératifs de salubrité et de sécurité publiques, de gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries et accès et à la desserte par les réseaux imposent les caractéristiques minimales exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Le raccordement des constructions aux réseaux publics (eau potable, assainissement) doit être effectué. La gestion des eaux pluviales doit se faire sur le terrain dans la mesure du possible.

L'article 5 ne met en place aucune prescription.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques, et l'implantation par rapport aux limites séparatives, sont informées dans les articles 6 et 7. Les règles sont issues du règlement de l'AVAP pour être en cohérence.

L'article 8 impose une distance minimale de 5 mètres entre deux bâtiments implantés sur une même parcelle, pour des raisons d'éclairement et de salubrité.

En ce qui concerne l'emprise au sol réglementée dans l'article 9, elle réglemente les abris de jardins et autres annexes pour ne pas surcharger la parcelle.

La hauteur maximum des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. C'est ainsi que les constructions nouvelles doivent garder une cohérence avec le tissu urbain. Les règles sont également en adéquation avec celles de l'AVAP.



L'article 11 (aspect extérieur des constructions) permet de garantir la qualité architecturale du centre de la ville, en cherchant une certaine cohérence avec l'architecture existante (façade harmonisée), les paysages et les lieux avoisinants. Des prescriptions concernant l'harmonisation des toitures, façades, ouvertures sont mises en place afin de protéger les monuments et bâtiments historiques, mais aussi pour ne pas dénaturer le centre ancien.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaires par la problématique du stationnement en milieu urbain.

Les règles de l'article 13 viennent renforcer les dispositions visant à assurer la qualité de vie dans la commune.

L'article 14 n'est pas renseigné.

### **1.3.2 Zone UB**

La diversité des fonctions urbaines est assurée par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec la structure architecturale ou urbaine de la zone qu'avec le cadre et la qualité de vie des espaces considérés. Ces occupations et utilisations des sols sont, soit interdites, soit soumises à des conditions particulières justifiées par les impératifs de salubrité et de sécurité publiques, de gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle.

Cette zone comprend les secteurs UB.a, UB.b, UB.c, UB.i et UB.h.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries, accès et à la desserte par les réseaux, imposent les caractéristiques minimums exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Le raccordement des constructions aux réseaux publics (eau potable, assainissement) est obligatoire. La gestion des eaux pluviales doit se faire sur le terrain dans la mesure du possible.

L'article 5 ne met en place aucune prescription.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques, et l'implantation par rapport aux limites séparatives, sont informées dans les articles 6 et 7. L'implantation des constructions à 5 mètres de l'emprise publique ou à l'alignement, et soit à l'alignement, soit à 5 mètres minimum des limites séparatives, permet de garantir au tissu urbain une certaine homogénéité, et de maintenir derrière la diversité des architectures possibles un paysage urbain cohérent. Sur certains secteurs, des alignement de façades obligatoires ou des reculs imposés sont mis en place sur le plan de zonage et reportés dans le règlement.

L'article 8 impose une distance minimale de 5 mètres entre deux bâtiments implantés sur une même parcelle.

Le secteur UB.h n'a pas de prescription.

En ce qui concerne l'emprise au sol réglementée dans l'article 9. Seuls sont réglementés les abris de jardin et autres annexes.

La hauteur maximale des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. Cette hauteur est de 10 mètres à l'égout de toiture, au membron ou à l'acrotère. Une hauteur est également réglementée pour les annexes.

L'article 11 (aspect extérieur des constructions) permet de garantir la qualité architecturale de la périphérie et du centre de la ville, en cherchant une certaine cohérence avec l'architecture existante (façade harmonisée), les paysages et les lieux avoisinants. Des prescriptions concernant l'harmonisation des toitures, façades, ouvertures harmonisées sont mises en place afin de protéger les monuments et bâtiments historiques, mais aussi pour ne pas dénaturer le centre de Mirecourt.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaires par la problématique du stationnement en milieu urbain. Des quotas sont mis en place selon les besoins des constructions et des installations.

Les règles de l'article 13 viennent renforcer les dispositions visant à assurer la qualité de vie dans la commune

L'article 14 n'est pas renseigné.

### **1.3.3 Zone UC**

La diversité des fonctions urbaines est assurée par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec la structure architecturale ou urbaine de la zone qu'avec le cadre et la qualité de vie des espaces considérés. Ces occupations et utilisations des sols sont, soit interdites, soit soumises à des conditions particulières justifiées par les impératifs de salubrité et de sécurité publiques, de gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle.

Cette zone comprend le secteur UC.i dont les prescriptions sont mentionnées dans le PPRI et reprises dans le règlement.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries, accès et à la desserte par les réseaux, imposent les caractéristiques minimums exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Le raccordement des constructions aux réseaux publics (eau potable, assainissement) est obligatoire. La gestion des eaux pluviales doit se faire sur le terrain dans la mesure du possible.

L'article 5 ne met en place aucune prescription afin de ne pas contraindre l'implantation d'une construction.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques, et l'implantation par rapport aux limites séparatives, sont informées dans les articles 6 et 7. L'implantation des constructions à 5 mètres de l'emprise publique ou à l'alignement, et à 5 mètres minimum des limites séparatives, permet de garantir au tissu urbain une certaine homogénéité et de maintenir derrière la diversité des architectures possibles un paysage urbain cohérent.

L'article 8 impose au minimum une distance de 5 mètres entre deux constructions non contiguës.

Au sein de l'article 9 seuls sont réglementés les abris de jardin et autres annexes.

La hauteur maximale des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. Cette hauteur (10 mètres à l'égout de toiture, au membron ou à l'acrotère) est déterminée en fonction des hauteurs existantes.

L'article 11 (aspect extérieur des constructions) permet de garantir la qualité architecturale de la périphérie, en cherchant une certaine cohérence avec l'architecture existante (façade harmonisée), les paysages et les lieux avoisinants.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaires par la problématique du stationnement en milieu urbain.

Les règles de l'article 13 viennent renforcer les dispositions visant à assurer la qualité de vie dans la commune en imposant l'aménagement et l'entretien de tous les espaces libres de construction.

L'article 14 n'est pas renseigné.

#### **1.3.4 Zone UD**

La diversité des fonctions urbaines est assurée par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec la structure architecturale ou urbaine de la zone qu'avec le cadre et la qualité de vie des espaces considérés. Ces occupations et utilisations des sols sont, soit interdites, soit soumises à des conditions particulières, justifiées par des soucis de compatibilité et de respect d'usage.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries, accès et à la desserte par les réseaux, imposent les caractéristiques minimums exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Le raccordement des constructions nouvelles aux réseaux publics (eau potable, assainissement, et écoulement des eaux pluviales dans le réseau public) est obligatoire ainsi que le pré traitement des eaux usées industrielle.

Une attention particulière doit être portée sur la gestion des eaux pluviales dans le secteur UD.i dont les sols ne sont pas infiltrants.

L'article 5 n'impose aucune prescription.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques, et l'implantation par rapport aux limites séparatives, sont informées dans les articles 6 et 7. L'implantation des constructions à 5 mètres de l'emprise publique ou à l'alignement et à 5 mètres minimum des limites séparatives, permet de garantir au tissu urbain une certaine homogénéité et de maintenir derrière la diversité des architectures possibles un paysage urbain cohérent.

L'article 8 impose une distance minimum de 5 mètres entre deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété afin d'éviter une trop grande densité de constructions.

Au sein de l'article 9 seuls sont réglementés les abris de jardin et autres annexes.



La hauteur maximale des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. Cette hauteur (10 mètres à l'égout de toiture, au membron ou à l'acrotère) est déterminée en fonction des hauteurs existantes.

En secteur UD.a, cette hauteur est limitée à 13 mètres.

L'article 11 (aspect extérieur des constructions) permet de garantir la qualité architecturale de la périphérie, en cherchant une certaine cohérence avec l'architecture existante (façades, matériaux harmonisés), les paysages et les lieux avoisinants.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaires par la problématique du stationnement en milieu urbain. Des quotas sont mis en place selon les besoins des constructions et des installations.

Les règles de l'article 13 viennent renforcer les dispositions visant à assurer la qualité de vie dans la commune.

L'article 14 n'est pas renseigné.

### **1.3.5 Zone UE**

La diversité des fonctions urbaines est assurée par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec la structure architecturale ou urbaine de la zone qu'avec le cadre et la qualité de vie des espaces considérés. Ces occupations et utilisations des sols sont, soit interdites, soit soumises à des conditions particulières, justifiées par des soucis de compatibilité et de respect d'usage.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries, accès et à la desserte par les réseaux, imposent les caractéristiques minimums exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Le raccordement des constructions nouvelles aux réseaux publics (eau potable, assainissement) est obligatoire ainsi que le pré traitement des eaux usées industrielles. Les eaux pluviales doivent être gérées sur le terrain.

L'article 5 n'impose aucune prescription.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques, et l'implantation par rapport aux limites séparatives, sont informées dans les articles 6 et 7. L'implantation des constructions à 5 mètres de l'emprise publique ou à l'alignement et à 5 mètres minimum des limites séparatives, permet de garantir au tissu urbain une certaine homogénéité et de maintenir derrière la diversité des architectures possibles un paysage urbain cohérent.

L'article 8 impose une distance minimum de 5 mètres entre deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété.

Au sein de l'article 9 l'emprise au sol des constructions ne peut pas excéder 50 % de la superficie totale du terrain.

La hauteur maximale des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. Cette hauteur (15 mètres à l'égout de toiture, au membron ou à l'acrotère) est déterminée en fonction des hauteurs existantes.

L'article 11 (aspect extérieur des constructions) permet de garantir la qualité architecturale de la périphérie, en cherchant une certaine cohérence avec l'architecture existante (façades, matériaux harmonisés), les paysages et les lieux avoisinants.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaires par la problématique du stationnement en milieu urbain. Des quotas sont mis en place selon les besoins des constructions et des installations.

Les règles de l'article 13 viennent renforcer les dispositions visant à assurer la qualité de vie dans la commune.

L'article 14 n'impose aucune prescription.

### **1.3.6 Zone UL**

La diversité des fonctions urbaines est assurée par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec la structure architecturale ou urbaine de la zone qu'avec le cadre et la qualité de vie des espaces considérés. Ces occupations et utilisations des sols sont, soit interdites, soit soumises à des conditions particulières, justifiées par des soucis de compatibilité et de respect d'usage.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries, accès et à la desserte par les réseaux, imposent les caractéristiques minimums exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Le raccordement des constructions nouvelles aux réseaux publics (eau potable, assainissement) est obligatoire. La gestion des eaux pluviales doit se faire sur le terrain.

L'article 5 n'impose aucune prescription.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques, et l'implantation par rapport aux limites séparatives, sont informées dans les articles 6 et 7. L'implantation des constructions à 5 mètres de l'emprise publique ou à l'alignement et à 3 mètres minimum des limites séparatives, permet de garantir au tissu urbain une certaine homogénéité et de maintenir derrière la diversité des architectures possibles un paysage urbain cohérent.

Les articles 8 et 9 n'imposent aucune prescription.

La hauteur maximale des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. Cette hauteur (6 mètres à l'égout de toiture, au membron ou à l'acrotère) est déterminée en fonction des hauteurs existantes.

L'article 11 (aspect extérieur des constructions) permet de garantir la qualité architecturale de la périphérie, en cherchant une certaine cohérence avec l'architecture existante (façades, matériaux harmonisés), les paysages et les lieux avoisinants.

L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaires par la problématique du stationnement en milieu urbain.

Les règles de l'article 13 viennent renforcer les dispositions visant à assurer la qualité de vie dans la commune.

L'article 14 n'impose aucune prescription.



## 2. LES ZONES NATURELLES, AGRICOLES ET À URBANISER

### 2.1 Les Superficies

L'ensemble de la superficie de la commune est de 1222 hectares couverts en totalité par le P.L.U.

Les zones naturelles, agricoles et à urbaniser occupent environ 72 % de la superficie de la commune.

<b>SURFACE</b>	<b>POS</b>	<b>PLU</b>
Zone 1AU	107,62	17,33 ha
Zone 2AU		2,12 ha
<b>Total Zones à urbaniser</b>	<b>107,62 ha</b>	<b>19,45 ha</b>

Zone A (NC)	530,68	394,84 ha
Zone N (ND)	226,09	461,05 ha
<b>Total Zones Naturelles</b>	<b>756,77 ha</b>	<b>857,94 ha</b>

### 2.2 Présentation et justification des zones

Ces zones se justifient par la volonté de protection des milieux naturels et des terres agricoles. Elles correspondent aussi aux zones à urbaniser, c'est-à-dire à des espaces insuffisamment équipés qui pourront être ouverts à l'urbanisation après réalisation des travaux nécessaires, ou après définition de certains projets particuliers.

Une partie des zones est concernée par des risques d'inondation répertoriés dans le Plan de Prévention des Risques d'Inondation, elle correspond aux secteurs .i sur le plan de zonage.

#### 2.2.1 Zone 1AU

Il s'agit d'une zone d'urbanisation future non équipée. Les constructions à usage d'habitation, de commerces, de services, de bureaux ainsi que leurs dépendances y sont autorisées sous conditions. Les zones 1AU sont localisées en complément et dans le prolongement de la partie agglomérée de Mirecourt.

Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité, et le cas échéant d'assainissement, existant à la périphérie immédiate de la zone doivent avoir une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone.

Elle comprend le secteur 1AU.e où l'urbanisation au coup par coup autorisée.

### **2.2.2 Zone 2AU**

Il s'agit d'une réserve foncière pour une urbanisation à long terme.

### **2.2.3 Zone A**

Sont classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette zone a vocation à accueillir des exploitations agricoles et les activités qui en sont le prolongement (agrotourisme, centres équestres, mise en valeur des productions...).

Cette zone est réservée aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ainsi qu'à celles qui sont liées et complémentaires à l'exploitation agricole.

Cette zone comprend les secteurs A.e correspondant à un secteur potentiellement humide.

### **2.2.4 Zone N**

Sont classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La zone N assure aussi la préservation de la zone submersible contre toute urbanisation nouvelle.

Cette zone comprend :

- N.i correspondant au périmètre d'inondation,
- N.e correspondant à une zone potentiellement humide
- N.h correspond à de l'habitat déjà existant en zone naturelle,
- N.a correspond à une zone pour l'implantation d'antennes relais,
- N.j autorisant les abris de jardin,
- N.b à vocation de zone de loisirs,
- N.bi correspond à la zone inondable des bords du Madon à aménager.

## **2.3 Justification des règles applicables**

Par application des dispositions de la loi S.R.U. du 13 décembre 2000, seuls les articles 6 et 7 du règlement du P.L.U. doivent être obligatoirement réglementés. Aussi les dispositions des autres articles du règlement de chaque zone (1 à 5 et 8 à 13), qui sont facultatifs, sont justifiés dans les paragraphes suivants :

### **2.3.1 Zone 1AU**

La diversité des fonctions urbaines est assurée par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec la structure architecturale ou urbaine de la zone qu'avec le cadre et la qualité de vie des espaces considérés.

Dans la zone 1AU, les occupations et utilisations du sols envisagées sont soumises à des conditions justifiées par l'objectif d'une urbanisation rationnelle et cohérente des nouvelles zones d'habitation.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries, accès et à la desserte par les réseaux, imposent les caractéristiques minimums exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Le raccordement des constructions aux réseaux publics (eau potable, assainissement) est obligatoire. Les eaux pluviales doivent être gérées sur le terrain.

L'article 5 ne met en place aucune prescription afin de ne pas trop contraindre et favoriser les nouvelles implantations.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques, et l'implantation par rapport aux limites séparatives, sont informées dans les articles 6 et 7. L'implantation des constructions à 5 mètres de l'emprise publique ou à l'alignement, et à 3 mètres minimum (avec un minimum de H/2) ou en limite des limites séparatives, permet de garantir au tissu urbain une certaine homogénéité et de maintenir derrière la diversité des architectures possibles un paysage urbain cohérent.

L'article 8 impose une distance minimum de 5 mètres entre deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété afin d'éviter une trop grande densité de constructions.

L'emprise au sol, réglementée par l'article 9, ne concerne que les abris de jardin et les autres annexes.

La hauteur maximale des constructions (article 10) est réglementée afin d'assurer une cohérence et une harmonie du bâti. Cette hauteur (10 mètres à l'égout de toiture, au membron ou à l'acrotère) est déterminée en fonction des hauteurs existantes.

Dans le secteur 1AU.a, cette hauteur est limitée à 6 mètres.

L'article 11 (aspect extérieur des constructions) permet de garantir la qualité architecturale de la périphérie et du centre de la ville, en cherchant une certaine cohérence avec l'architecture existante, les paysages et les lieux avoisinants.



L'article 12 relatif au stationnement impose des règles rendues nécessaires par la problématique du stationnement en milieu urbain. Des quotas sont mis en place selon les besoins des constructions et des installations.

Les règles de l'article 13 viennent renforcer les dispositions visant à assurer la qualité de vie dans la commune

L'article 14 n'impose aucune prescription.

### **2.3.2 Zone 2AU**

La zone 2 AU est à vocation de réserve foncière. Les constructions y sont interdites de façon à ne pas compromettre l'utilisation future des sols.

### **2.3.3 Zone A**

La diversité des fonctions urbaines est assurée par les règles des articles 1 et 2. Toutefois, certaines occupations et utilisations des sols sont incompatibles tant avec le caractère agricole de la zone.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries, accès et à la desserte par les réseaux, imposent les caractéristiques minimums exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être alimentée en eau potable.

Lorsque le réseau d'eau potable existe, le branchement sur ce réseau est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau. Cependant, en l'absence de réseau public de distribution, l'alimentation en eau par puits, par forage ou autres dispositifs techniques est admise dans les limites de la réglementation applicable.

Lorsque le réseau n'existe pas à proximité, l'assainissement individuel ou groupé est obligatoire dans les limites de la réglementation applicable.

La gestion des eaux pluviales devra être réalisée au moyen d'équipements ou d'installations adéquats réalisés sur le terrain.

L'article 5 ne met en place aucune prescription afin de ne pas trop contraindre et favoriser les nouvelles implantations.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques, et l'implantation par rapport aux limites séparatives, sont informées dans les articles 6 et 7. L'implantation des constructions à 15 mètres de l'emprise publique ou à l'alignement et à 5 mètres minimum des limites séparatives, permet de garantir les reculs nécessaires aux bâtiments agricoles dans la zone.

Les articles de 8 à 10 n'imposent aucune prescription.

Cet article 11 permet de garantir la qualité des paysages et les lieux avoisinants dans le contexte agricole.

L'article 12 : le stationnement des véhicules correspond aux besoins des constructions et installations, il doit être assuré en dehors des voies publiques ou privées.

Les articles 13 et 14 n'impose aucune prescription.

### 2.3.4 Zone N

Une partie de la zone est concernée par des risques d'inondation, secteurs N.i sur le plan de zonage. Dans la partie concernée, il convient de se référer au règlement du P.P.R.i. annexé au P.L.U.

Les occupations et utilisations du sols admises sont strictement circonscrites dans la zone naturelle qui a vocation à protéger des sites et des milieux naturels. L'article 2 du règlement de la zone prévoit celles qui sont admises sous des conditions relevant de l'intérêt général et de l'exploitation du milieu forestier.

Les dispositions des articles 3 et 4 relatifs aux voiries, accès et à la desserte par les réseaux, imposent les caractéristiques minimums exigibles répondant aux impératifs d'accessibilité des futures constructions, de sécurité et de salubrité publique. Les dimensions et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et tenir compte des règles de desserte concernant la défense contre l'incendie et la sécurité publique.

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être alimentée en eau potable.

Lorsque le réseau d'eau potable existe, le branchement sur ce réseau est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau.

En l'absence de réseau public de distribution, l'alimentation en eau par puits, par forage ou autres dispositifs techniques est admise dans les limites de la réglementation applicable.

Lorsque le réseau d'assainissement n'existe pas à proximité, l'assainissement individuel ou groupé est obligatoire dans les limites de la réglementation applicable.

La gestion des eaux pluviales devra être réalisée au moyen d'équipements ou d'installations adéquats réalisés sur le terrain.

L'article 5 n'impose aucune prescription.

L'implantation par rapport aux voies et emprises publiques et l'implantation par rapport aux limites séparatives sont informées dans les articles 6 et 7. En zone agricole, un recul par rapport aux voies ouvertes à la circulation est imposé. Pour les Routes Départementale et nationales, un recul est de 15 mètres est compté depuis l'emprise de la voie (5 mètres en zone N.h). En outre, les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport aux limites séparatives.

L'article 8 n'impose aucune prescription.

L'article 9 limite l'emprise au sol des abris de jardin à 20 m<sup>2</sup> dans les zones N.h et N.j.

L'article 10 réglemente la hauteur des constructions dans les secteurs N.h et N.j

L'article 11 (aspect extérieur des constructions) permet de garantir la qualité architecturale de la périphérie naturelle de la commune, les paysages et les lieux avoisinants.

L'article 12 préconise que le stationnement des véhicules correspond aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques ou privées.

L'article 13 préconise que les plantations seront choisies dans un registre local.

L'article 14 n'impose aucune prescription.

### 3. PERSPECTIVES OUVERTES

#### 3.1 En matière de logement

La commune de Mirecourt souhaite attirer de nouveaux ménages, et implanter de nouvelles activités, tout en conservant le patrimoine, l'environnement et en améliorant la qualité de vie.

En terme d'habitat, la commune souhaite mener des actions pour réhabiliter le centre urbain, et ouvrir au travers du P.L.U. de nouvelles zones d'urbanisation, afin de permettre notamment la réalisation d'un habitat individuel.

Les zones à urbaniser 1AU sont des zones à urbaniser à court terme. Actuellement inconstructibles en l'absence d'équipements, elles le deviendront lorsque ceux-ci pourront être réalisés et que les conditions d'un développement rationnel de cette zone seront assurées.

En se basant sur la tendance démographique actuelle, le P.L.U. offre une réserve foncière suffisante à l'installation de nouveaux habitants à Mirecourt.


La commune de Mirecourt dispose, dans le cadre du P.L.U. de **19 hectares** de terrains ouverts à l'urbanisation au fur et à mesure de la réalisation des équipements publics en complément des dents creuses encore urbanisables. (contre **107,6 ha** dans le POS précédent)

Pour le plus long terme, d'autres espaces ont été classés en zones 2AU, zones de réserve foncière qui seront ouvertes à l'urbanisation, après modification, lorsque les zones 1AU seront urbanisées.



**Commune de MIRECOURT**  
EVALUATION DE LA CAPACITE A PREVOIR

Situation actualisée	
Population actuelle	5906
Habitants/logement	2,19
Nombre de logements	2698

 variables

Prévisions à 20 ans		Besoins en logements
Desserrement	-0,19	256
Augmentation population	5%	148
Renouvellement	10%	270
Coef tissu existant	10%	-270
Total des besoins en logement		404

	Individuel	Collectif
Densité projetée	15/ha	30/ha
Répartition projetée	45%	55%
Logements	182	222
Surface en ha	12,12 ha	7,40 ha
Répartition des surfaces	62%	38%

Coef de rétention foncière	idéal	constaté(cf ci-dessous)
	2,02	2,03
Surface à prévoir (U non bâtie, AU bloquée ou non)	39,43 ha	39,65 ha

potentiel proposé par le projet de PLU	nb d'hectares (disponibles en U et au total pour les autres zones)	nb de logements INDIVIDUELS à CONSTRUIRE (avec coef de rétention foncière idéal)	nb de logements COLLECTIFS à CONSTRUIRE (avec coef de rétention foncière idéal)	TOTAL A CONSTRUIRE
zones U	20,20 ha	68	165	233
zones 1AU	17,33 ha	58	142	199
zones 2AU	2,12 ha	7	17	24
total	39,65	132	324	456

## **4. DISPOSITIONS DIVERSES**

### **4.1 Les servitudes et contraintes**

Les servitudes d'utilité publique s'imposent au P.L.U. Aussi, les limites et le contenu réglementaire des différentes zones du P.L.U. ont été étudiées pour prendre en compte l'ensemble des contraintes imposées par les servitudes d'utilité publique.

- Les servitudes relatives au libre passage le long des cours d'eau non domaniaux,
- Les servitudes relatives à la protection des monuments historiques,
- Les servitudes relatives à la zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager,
- Les servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales,
- Les servitudes relatives aux canalisations de transport du gaz,
- Les servitudes relatives aux canalisations de distribution du gaz,
- Les servitudes relatives au transport d'énergie électrique de troisième catégorie,
- Les servitudes relatives à la distribution d'énergie électrique,
- Les servitudes relatives au voisinage des cimetières,
- Les servitudes relatives à la protection des terrains de sport,
- Les servitudes relatives aux plans de prévention de risques naturels prévisibles,
- Les servitudes relatives à la protection contre les obstacles des télécom,
- Les servitudes relatives à la distribution des télécommunications, du téléphone et télégraphe,
- Les servitudes relatives aux voies ferrées,
- Les servitudes relatives aux dégagements pour les relations aériennes.

### **4.2 Les emplacements réservés**

Le recours aux emplacements réservés (article L.123-2.c du Code de l'Urbanisme) se justifie lorsque l'Etat et les collectivités (état, département, commune) ont besoin de terrains pour réaliser, dans un but d'intérêt général, des équipements collectifs ou des infrastructures.

La commune compte 11 emplacements réservés.

### **4.3 Les espaces boisés classés**

Les espaces boisés classés prévus dans le P.O.S. ont évolués au sein du PLU.

Ils correspondent aux boisements à conserver pour leur qualité paysagère et aux ripisylves accompagnant les cours d'eau.

Ils représentent 116,4 ha.

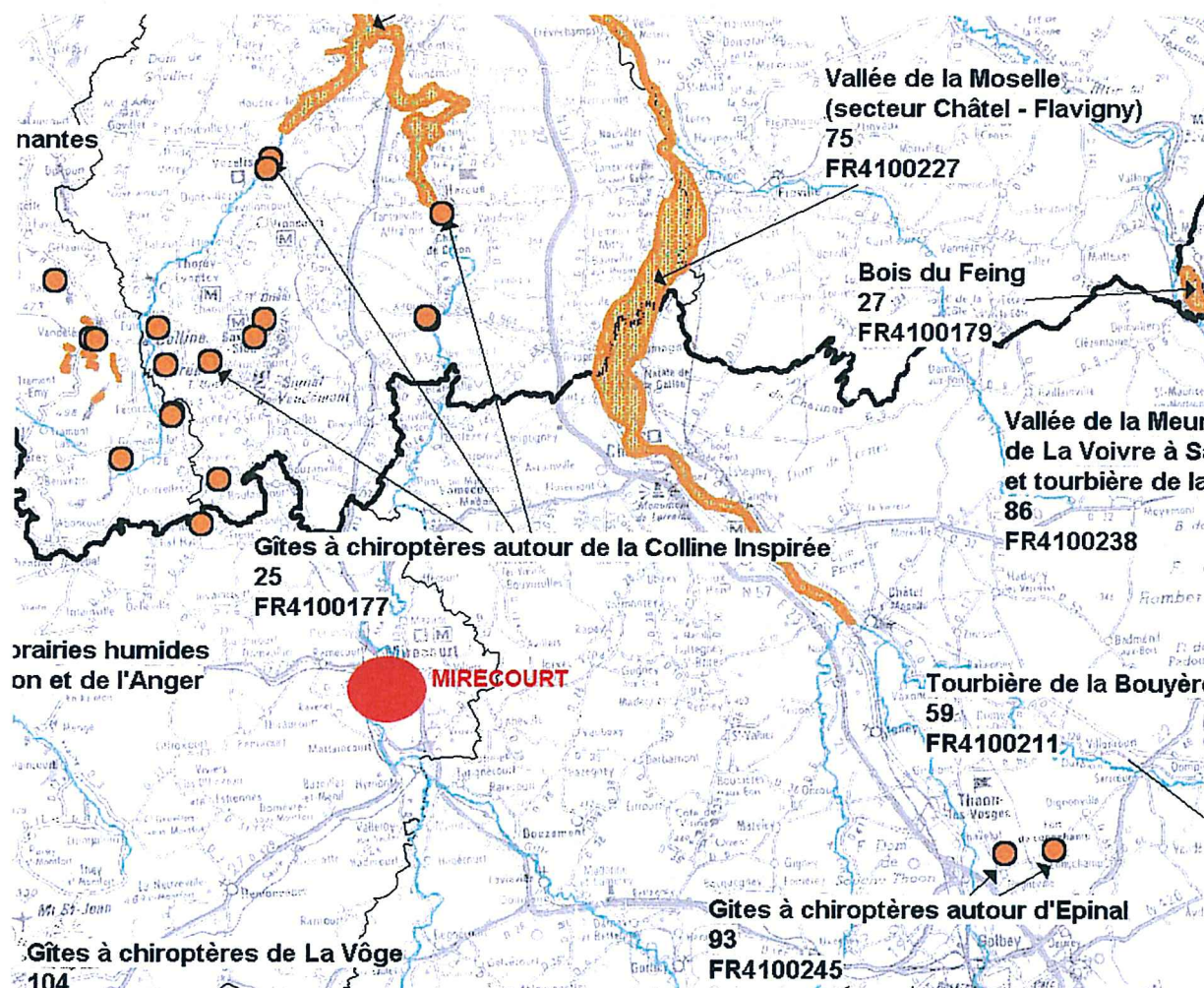
### **4.4 L'AVAP**

La ZPPAUP actuelle est en cours de révision en AVAP.

L'AVAP couvre 7,2 hectares.

#### 4.5 Analyse de l'impact du P.L.U. sur la zone Natura 2000

Deux zones Natura 2000 sont présentes aux alentours de Mirecourt.



Il s'agit de

- Site Natura 2000 FR4100177 « Gîtes à chiroptères de la Colline Inspirée Érablières et pelouses de Vandéleville (54) »

##### Dates de désignation / classement

Date site proposé éligible comme SIC : 31/12/1998

ZSC : premier arrêté (JO RF) : 27/05/2009

Date site enregistré comme SIC : 13/01/2012

ZSC : dernier arrêté (JO RF) : 27/05/2009

- Site Natura 2000 FR4100227 « VALLEE DE LA MOSELLE » (secteur Châtel-Tonnoy)

Ces deux sites se situent respectivement approximativement à 7 et 11 km de la commune.



## 1) Gîtes à chiroptères autour de la Colline Inspirée :

**Superficie :** 34 ha.

« Complexe de gîtes à chiroptères avec d'importantes nurseries de Petit rhinolophe, ainsi qu'une colonie de Grand murin et une colonie de Vespertilion à oreilles échancrées. Les populations sont stables et en bon état de conservation.

Comprend également des parties éclatées constituées de milieux forestiers, forêts de ravin, fragments de forêt alluviale, de pelouses à orchidées et de sources pétrifiantes avec formation tufeuse non loin des combles d'un château et d'une église.

Site composé de 2 parties :

- un complexe forêts-pelouses avec source tufeuse

- des gîtes à chauves-souris dans des bâtiments au coeur des villages

Le site s'étend sur la partie sud de la côte de Moselle, il comprend donc une cuesta. Le site présente des coteaux de socle calcaire et marneux parfois assez pentus, et des falaises calcaires. »

### Composition du site :

Forêts mixtes	82 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	5 %
Pelouses sèches, Steppes	5 %
Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	5 %
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	2 %
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	1 %

### Habitats naturels présents

Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion*	25 %
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco Brometalia)(*sites d'orchidées remarquables)*	5 %
Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)*	1 %
Sources pétrifiantes avec formation de travertins (Cratoneurion)*	1 %

### Espèces végétales et animales présentes

Mammifères	
Grand Murin (Myotis myotis)	Reproduction. Hivernage. Etape migratoire.
Grand Rhinolophe (Rhinolophus ferrumequinum)	Hivernage. Etape migratoire.
Petit Rhinolophe (Rhinolophus hipposideros)	Reproduction. Hivernage. Etape migratoire.
Vespertilion à oreilles échancrées (Myotis emarginatus)	Reproduction. Etape migratoire.
Vespertilion de Bechstein (Myotis bechsteinii)	Etape migratoire.

Extrait du Document d'objectifs - Document de synthèse – CPEPESC-Lorraine/ESOP/Conseil Général de Meurthe-et-Moselle – 2008

« L'inventaire des chiroptères mené en 2005 et 2006 dans un rayon de 10 km autour du périmètre initial du site Natura 2000 a permis de recenser un total de quinze espèces de chauves-souris sur les 22 représentées en Lorraine. Ce secteur possède donc une très bonne richesse spécifique.

Parmi ces espèces, toutes sont inscrites à l'annexe IV1 de la directive « Habitats-Faune-Flore » et six figurent également à l'annexe II2 de cette directive.

Dans l'ensemble des gîtes à chiroptères inclus dans le périmètre du site Natura 2000, on recense douze espèces de chauves-souris, dont cinq figurent à l'annexe II de la directive « Habitats- Faune-Flore ».

L'espèce la mieux représentée dans le site Natura 2000 est le Petit rhinolophe qui occupe pratiquement tous les gîtes du périmètre. Il est connu essentiellement en période de reproduction avec une majorité de colonies de mise bas.

Le Grand murin est représenté avec un effectif assez important correspondant à deux colonies de mise bas. Une colonie de parturition est également incluse pour le Vespertilion à oreilles échancrées.



Grand rhinolophe



Petit rhinolophe



Grand murin



Vespertilion à oreilles échancrées

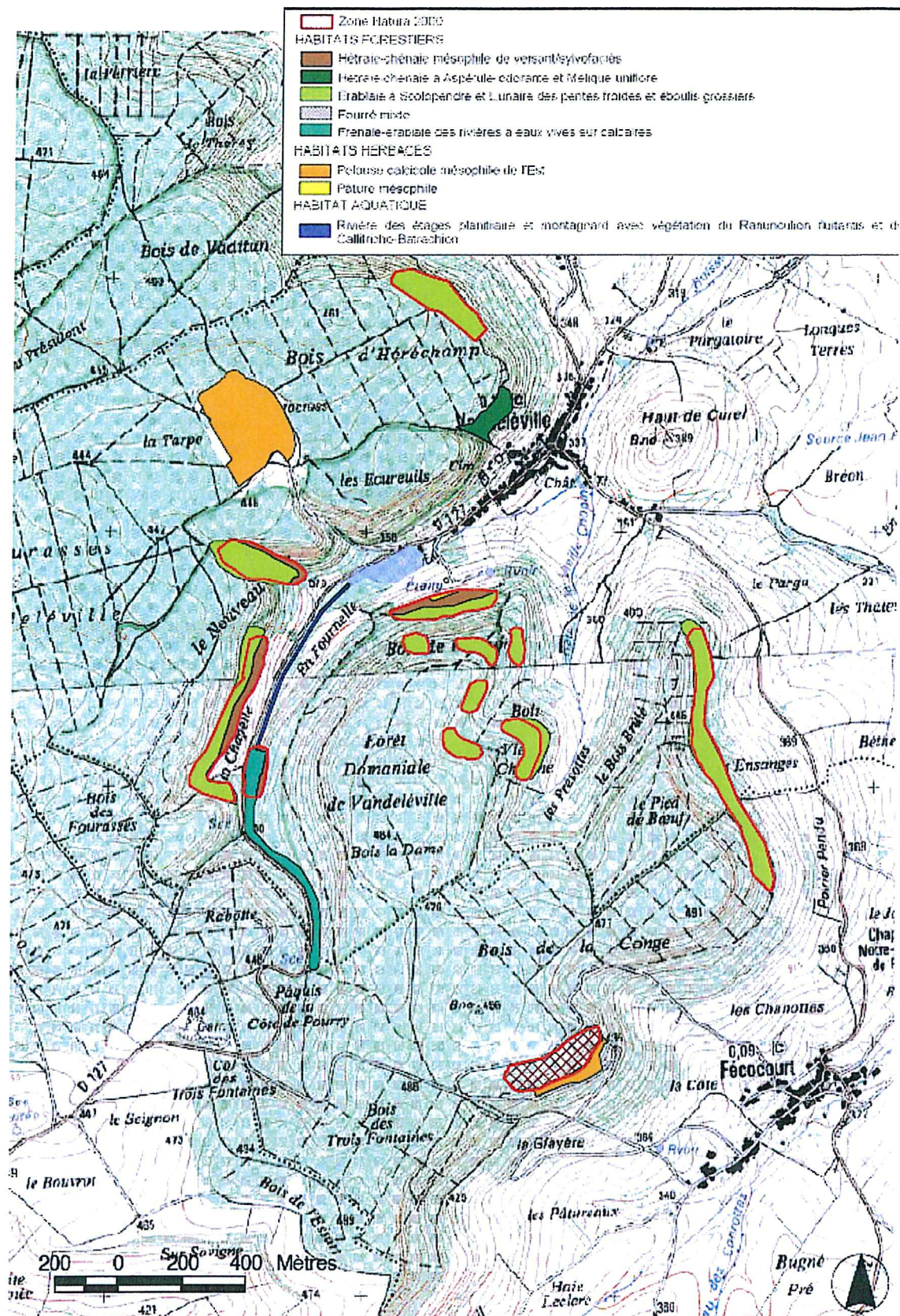


Vespertilion de Bechstein



Barbastelle





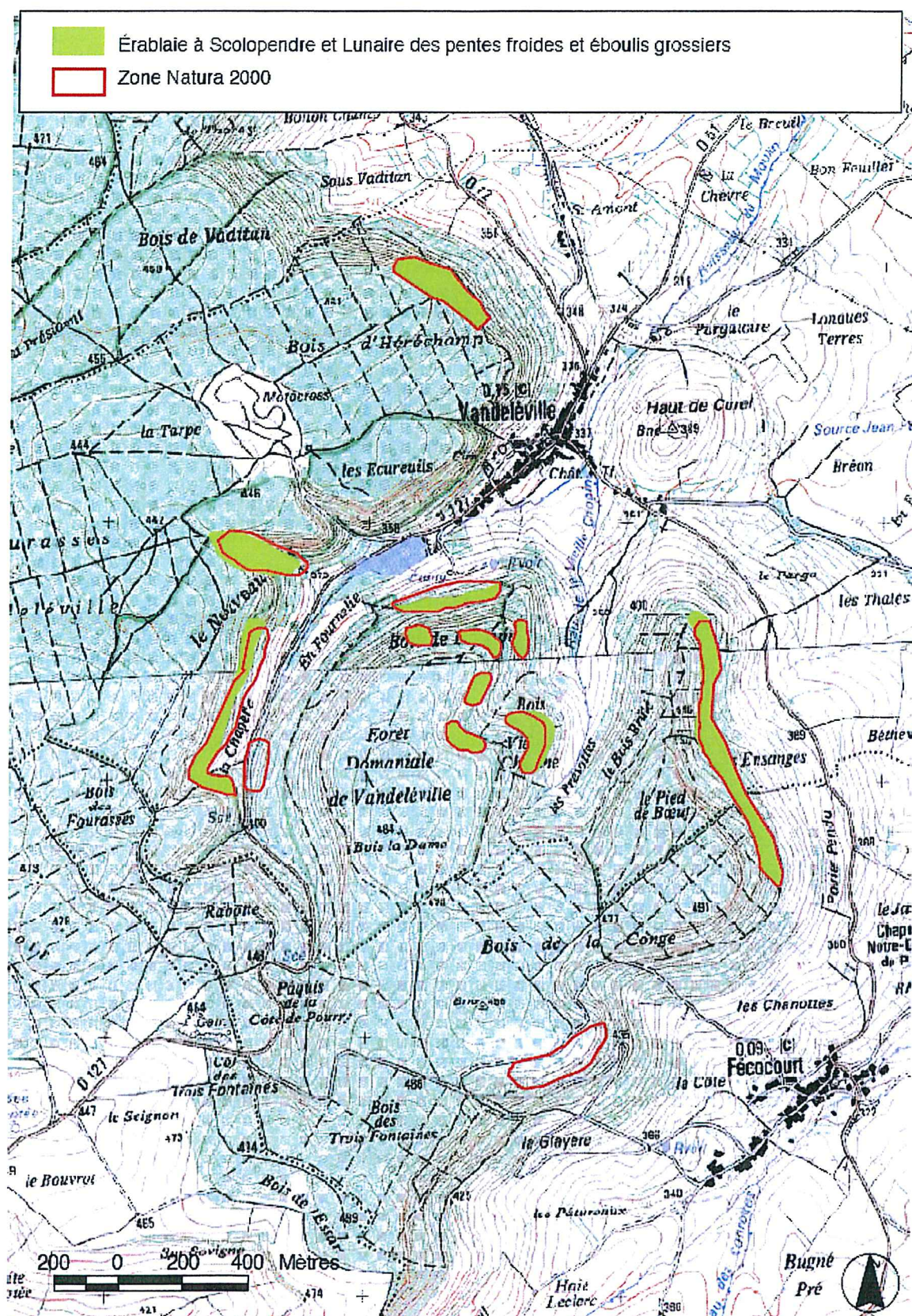






















## **Objectifs de conservation des chiroptères :**

*« Les diverses études menées sur les chauves-souris en Europe ont toutes mis en évidence une forte diminution de leurs effectifs, due principalement à la modification des pratiques agricoles et de l'utilisation du patrimoine bâti, ainsi qu'à l'évolution des paysages. »*

*Actuellement, le site Natura 2000 « Gîtes à chiroptères de la Colline inspirée » accueille la population la plus importante du Petit rhinolophe en Lorraine, voire dans le quart nord-est de la France, en reproduction, ce qui confère au site Natura 2000 une importance européenne. Le site accueille également plusieurs importantes colonies de mise bas du Grand murin et du Vespertilion à oreilles échancrées. Les populations de ces trois espèces, considérées comme vulnérables au niveau national, semblent en bon état de conservation dans le site Natura 2000 « Gîtes à chiroptères de la Colline inspirée », et l'objectif principal pour ce site Natura 2000 est le maintien, voire l'amélioration de cet état de conservation.*

*La présence des chauves-souris dépend directement de la disponibilité en gîtes, de leur tranquillité et de la qualité des milieux de chasse environnants. Le maintien des populations en bon état de conservation et la restauration des effectifs pour les espèces les plus fragiles passe par la mise en protection et l'aménagement des principaux gîtes d'hibernation et de mise bas, le suivi régulier des effectifs, une meilleure connaissance de la répartition et de l'écologie des espèces et l'application d'actions favorables pour les territoires de chasse. »*

## **Objectifs de conservation des habitats naturels et des espèces végétales**

*« Les études menées en 2007 au niveau de la zone Natura 2000 ont montré le bon état de conservation des habitats forestiers d'intérêt communautaire (9130, 9180 et 91EO). Ainsi l'objectif principal pour les habitats forestiers de ce site Natura 2000 est le maintien de cet état de conservation. Pour ce qui est de l'habitat aquatique (3260) classé comme habitat communautaire et actuellement dans un bon état de conservation, l'objectif principal est le maintien de cet état de conservation.*

*L'habitat herbacé (6210) classé comme habitat communautaire est actuellement dans un état de conservation moyen. Ainsi, l'objectif principal pour les pelouses calcaires est l'amélioration de cet état de conservation par des actions appropriées. »*

## **Objectifs opérationnels**

### **1 - Chiroptères**

*« Les actions à mener pour la conservation des chiroptères sont de deux types : les actions liées aux gîtes eux-mêmes, et les actions liées aux habitats de chasse et aux routes de vol.*

*Le périmètre initial du site Natura 2000 comprend des gîtes à chiroptères mais peu d'habitats de chasse. Cependant, les milieux forestiers inclus sont potentiellement utilisés comme zones de chasse. De plus, ceux-ci peuvent également héberger des gîtes pour les espèces arboricoles. C'est pourquoi, ces milieux doivent faire l'objet de recommandations de gestion favorables aux chiroptères, dès lors que celles-ci ne vont pas à l'encontre de la conservation des habitats naturels. Il en est de même pour les pelouses calcaires recensées dans la zone élargie. »*

### **2 Habitats naturels et espèces végétales**

*Les objectifs opérationnels à mener à bien ne touchent que les pelouses calcaires actuellement dans un état de conservation moyen. En effet, ces objectifs sont différents en fonction des pelouses étudiées :*

*” pelouse de Vandeléville : renforcer la richesse spécifique et la diversité du couvert herbacé par le biais d'une fauche plus tardive et/ou d'un pâturage ovin extensif ;*

*” pelouse de Féocourt : ouvrir la pelouse et exploiter extensivement les Pins noirs.*

*Les habitats forestiers ainsi que le cours d'eau, dans un bon état de conservation, ne nécessitent pas d'objectifs opérationnels mais des propositions sont faites dans le cadre de la charte et des contrats Natura 2000.*



## 2) Vallée de la Moselle FR4100227

### Superficie : 2 335 ha.

« Vallée alluviale ayant gardé en grande partie son caractère naturel : ensemble de forêts alluviales, vastes prairies naturelles souvent humides, bras morts, dépressions inondées, rivière à dynamique hydraulique forte. C'est le plus grand ensemble à caractère naturel de la Moselle où sont conservés des milieux très diversifiés qui offrent une multitude d'habitats pour la faune et la flore.

Le site suit le tracé de la vallée alluviale de la Moselle. Au sud du site la vallée est large avec des pentes douces. C'est une cuesta appartenant au bassin parisien, composée de marnes et de quelques couches de calcaires et grès. Plus en amont les côtes bordant la vallée à l'ouest sont plus abruptes. »

### Composition du site :

Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées 21 %

Forêts caducifoliées 21 %

Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines) 21 %

Autres terres arables 12 %

Prairies améliorées 11 %

Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) 8 %

Galets, Falaises maritimes, Ilots 2 %

Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana 2 %

Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques) 2 %

### Habitats naturels présents

Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*) 24 %

**Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)\* 12 %**

Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion* 8 %

Rivières avec berges vaseuses avec végétation du *Chenopodion rubri p.p.* et du *Bidention p.p.* 3 %

### Espèces végétales et animales présentes

#### Amphibiens et reptiles

Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*)

Triton crêté (*Triturus cristatus*)

#### Invertébrés

Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii*)

Cuivré des marais (*Lycaena dispar*)

Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*)

#### Mammifères

Castor d'Europe (*Castor fiber*)

Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*) Reproduction.

Vespertilion à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*) Etape migratoire.

#### Poissons

Chabot (*Cottus gobio*)

### **Menaces**

L'intensité de menace par habitat est évaluée sur la base de trois critères :

- la vitesse de la dégradation engendrée (rapide ou lente),
- les conséquences sur l'habitat en terme de dégradation (majeur, moyenne ou faible)
- la capacité à contrer ou contrôler la dégradation par le biais d'une gestion adéquate

(non ou oui).

Type de menaces		Codes habitat et espèce	Vitesses de dégradation	Conséquences sur l'habitat	Possibilité de contrôle par gestion	Intensité globale de la menace
Activités humaines	Exploitation de granulats	91E0*, 3270, 3260, 6510, 1337, 1163	Rapide	Majeure	non	Forte
	Tous les aménagements impactant la dynamique naturelle de la rivière (enrochement, barrages, canal...)	91E0*, 3270, 3260, 6510, 1337, 1163	Rapide	Majeure	non	Forte
	Surfréquentation, sports mécaniques...	3270, 6510	Lente	Faible	oui	Moyenne
Activité agricole	Intensification des pratiques (fertilisation, chargement,...)	6510, 3260, 1303, 1321, 1166	Lente	Moyenne	oui	Moyenne
	Retournement de prairies	6510, 1163, 1303, 1321	Rapide	Majeure	non	Forte
	Extension des zones de pâturage sur les bancs de graviers et les forêts alluviales	91E0*, 3270	Lente	Moyenne	oui	Moyenne
Travaux forestiers inadaptés	Réouverture brutal des milieux (sp. exotiques)	91E0*, 3270	Rapide	Majeure	non	Forte
	Reprise de l'exploitation forestière de certains secteurs abandonnés	91E0*	Rapide	Majeure	non	Forte

**Tableau n° 14 : Intensité des menaces potentielles pesant sur les habitats et les espèces**

Schématiquement, on peut identifier trois principales menaces potentielles et avérées sur le site :

- La principale correspond aux activités humaines telles que les gravières et les aménagements liés au canal et aux barrages dont l'impact sur l'ensemble des habitats de la Moselle, sur les espèces et sur la dynamique naturelle est irréversible. La fréquentation, si celle-ci se développait, pourrait représenter un risque non négligeable pour la pérennité des milieux.
- Le maintien d'une agriculture extensive sur la zone a fortement contribué à la préservation de l'habitat prairies. Cependant, l'intensification des pratiques agricoles ou le retournement des prairies peut avoir des conséquences importantes sur les milieux prairiaux, et peut constituer une menace potentielle moyenne à forte.
- Enfin, des pratiques forestières inadaptées pourraient avoir un impact majeur sur les forêts alluviales. Cependant, l'exploitation forestière

**Les deux sites Natura 2000 se situent à une distance d'environ 7 à 11 km de la commune de Mirecourt.**

En ce qui concerne le **site Natura 2000 FR4100177**, le projet de Plan Local d'urbanisme n'influe aucunement sur le complexe forêts-pelouses ou sur les gîtes à chauves-souris.

En ce qui concerne les chiroptères, les mesures essentielles consistent à :

- maintenir les sites de transits
- protection des boisements et haies
- maintien des zones humides ou agricoles

Le projet n'influe pas sur les habitats naturels.

En ce qui concerne le **site Natura 2000 FR4100227**, le projet de Plan Local d'urbanisme ne touche pas non plus les habitats naturels présents ni les espèces végétales et animales.

Il ne comporte pas de programme de travaux susceptible d'impacter la dynamique naturelle de la rivière ni d'intervenir sur l'activité agricole ou forestière de la zone qui se situe à une dizaine de km de la commune.

De ce fait, le zonage du P.L.U. n'a pas d'impact sur les zones Natura 2000, aussi bien en ce qui conserve les habitats à préserver ou les espèces.

**En conclusion et au vu des éléments apportés, une évaluation environnementale et par conséquent, une étude d'incidence Natura 2000 n'apparaît pas nécessaires, le projet ne permettant pas la réalisation de programmes / projets de travaux / ouvrages / aménagements susceptibles de porter atteinte au site.**



TABLEAU 1 : GRILLE DE CONTROLE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME AVEC LE SDAGE RHIN-MEUSE

QUESTIONS	COMMENTAIRES	
<b>Par quels moyens l'exposition aux risques est-elle prise en compte ?</b>		
Des règles d'urbanisation (interdiction de construction, autorisation d'extension sous conditions) sont-elles prévues dans les zones d'expansion de crue, les zones d'aléas fort ou très fort et les zones d'aléas moyen ou faible ?	Des règles ont été mises en place (zonage et règlement) pour maintenir un recul par rapport aux cours d'eau. Le PPRi a été pris en compte dans le PLU. Les zones ont été identifiées par un indice .i	
Des règles d'urbanisation (bande de sécurité, interdiction de construction) sont-elles prévues derrière les digues ?	Il n'existe pas de digues, barrages, recensés sur la commune de Mirecourt	
Les risques de coulée de boue font-ils l'objet d'une analyse et de mesures de prévention ?	La liste des arrêtés de Catnat figure p. II-3 et II-4 du rapport de présentation. Aucun risque lié à cette problématique n'a été recensé sur la commune	
<b>Comment la prévention des risques est-elle considérée ?</b>		
Le document identifie-t-il des zones de stockage et des zones d'expansion de crue à reconquérir ?	Le PPRi a été identifié. Les abords du Madon sont maintenus inconstructibles	
Des prescriptions sont-elles prévues, dans les bassins versants caractérisés par des risques d'inondation forts et répétés, pour limiter le débit des eaux pluviales dans les zones à risque d'inondation (infiltration des eaux pluviales) ?	L'infiltration des eaux pluviales est demandée dans le cadre d'un aménagement au moyen d'équipements ou d'installations réalisés sur le terrain. Des secteurs humides ont été identifiés. Les risques inondation ont été identifiés.	
Des mesures ont-elles été prises pour limiter le ruissellement sur les bassins versants agricoles (organisation de l'espace, aménagements hydrauliques) ?		
<b>Dans le cas d'un déséquilibre entre les ressources et les rejets, de quelle manière l'impact de l'urbanisation nouvelle en eau est-il limité ?</b>		
Des dispositions particulières sont-elles proposées dans les zones de déséquilibre entre le captage et la recharge d'une nappe phréatique (infiltration, recueil et réutilisation des eaux pluviales) ?	Des prescriptions sont établies dans l'article 4, notamment en ce qui concerne l'infiltration ou le stockage des eaux pluviales. Sont notamment précisés dans le règlement la possibilité de puits perdus, drains de restitution, fosse ou noues, bassins de rétention et la réutilisation des eaux.	
Des prescriptions sont-elles prévues sur les bassins versants qui présentent un déséquilibre entre les volumes d'eaux pluviales reçus et rejetés (maintien des eaux pluviales dans le bassin versant) ?		
Le document préconise-t-il des mesures d'infiltration, de récupération, de réutilisation des eaux pluviales et de limitation de débit des rejets dans les cours d'eau et les réseaux d'assainissement ?	L'infiltration à la parcelle est demandée dans le règlement. Un zonage d'assainissement est réalisé et le plan est annexé au PLU.	



<p><b>Comment les zones à fort intérêt naturel sont-elles préservées de l'urbanisation ?</b></p> <p>Des règles d'urbanisation sont-elles prévues (interdiction de construction et d'aménagement) dans les zones de mobilité encore fonctionnelles ou dégradées, pour préserver les lits des cours d'eau et leur mobilité latérale ?</p> <p>Le document préconise-t'il la réalisation d'un état des lieux des zones humides remarquables et ordinaires lors d'un projet d'aménagement ou d'urbanisation ? Prévoit-il une inconstructibilité dans les zones humides remarquables ?</p> <p>La végétation rivulaire est-elle protégée par des zonages et des règles de construction (espace boisé classé, zone naturelle protégée N) ?</p> <p>Des bandes d'inconstructibilité sont-elles envisagées dans le but de préserver les corridors biologiques, les ripisylves, les paysages et de favoriser l'entretien des cours d'eau ?</p>	<p>Une bande inconstructible de 10 m de part et d'autre des cours d'eau a été mise en place.</p> <p>Des zones potentiellement humides ont été identifiées. Elles sont classées en N ou A. Deux zones urbaines et à urbaniser sont également signalées dû au fait que l'infiltration des eaux y est difficile.</p> <p>La végétation rivulaire est protégée par les règles de construction. Les espaces remarquables ont été classés en zone naturelle.</p> <p>Les zones prévues pour l'urbanisation se limitent en grande partie aux zones urbaines actuelles, les dents creuses existantes et les abords directs de l'urbanisation. Les corridors biologiques et la protection des paysages sont assurés par des classements en zones naturelles et une protection des boisements et ripisylves en Espaces Boisés Classés.</p>	
<p><b>Des conditions de collecte et de traitement des eaux usées sont-elles demandées avant d'autoriser l'ouverture à l'urbanisation ?</b></p>	<p>Un raccordement est demandé sous réserve du zonage d'assainissement. Le zonage d'assainissement est annexé.</p> <p>Le syndicat Intercommunal à vocation Multiple de l'Agglomération Mirecurtienne informe, dans son courrier du 04 février 2013, que la station d'épuration est dimensionnée pour 30 000EH. Actuellement 60% de cette capacité est réservée à deux industriels et 12000 EH pour la pollution domestique.</p> <p>Aujourd'hui, seuls 8500 sont potentiellement occupés. Le dimensionnement de la station d'épuration permettra donc de traiter les futures zones à urbaniser.</p> <p>Le SIVOM s'est engagé dans un programme pluriannuel pour desservir les dernières zones à urbaniser. Les travaux s'échelonneront entre 2012 et 2014 et permettront un point de raccordement pour des extensions futurs.</p>	
<p><b>Des conditions d'alimentation en eau potable sont-elles demandées avant d'autoriser l'ouverture à l'urbanisation ?</b></p>	<p>L'alimentation en eau est obligatoire.</p> <p>Le Syndicat d'eau potable de la région mirecurtienne, dans son courrier du 11 février 2013 confirme la que la distribution d'eau potable pourra être assurée dans les secteurs projetés.</p>	